



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 35
Mars - März - Marzo
2012

Tirage/Auflage/Tiratura:
12'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

Expériences sur animaux pour tester
des cosmétiques

Dénonciation pénale contre les cantons d'Argovie, de Bâle-ville et de l'Autorité fédérale

Contenu en Français,
p. 2 - 13

Strafanzeige gegen die Kantone Aargau und Basel-Stadt und gegen die Bundesbehörde

Inhalt Deutsch S. 14 - 25

Esperimenti su animali per
testare cosmetici

Denuncia penale contro i cantoni di Argovia, Basilea Città e l'Autorità federale

Contenuto in italiano, p. 26 - 37

LSCV
Case postale 148, 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag / Cotisation
Membre Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6
BIC POFICHBEXXX

Edito

Chers Membres,
Chères amies et amis de la Ligue,
Chers lectrices et lecteurs,

Comme annoncé dans notre précédent journal, nous avons dénoncé pénalement les autorités cantonales et fédérale, ayant autorisé des expérimentations animales pour tester la toxicité d'un filtre solaire.

Qu'une autorité traîne les pieds pour faire appliquer des dispositions dont elle n'est pas convaincue est une chose. Mais qu'elle viole la loi en toute connaissance de cause est inacceptable. On comprend l'intérêt des autorités et des chercheurs à maintenir le public dans l'ignorance en ce qui concerne la pratique de l'expérimentation animale.

La législation suisse, « une des plus sévères du monde » selon nos autorités, ne prévoit aucune voie de recours à l'encontre d'une autorisation d'expérience sur animaux délivrée abusivement par un canton. Seul l'Office vétérinaire fédéral peut agir. Mais lorsque ce même office se rend complice de procédures illégales et tente de minimiser son implication, quelles solutions pour agir ?

Nous avons obtenu en 2010 la condamnation d'un chercheur à Soleure pour ses expériences, et nous finirons bien par obtenir la condamnation des autorités bâloises, argovienne et de l'OVF. Mais pour ces deux cas dénoncés, combien restent méconnus du public car protégés par le secret des procédures ?

Changer la loi est une évidence. Introduire une voie de recours et obliger l'administration à plus de transparence. Avec le soutien d'élus au parlement fédéral sensible à la protection des animaux, l'objectif est réaliste.

N'oubliez pas notre prochaine Assemblée Générale qui aura lieu le samedi 24 mars 2012 et à laquelle vous êtes toutes et tous cordialement invités.

En vue de cette Assemblée, vous pourrez prendre connaissance du rapport d'activités 2011 de la Ligue ainsi que des comptes, publiés en page 38 et 39 de ce journal. La convocation pour l'A.G. est publiée en dernière page.

Nous vous souhaitons une bonne lecture, et dans l'attente de vous retrouver prochainement, nous vous adressons à toutes et à tous nos meilleures pensées.

Le Comité

Procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire de la Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal, du 17 décembre 2011, au bureau de la LSCV à Thônex, Genève

Ouverture de la séance à 14h05

Membres du Comité présents : Max Moret (Président), Luc Fournier (Vice-président), Maja Schmid (Trésorière - rédaction du PV)

Membres présents : 5 membres

Ordre du jour :

- Ajout de l'alinéa g à l'article 2 (buts) des statuts de la Ligue de 1978, soit :

Article 2

- Défendre les intérêts de ses membres et les représenter auprès de toutes autorités, civiles, pénales ou administratives, du public et d'autres organisations.

Ouverture de l'Assemblée générale extraordinaire

Le Président ouvre la séance et remercie les membres présents, bien que la convocation ait été envoyée tardivement. Etant donné le court délai pour organiser et annoncer cette AG extraordinaire, il était possible pour les Membres de voter par correspondance. 58 bulletins ont été reçus.

1. Ajout de l'alinéa g à l'article 2 des statuts de la Ligue de 1978

Le président lit le texte du nouvel alinéa. Il explique que cet alinéa est nécessaire pour que la Ligue ait qualité pour entamer des actions en justice. Cet article donnera notamment la possibilité à la Ligue de déposer plainte ou recourir contre une

Problèmes de distribution des journaux de septembre et décembre 2011

Depuis septembre 2011, un nouvel imprimeur se charge de l'impression de notre journal. Nous y avons gagné un meilleur façonnage et une qualité d'impression plus constante, pour un prix identique. La mauvaise nouvelle étant qu'un des collaborateurs de l'imprimerie s'est complètement trompé dans la gestion du fichier pour l'adressage des journaux. Au final, aucun nouveau membre inscrit depuis juin 2011 ne devrait avoir reçu nos journaux de septembre et décembre 2011, ce qui représente environ 400 inscriptions. Le problème concerne aussi tous nos membres ayant déménagé durant cette même période. Les journaux ont été envoyés à l'ancienne adresse et nous sont revenus en retour. L'imprimeur a reconnu le problème et pris en charge financièrement les coûts induits par son erreur. Il adresse également à toutes les personnes concernées ses sincères excuses pour le désagrément causé.

De notre côté, les journaux de septembre et décembre étant en partie liés à une actualité spécifique (élections du Parlement et convocation à une A.G.extraordinaire), le problème d'adressage n'ayant été constaté que fin décembre, nous avons préféré ne pas réexpédier les journaux aux membres concernés. Par contre, nous les enverrons volontiers à tout membre qui en fera la demande. Il est aussi possible de les consulter ou de les télécharger au format pdf directement depuis la page « édition » de notre site internet.



IMPRESSIONS Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 gm² **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.** T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 admin@lscv.ch www.lscv.ch **Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.-- CCP 12-2745-6 **BIC :** POFICHBEXXX **Institut :** PostFinance, Nordring 8, 3030 Bern, Suisse. **IBAN :** CH38 0900 0000 1200 2745 6 **Titulaire :** Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal

décision administrative au nom de ses membres. Ce cas de figure concerne principalement l'activité des membres qui représentent la Ligue au sein de commissions officielles. Par exemple, avec les statuts actuels si l'un de nos représentants dans une commission cantonale sur l'expérimentation animale devait dénoncer une procédure abusive, la Ligue ne pourrait pas le soutenir dans cette action.

Un membre regrette l'urgence du déroulement de cette AG extraordinaire, ce qui est d'ailleurs la raison de sa présence à cette réunion. Le Vice-président précise que la Ligue a prévu d'effectuer trois dénonciations pénales, dès la modification des statuts approuvée. Les dénonciations visent les autorités vétérinaires d'Argovie, Bâle-ville et l'Office vétérinaire fédéral (OVF). Il s'agit de dénoncer l'exécution de tests de toxicité effectués sur des animaux, autorisés en 2010 mais annoncés publiquement par l'OVF seulement en juillet 2011. L'expérience est autorisée pour une durée de trois ans, soit jusqu'en 2013. Nous aurions pu proposer la modification des statuts lors de la prochaine AG en mars 2012, mais cela n'aurait fait que retarder de 3 mois la procédure pénale. Or notre objectif est également d'obtenir dès que possible le retrait de l'autorisation délivrée. 3 mois supplémentaires à la procédure seraient autant d'animaux utilisés en plus.

Un membre demande pourquoi cette votation a lieu à bulletin ouvert? Le président explique que les statuts ne prévoient une votation à bulletin secret que lors de l'élection du Comité, bien que le vote à main levée ait toujours été accepté par l'Assemblée. Chacun doit se sentir libre d'exprimer son avis, même s'il diffère de la majorité ou du Comité.

Une membre explique un cas où elle avait dénoncé la maltraitance d'un chien. Le propriétaire de l'animal s'est retourné contre elle en déposant une plainte à son tour. Elle demande si dans un cas comme celui-ci, la Ligue pourrait intervenir en prenant la défense de son membre et de l'animal maltraité? Il est répondu qu'une intervention serait possible, bien que la modification des statuts vise principalement le soutien des membres agissant par délégation au nom de la Ligue. Chaque cas serait étudié avant qu'une décision ne soit prise.

Aucune autre question n'étant posée sur l'ajout de l'alinéa g à l'article 2 des statuts, le Président propose de voter son approbation:

OUI à l'unanimité de l'Assemblée. Sur les 58 votes par correspondance reçus, 54 approuvent la modification des statuts et 4 ont été constatés non valables. 3 bulletins (vote oui) n'étaient pas signés et sur 1 bulletin, les réponses oui et non étaient cochées.

L'ajout de l'alinéa g à l'article 2 des statuts de la Ligue est accepté par 62 oui.

Plus aucun membre ne souhaitant prendre la parole, le Président clôture l'Assemblée Générale extraordinaire à 14h40. Une dégustation du «faux gras» de GAIA¹ est proposée aux membres présents.

¹ Association belge de protection des animaux

► Expériences sur animaux pour tester des cosmétiques

Dénonciation pénale contre les cantons d'Argovie, de Bâle-ville et de l'Autorité fédérale

20.12.2011 - Communiqué de presse

Expériences sur animaux pour tester des cosmétiques en Suisse :

Dénonciation pénale de la Ligue suisse contre la vivisection contre l'Autorité des cantons d'Argovie, de Bâle-ville, et l'Office vétérinaire fédéral (OVF)

L'autorisation d'exécuter des expérimentations animales pour tester un nouveau filtre solaire ayant été délivrée en violation de la Loi (LPA) et de l'ordonnance sur la protection des animaux (OPAn), la Ligue suisse contre la vivisection annonce le dépôt de dénonciations pénales à l'encontre :

- 1) Du vétérinaire cantonal de Bâle-ville, pour avoir volontairement soustrait l'étude de la demande d'expérimentation animale au préavis de sa commission cantonale, en violation des art.18, al.3 et 34, al.2 LPA ;
- 2) De la vétérinaire cantonale d'Argovie, pour avoir délivré l'autorisation d'effectuer ces expérimentations animales ;
- 3) De l'Office vétérinaire fédéral, pour n'avoir pas recouru contre l'autorisation cantonale, comme le prévoit l'art. 25 LPA, alors que l'OVF avait connaissance de l'illégalité de l'autorisation délivrée.

La Ligue suisse contre la vivisection demande également que soit admis la nullité de l'autorisation délivrée, laquelle est valable jusqu'en 2013, afin que ces expérimentations animales cessent immédiatement.

Rappel des faits

Le 7 juillet 2011, à l'occasion de la publication des statistiques 2010 des expérimentations animales, l'OVF annonçait : « Pour la première fois depuis longtemps, des expériences ont été effectuées pour tester des cosmétiques ».

Selon les informations communiquées par l'OVF, des expériences sur des groupes de rats ont été autorisées jusqu'en 2013 par le canton d'Argovie, pour évaluer la toxicité d'un nouveau filtre UV.

Interpellé sur la légalité à autoriser des expériences pour des cosmétiques, l'OVF répondait le 23 août 2011 : « La législation suisse sur la protection des animaux est une des plus poussées au monde et le domaine de l'expérimentation animale est strictement réglementé. Chaque expérimentation est examinée par la commission cantonale. Les chercheurs doivent prouver que les bénéfices pour la société sont plus importants que les souffrances infligées aux animaux lors des expériences. Le fait que plusieurs instances soient impliquées dans la procédure d'autorisation, assure ce contrôle mutuel ».

Autorisation délivrée par le canton d'Argovie : Illégale

En réalité, le service vétérinaire cantonal d'Argovie a délivré l'autorisation pour effectuer ces expérimentations animales en violation des dispositions légales, avec le consentement de l'autorité fédérale.

L'article 34 de la loi sur la protection des animaux (LPA), exige des cantons autorisant des expérimentations animales, qu'ils créent des commissions « composées de spécialistes, indépendantes de l'autorité chargée de délivrer les autorisations et dans laquelle les organisations de protection des animaux sont adéquatement représentées ». L'autorité cantonale a l'obligation de soumettre toute nouvelle demande d'expérimentation animale à la commission (art.18, al.3 LPA), laquelle « examine les demandes et fait une proposition à l'autorité chargée de délivrer les autorisations ». Le préavis de la commission inclut une pesée des intérêts entre les bénéfices de l'expérience et les contraintes infligées aux animaux (art.19 LPA). Après re-

cherche, il est apparu que la demande pour tester ce filtre solaire avait été volontairement soustraite au préavis d'une commission cantonale. L'autorité argovienne l'a reconnu par courrier le 4 novembre 2011. Pour se justifier, elle s'appuie sur son règlement relatif à la commission pour les expériences sur animaux, laquelle regroupe par convention les cantons de Bâle-ville, Bâle-campagne et Argovie. Selon l'art.5, al.3, l'autorité, représentée par le vétérinaire cantonal de Bâle-ville, peut directement autoriser une expérience si celle-ci est exigée par une directive internationale. Dans le cas présent, la mise sur le marché de ce nouveau filtre UV devait faire l'objet de tests de toxicocinétique sur les animaux (OCDE 417) en vue d'obtenir une future autorisation de mise sur le marché.

Les tests sur animaux pour tester des cosmétiques sont strictement interdits dans toute l'Union européenne depuis 2009

Les filtres UV sont considérés comme des cosmétiques en Suisse et dans toute l'Union européenne. Pour cette raison et conformément à la Directive européenne « cosmétique », les tests sur animaux pour les ingrédients entrant dans la composition des produits cosmétiques sont strictement interdits au sein de l'U.E. depuis 2009.

L'intérêt de cette interdiction est de contraindre les entreprises et états à consacrer des moyens suffisants pour le développement de nouvelles méthodes substitutives. Il s'agira par exemple de permettre la réalisation de tests de toxicocinétique *in vitro* sur des tissus humains ou *in silico*, en lieu et place de ces cruels et absurdes tests sur des rats. De ce fait, il est honteux que la Suisse autorise des tests interdits chez nos voisins européens. Plus encore, que la Suisse tente d'attirer des entreprises pour effectuer chez elle, des expériences interdites ailleurs. L'autorisation délivrée par le canton d'Argovie est d'autant plus choquante qu'aucune pesée des intérêts n'a été effectuée au sujet du nouveau filtre solaire.

28 filtres UV entrent déjà dans la composition de nombreux produits au sein de l'U.E.

Quel est l'intérêt d'en développer un de plus ? Le filtre testé en Argovie a-t-il préalablement montré une meilleure efficacité que ces 28 autres filtres déjà sur le marché ? Répondre à cette question est également une obligation pour l'autorité cantonale, afin de déterminer le caractère indispensable d'une expérimentation animale (art. 17 LPA). Dans son courrier du 16 septembre 2011, l'OVF assurait que « *la pesée*

des intérêts a été consciencieusement effectuée et rédigée de manière compréhensible ». Dans son courrier du 4 novembre 2011, l'autorité argovienne expliquait que ce nouveau filtre solaire pouvait être très efficace et présenter moins d'effets secondaires. Malheureusement, malgré trois demandes répétées et adressées à ces autorités, il a été impossible d'obtenir la moindre information sur le bien-fondé de leurs déclarations. En définitive, il est plus que probable que ces expériences n'ont en réalité fait l'objet d'aucune pesée des intérêts.

Autorisation d'expérimentation animale illégale : l'OVF et le canton de Soleure déjà mis en cause en 2010

Le 16 mars 2010, le Dr Pierre Bize de l'Université de Lausanne était condamné par le tribunal pénal de Soleure à Fr 1000.- d'amende pour ses expériences menées sur des oiseaux. Ce chercheur avait obtenu l'autorisation de pratiquer des incisions à vif sur de jeunes oiseaux encore au nid, afin de leur implanter sous la peau des comprimés hormonaux. Plusieurs oiseaux ayant tenté de s'échapper avaient été retrouvés mourants sur la voie publique par des passants. L'enquête menée durant la procédure a démontré que malgré la mort de plusieurs oiseaux, le service vétérinaire cantonal n'avait effectué aucun contrôle ni ne s'était déplacé pour constater l'état sanitaire des animaux toujours en cours d'expérience. Pire encore, tant l'autorité cantonale que fédérale avaient violé la loi en ayant volontairement soustrait l'étude de la demande d'expérimentation animale au préavis d'une commission cantonale. L'OVF et le service vétérinaire de Soleure avaient échappé à une condamnation à la seule raison que les auteurs de l'infraction n'avaient pas été visés par la procédure.

Il est alarmant que nos autorités violent des dispositions légales. La situation en est d'autant plus inadmissible lorsque ces mêmes autorités vantent notre législation en la décrivant comme « une des plus poussées au monde » dont « le domaine de l'expérimentation animale est strictement réglementé ».

Nous espérons cette fois que les autorités visées par notre dénonciation seront condamnées, afin qu'il soit mis définitivement un terme à ces abus.

Tous les annexes et courriers cités peuvent être consultés sur la page d'accueil de notre site internet à l'adresse www.lscv.ch



► Sondage d'opinion de l'organisme DemoSCOPE

La population suisse ne veut pas d'expériences sur les chiens

Selon le sondage d'opinion¹ mandaté par l'organisme Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin (Médecins pour la protection des animaux), la population suisse se montre clairement opposée à l'utilisation de chiens pour des expériences induisant des souffrances. Ce rejet concerne notamment les études de recherche médicale et de toxicité, qui représentent la plupart des expériences impliquant des chiens.

Le sondage a été effectué en novembre 2011 par l'organisme DemoSCOPE, sur un échantillonnage représentatif de la population de 1013 personnes, résidant en Suisse alémanique et âgées de plus de 15 ans. Parmi les personnes interrogées, seules environ 10% détiennent un chien.

70% rejettent les expériences induisant des souffrances aux chiens pour des études visant la médecine vétérinaire.

65% rejettent les expériences induisant des souffrances aux chiens pour des études visant la médecine humaine.

79% rejettent l'utilisation du chien pour les études de toxicité.

Ces résultats coïncident aussi avec l'étude européenne effectuée en 2009 par l'institut international de sondage YouGov. 77% des 7139 personnes interrogées rejetaient les expériences sur les chiens.

Dans une autre étude menée sur 42'655 personnes en 2006 au sein des 25 Etats de l'Union européenne, ils étaient déjà 83% à rejeter ces expériences.

I) http://www.aerzefuertierschutz.ch/resources/Meinungsumfrage_Pressemittelung_final_Homepage.pdf



Calm, gentil, robuste, ses qualités font du Beagle le chien le plus utilisé dans nos laboratoires. Les tests de toxicité se déroulent en grande partie dans la région bâloise. Des substances sont administrées à des chiens de tout âge pour évaluer leur toxicité.

NON aux expériences sur les chiens

Malgré le rejet de la population pour ces expériences, plusieurs milliers de chiens sont utilisés chaque année en Suisse pour des études ou des tests de toxicité : 3102 chiens en 2010, 5'399 en 2009. Si une partie des chiens participent à des expériences jugées «non contraincantes», par exemple en cabinet vétérinaire, plusieurs centaines subissent des expériences altérant leur santé. Selon les statistiques officielles de l'Office vétérinaire fédéral publiées en juillet 2011, 278 chiens ont subi des expériences éprouvantes ou douloureuses (clas-

sées en gradation 2) en 2010, et 6 chiens ont subi des expériences très douloureuses, ayant pu entraîner leur mort durant l'étude (gradation 3).

L'utilisation de chiens pour étudier des maladies humaines ou évaluer la toxicité d'une substance chimique est d'autant plus insupportable que son utilisation n'apporte aucun résultat fiable et prédictif pour l'homme. Il n'apporte que des souffrances à l'animal.

Volaille maltraitée Changement de fournisseur pour Mc Donald's

Une vidéo tournée dans le Minnesota en caméra cachée par l'organisme Mercy for Animals (Pitié pour les animaux) dans l'élevage Sparboe Egg Farms, dévoilait le sort peu enviable de la volaille : poule attachée à une corde qu'un employé s'amuse à faire tournoyer dans les airs, cadavres laissés plusieurs jours dans des cages avec des poules vivantes, etc.

Craignant une mauvaise publicité suite à la diffusion des images, Mc Donald's annonçait dans un communiqué avoir demandé à son fournisseur Cargill de cesser tout approvisionnement d'œufs auprès de Sparboe Egg Farms.



Si les abus infligés aux animaux sont choquants, ils sont tout à fait légaux, selon Nathan Runkle, directeur de Mercy for Animals. Il n'existe pas de loi fédérale réglementant la façon de traiter la volaille et certains Etats font preuve de laxisme envers leurs exploitations.

<http://www.mercyforanimals.org/norco/>

► Pétition pour la suppression de la chasse dans le canton de Neuchâtel

5'640 signatures contre la chasse à Neuchâtel

Lancée par le groupe Alliance neuchâteloise anti-chasse, la pétition a été déposée munie de 5'640 signatures le 30 janvier 2012 au Bureau du Grand Conseil neuchâtelois.

Les signataires demandent que soit exclue «l'exploitation des populations de gibier» du but de la loi cantonale sur la faune sauvage du 7 février 1995, par l'introduction dans la loi de la notion d'interdiction générale de la chasse. La régulation d'animaux resterait réservée aux cas ou aucune autre solution ne se montrerait satisfaisante.

5'640 signatures réunies en seulement cinq mois

Le succès de cette pétition n'est pas étranger au comportement d'une partie des chasseurs neuchâtelois : tirs par temps de brouillard, depuis un véhicule à l'arrêt ou à proximité des habitations, sont quelques-unes des critiques adressées à l'attention des chasseurs.

Les critiques n'épargnent pas non plus le nouvel inspecteur de la faune. Apparemment issu des milieux de la chasse, celui-ci multiplie les mesures absurdes. Dernière trouvaille : l'abattage des jeunes faons. «En procédant ainsi, on élimine des jeunes sujets qui, pour une part, seraient morts de toutes manières durant l'hiver. Cette méthode limite la pression sur les adultes représentant l'avenir du cheptel» déclarait-il en janvier 2012 au courrier neuchâtelois. Alors qu'un hiver aussi clément n'avait



Remise de la pétition par Rosita Malcotti (gauche) et Sylvie Benoît (droite)

pas été constaté depuis belle lurette. Et même si l'hiver se charge d'une sélection naturelle, il permet aussi aux jeunes qui y survivent d'être les plus robustes.

Suite au lancement de la pétition, une motion populaire «pour l'abolition de la chasse» a également été déposée au Grand Conseil neuchâtelois le 9 novembre 2011.

Sans beaucoup de surprise, le Conseil d'Etat a proposé au Grand Conseil de refuser la motion. A ce jour, celui-ci ne s'est pas encore prononcé.

Statistiques sur les procédures pénales 2010 dans le domaine de la protection des animaux en Suisse

Les dernières statistiques sur les procédures pénales publiées par l'Office vétérinaire fédéral sont plutôt instructives. Suite au rejet massif en votation populaire, le 7 mars 2010, de l'instauration d'un avocat dédié à la protection des animaux, il avait été dit que les animaux étaient suffisamment protégés avec le nouveau droit fédéral, les cantons ayant l'obligation de dénoncer pénalement tout mauvais traitement constaté.

Les statistiques démontrent plutôt que pas grand chose n'a changé et qu'il existe toujours autant de disparités entre les cantons.

Les cantons de Zürich, Berne, Saint Gall et Argovie sont les cantons qui instruisent le plus de procédures pénales, bien que la plupart concernent des détenteurs de chiens. Les exploitations détenant des animaux de rente, dans lesquelles les infractions les plus graves sont généralement constatées, semblent relativement épargnées, pour ne pas dire totalement protégées par certains cantons. A l'autre extrême des statistiques, on découvre que dans des cantons comme le Valais, Bâle-Ville, le Jura ou Genève, les procédures sont quasi inexistantes.

Genève, Valais, Glaris et Obwald à la traîne

Le canton de Genève ne brille pas seulement pour son manque d'activité. Sur les 18 procédures pénales ouvertes, il réussit l'exploit d'en faire classer 10 et acquitter deux ! Au final, 6 condamnations seront obtenues par ce canton, contre 212 pour Berne, 134 pour Zürich et 110 pour l'Argovie. Encore pire que Genève, on trouve Uri et Schaffhouse avec 4 condamnations, le Valais avec 3, puis Glaris et Obwald avec une seule.

Procédures pénales en Valais

Dans son édition du 7 mars 2011, le quotidien le Nouvelliste rapportait l'échange verbal surréaliste entre le vétérinaire cantonal valaisan Jérôme Barras, et les éleveurs de la Fédération suisse d'élevage de la race d'Hérens, à l'occasion de son assemblée générale.

«Le Valais est régulièrement montré du doigt parce qu'il est en queue de peloton en termes de nombre de dénonciations annuelles. Je réponds à mes interlocuteurs que nous avons très peu de situations critiques mais soyons sérieux ? 50 à 70 éleveurs pourrissent l'image de votre profession. Je veux, avant de finir mon mandat d'ici à cinq ans, éradiquer tous ces cas.» déclarait le vétérinaire cantonal. «Je ne suis pas d'accord d'être le fusible sur qui reposent toutes les pressions ». «Oh, le pauvre», entendait-on en réponse dans la salle.

«Je ne suis pas toujours d'accord avec les règles imposées mais j'ai l'obligation légale de dénoncer les infractions au procureur» continuait le vétérinaire cantonal. Contre le mur,

les résultats des derniers contrôles des détentions de taureaux étaient affichés. Sur 161 contrôles, quatre bêtes étaient parquées sans congénère, ce qui est interdit par la nouvelle loi, et neuf étaient détenues sans aire de sortie. «Le même cas a été jugé à Zurich. Le propriétaire a été condamné pour cruauté envers les animaux.» Réponse de la salle : «Il est où ce juge?»

Quels contrôles en Valais ?

Au rythme d'un contrôle par exploitation tous les dix ans, les éleveurs valaisans pourtant épargnés par l'autorité cantonale, bidouillent malgré tout les documents officiels. Au sujet de l'obligation de sortir le

bétail au minimum 30 jours durant les cinq mois d'hiver, sorties qui doivent être inscrites dans un cahier par l'éleveur, le vétérinaire cantonal déclarait encore « nous savons tous qu'à l'heure actuelle ces carnets de sortie sont des carnets de mensonges. Je ne veux plus couvrir ça. » Ouf.

Suivi quelques mois plus tôt par une journaliste du Nouvelliste, un employé du service vétérinaire cantonal dévoilait des méthodes de contrôle pour le moins surprenantes. En visite dans une exploitation détenant des chevaux, connue pour être problématique, l'employé constate un problème avec l'abri des équidés. Il ne fait pas de remarques ni donne d'indica-

tions au propriétaire. «Cela ne sert à rien. Il sera informé par écrit. Le but est de maintenir de bons rapports avec les gens parce que nous devons faire évoluer les mentalités sur le long terme» expliquait-il.

Ses bons rapports avec les éleveurs, le service vétérinaire cantonal les entretient aussi en les mandatant pour effectuer des contrôles à sa place. «L'avantage de ce système c'est que ce sont des gens qui connaissent le milieu» expliquait le vétérinaire cantonal. Effectivement. Mais, n'y a-t-il pas un risque de conflit d'intérêt à contrôler ses pairs ? «Les experts ne travaillent jamais dans un

district proche de leur exploitation et ils doivent avant tout remplir une check-list élaborée pour toute la Suisse», explique Barras.

Nous voilà rassurés.



Rapport d'activité 2011 de la Ligue suisse contre la vivisection

Secrétariat et bureau

Le fonctionnement du bureau est resté identique à 2010. Max Moret, Président de la Ligue, est présent au bureau tous les matins de 8h00 à 10h30. Il assure le suivi des dossiers et garantit la bonne marche de la Ligue. Luc Fournier, Vice-président, est présent tous les lundis et mercredis. Il s'occupe de la rédaction et mise en page du journal et d'autres publications, du site Internet et des actions dans le domaine de l'expérimentation animale.

Maja Schmid assure la gestion administrative. Il s'agit du seul poste salarié de la Ligue, pour un taux d'occupation de 90%.

L'activité administrative de la Ligue représente une charge de travail importante. Nous recevons quotidiennement de nombreux appels téléphoniques, courriers ou mails, dont beaucoup doivent être traités rapidement. La gestion et l'enregistrement des nouveaux membres, le suivi administratif des actions en cours ou l'organisation d'événement nécessite que le Comité puisse compter sur un secrétariat efficace. Concernant l'envoi de courriers ou mails par nos membres, nous essayons d'y répondre au plus vite. Si un envoi n'a pas reçu de réponse dans la semaine qui suit, n'hésitez pas à nous le faire savoir. Il est possible que nous ne l'ayons pas reçu, particulièrement si c'est un mail. Nos filtres anti-spams peuvent parfois supprimer par erreur un message avant sa réception.

Assemblée générale

L'A.G de la Ligue a eu lieu le 26 mars 2011. A cette occasion, les membres du Comité ayant fait acte de candidature ont été réélus à l'unanimité.

Une A.G. extraordinaire a eu lieu le 17 décembre. A cette occasion, la modification de l'article 2 des statuts de la Ligue a été acceptée.

Comité

Le Comité national s'est réuni les 26 mars et 19 novembre 2011. Les principaux points discutés concernaient le renouvellement de l'aide annuelle accordée aux refuges et aux campagnes de stérilisations, le suivi des actions en cours, l'adhésion à l'ECEAE, l'établissement d'un budget pour des expertises scientifiques, l'activité du bus itinérant et l'élaboration de la prochaine campagne d'affichage contre la fourrure.

Nous avons accueilli avec tristesse le décès de notre ami et membre de comité Egon Naef, le 16 décembre 2011.

Le Comité regroupe actuellement les personnes suivantes : Président : Maxime MORET, Vice-président : Luc FOURNIER, Trésorière : Maja Schmid, Secrétaire du comité : Laurianne Parent (NICOULIN), Membres : Sylvie BENOÎT, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULER et Suzanne WACHTL.

Membres

La Ligue a accueilli 635 nouveaux membres en 2011. Nous leur souhaitons la bienvenue et les remercions chaleureusement pour leur engagement. Nous accueillons également ces nouvelles inscriptions comme un encouragement à poursuivre nos activités.

Comptabilité

Chaque année, nos comptes sont contrôlés et soumis au Département des Finances de Ge-

nève. Cela nous permet de bénéficier de l'exonération fiscale. Nous en profitons pour vous rappeler que vous avez la possibilité, selon la loi en vigueur dans votre canton, de déduire de votre déclaration fiscale tous les dons (généralement) d'un montant supérieur à Fr 100.- faits à la Ligue. Pour connaître les modalités de déduction, il vous suffit de contacter votre administration fiscale.

Finances

Bien que le financement en 2011 des actions et activités de la Ligue s'élève à un peu plus de Fr 900'000.-, les comptes affichent un montant positif de Fr 474'105,01. Il s'explique en raison de plusieurs legs reçus en 2011, totalisant un peu plus d'un million de francs. La publication de ce rapport est l'occasion d'exprimer toute notre gratitude aux personnes qui soutiennent la Ligue lors d'une rédaction testamentaire. Les legs assurent à eux seuls une grande partie de nos activités et nous permettent de maintenir une cotisation à un montant très bas, permettant à chacun d'apporter son soutien à la lutte contre la vivisection.

VETO

Maja Schmid a représenté la Ligue lors des réunions du VETO (Verband Tierschutz - Organisationen Schweiz / Fédération de protection des animaux – Organisations Suisses), qui se sont déroulées les 17 janvier, 16 mai et 10 octobre 2011, au siège de la Fédération à Zürich. Après concertation entre les membres, il a été décidé de mettre un terme aux activités du VETO. Pour mémoire, le VETO regroupait les cinq organismes suivants : Animalfree

Research, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, Tierschutzbund Zurich, Ocean Care et la LSCV. Ces dernières années, le VETO déployait principalement une activité au niveau du Parlement fédéral. Avec la suspension des activités du groupe parlementaire pour la protection des animaux et la fin du contrat liant le VETO à un service de lobby au sein du Parlement, la Fédération avait perdu de sa substance. Il devenait difficile de maintenir la motivation nécessaire pour nous engager dans des actions communes, chacun étant déjà régulièrement impliqué dans des collaborations hors VETO. Néanmoins, l'entente entre nos cinq associations reste excellente et des actions communes seront toujours envisageables.



Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE)

La Ligue a proposé son adhésion à l'ECEAE, à l'occasion de son meeting du 10 au 12 mai 2011, au siège londonien de la British Union for the Abolition of Vivisection (BUAV). A cette occasion, Maja Schmid et Luc Fournier ont pu présenter les activités de la Ligue. Notre adhésion ayant été acceptée, c'est Maja qui assure depuis cette date le suivi des actions de l'ECEAE. Elle a également participé au deuxième meeting annuel de la coalition qui s'est déroulé à Varsovie, du 27 au 29 octobre 2011. Chacun de ces meeting a fait l'objet d'un compte-rendu publié dans nos journaux de juin et décembre.

Commissions

L'activité nationale de la ligue nous donne la possibilité de proposer des candidats pour siéger au sein de certaines commissions fédérales, mais également cantonales, notamment à Genève où la Ligue a son siège.

Luc Fournier représente la Ligue depuis 2002 dans la **Commission genevoise de contrôle de l'expérimentation animale**, et Daniel Favre représente la Ligue depuis 2009 dans la **Commission vaudoise de contrôle de l'expérimentation animale**. Outre le canton de Vaud, cette commission est également censée préviser les demandes d'expériences déposées par les chercheurs des cantons de Neuchâtel, du Valais, et contrôler les expériences qui s'y déroulent.

Luc a rencontré le 21 novembre le Dr Giovanni Peduto, nouveau vétérinaire cantonal

vaudois depuis janvier 2011, pour discuter du contrôle de l'expérimentation animale par le service vétérinaire et du fonctionnement de la commission vaudoise. Au cours de l'entrevue, le vétérinaire cantonal a annoncé la création de deux nouveaux postes liés au domaine de l'expérimentation animale. Néanmoins, la situation reste inacceptable sur certains points. Il est apparu que la commission ne contrôle aucune animalerie ni expérience se déroulant sur les cantons de Neuchâtel et du Valais, bien que ces contrôles soient prescrits par la loi. C'est une aubaine notamment pour l'autorité neuchâteloise, qui en se débarrassant de sa commission fin 2009, s'est aussi débarrassée d'éventuels contrôles indépendants. Autre fait inquiétant, le Dr Bize condamné en mars 2010 pour ses expérimentations animales à Soleure, effectue depuis plus d'une année de nouvelles expériences sur des oiseaux à l'université de Lausanne. Malgré une condamnation pénale, l'autorité vaudoise ne semblait pas être au courant de l'activité de ce chercheur ni avoir effectué le moindre contrôle de ses expériences.

En plus de leurs séances de travail cantonal, Daniel et Luc ont participé aux réunions du **KTT** (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen). Celui-ci regroupe les membres actifs de protection des animaux siégeant dans les commissions des cantons de Bâle, Zurich, Berne, Vaud, Genève et Fribourg.

Une première réunion a eu lieu le 23 mars à Zürich, au siège de la Fondation Tier im Recht, une deuxième a eu lieu le 26 octobre 2011 à Fribourg.

Ces réunions sont l'occasion de discuter de dossiers ou problèmes rencontrés au sein des commissions cantonales, les membres de protection des animaux y étant toujours minoritaires. C'est également l'occasion de tisser des liens entre membres d'associations provenant de toutes la Suisse.

Suite à la démission d'un membre représentant d'un organisme de protection des animaux au sein de la **Commission fédérale sur l'expérimentation animale**, nous avons à nouveau (1er essai en juin 2009) proposé la candidature de Daniel en date du 30 mars. Deuxième tentative, deuxième refus. L'Office vétérinaire fédéral (OVF) ne veut pas de la Ligue suisse contre la vivisection dans la commission fédérale. Et comme le Conseil fédéral laisse à l'OVF le loisir de décider des nominations, il est peu probable que cette commission sorte prochainement de sa torpeur.

Commission genevoise pour la protection des animaux (CCPA)

Le fonctionnement de cette commission reste unique en Suisse, puisqu'elle permet depuis une vingtaine d'années à ses membres, de contrôler toutes les exploitations détenant des animaux à des fins professionnelles. Notre

précédent rapport d'activité faisait déjà état de la fin programmée de cette commission et des actions menées par la Ligue et le refuge de Darwyn pour maintenir son activité. Ce qui a finalement été obtenu en mai 2011. Mais au final, cette commission risque bien de disparaître en toute légalité, suite aux manœuvres du service vétérinaire cantonal et de l'Office vétérinaire fédéral (OVF). Une nouvelle ordonnance concernant la formation (RS 916.402), dont la teneur viole l'art. 38 de la loi fédérale sur la protection des animaux a pourtant été adoptée par le Conseil fédéral le 16 novembre 2011. Son application interdit de facto à un représentant de protection des animaux de siéger dans la CCPA, au motif de «conflit d'intérêts»! Nous étudions les voies juridiques pour recourir contre ces nouvelles dispositions et prévoyons de solliciter des interventions parlementaires pour contraindre l'OVF à modifier la teneur de cette ordonnance.

Luc représente également la Ligue depuis 2006 dans la **Commission pour la diversité biologique** et dans la **sous-commission de la Faune**. La chasse étant interdite dans ce canton depuis 1974 suite à une votation populaire, le rôle de la sous-commission consiste notamment à trouver des solutions permettant d'éviter le tir d'animaux sauvages, lorsque ceux-ci sont en surnombre ou créent des dégâts aux cultures.

Prise de position LSCV

Plusieurs procédures de consultation ont été lancées en 2011. Parmi celles-ci, la Ligue a émis des prises de position sur les lois et l'ordonnance suivantes :

Consultation sur la politique agricole 2014 – 2017

Dans sa prise de position transmise à l'Office fédéral de l'agriculture le 29 juin 2011, la Ligue a soutenu la position des organismes de protection des animaux visant notamment à supprimer l'écornage des bovins et à mieux soutenir les mesures en faveur du bien-être animal par le biais des paiements directs.

Révision de l'ordonnance fédérale sur la chasse

Dans sa prise de position transmise à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) le 4 juillet 2011, la Ligue a contesté tant le fond que la forme du projet de la nouvelle ordonnance. Élaboré pour satisfaire les milieux de la chasse, le projet contient même plusieurs dispositions contraires à la Loi sur la chasse, comme la réduction des périodes de protection pour certaines espèces chassables. Selon le rapport sur la procédure de consultation communiquée par l'OFEV le 15 juillet 2011, la nouvelle ordonnance aurait fait l'objet de nombreuses contestations, de sorte que son entrée en vigueur prévue au 1er janvier 2012 a été repoussée à une date indéterminée. Dans l'im-

médiat, nous sommes entrain d'évaluer les voies de recours possibles contre l'ordonnance, si celle-ci devait entrer en application en l'état.

Fribourg : Avant-projet de loi d'introduction de la législation fédérale sur la protection des animaux. La prise de position de la Ligue, concernant l'activité et le fonctionnement de la nouvelle commission cantonale des expériences sur animaux, a été transmise au Conseil d'Etat fribourgeois le 21 septembre 2011.

Actions diverses

Nous avons soutenu plusieurs pétitions au cours de l'année 2011, en les publant dans notre journal ou en les mettant en ligne sur notre site internet. Parmi elles, la **pétition pour l'abolition de la chasse à Neuchâtel**, coorganisée par Sylvie Benoît de la délégation neuchâteloise de la Ligue.

Toujours sur le sujet de la chasse, nous avons mené plusieurs actions pour contrer la **tentative de réintroduction de la chasse dans le canton de Genève**, par le biais de la révision de sa constitution. Une première action appuyée par la distribution en février d'un tout ménage aux habitants de ce canton, visait à contester la suppression de l'interdiction de la chasse dans le premier projet de constitution rendu public. La seconde, menée en novembre, visait à réinscrire son interdiction formelle dans le texte. Au final, si l'interdiction de la chasse a bien été réinscrite, elle laisse l'administration décider des mesures de régulation, ce qui enlève tout sens à l'interdiction mentionnée. Il s'agit d'un écran de fumée visant à permettre le retour de la chasse tout en assurant le contraire. Le projet final de constitution sera soumis en votation populaire courant 2012. Si l'interdiction actuelle n'est pas rétablie, la Ligue s'engagera pour le rejet du texte.

Durant l'année, nous avons sollicité la plupart des cantons autorisant des expériences sur animaux, pour obtenir des informations sur l'activité de leurs autorités et le fonctionnement des commissions cantonales. Nous avons recoupé ces informations avec celles déjà obtenues par voies non officielles, confirmant nos doutes sur plusieurs violations de la législation.

Une première action a été lancée sous forme de **dénonciation pénale à l'encontre des services vétérinaires des cantons de Bâle-ville, Argovie et de l'Office vétérinaire fédéral**, pour violation de la législation dans la délivrance d'une autorisation d'expérimentation animale. Des actions concernant d'autres autorités cantonales seront menées en 2012.

Comme chaque année, le bureau de la Ligue a reçu plusieurs jeunes étudiant(e)s en vue de les aider à préparer un travail ou une conférence sur le thème de l'expérimentation animale. La Ligue a également été sollicitée par des étudiants à l'étranger. Selon les besoins, la Ligue fournit du matériel d'information sur papier (livres, brochures) ou multimédia (CD de méthodes substitutives, DVD).

Révision de l'ordonnance sur la chasse

Mis en consultation du 18 avril au 15 juillet 2011, le projet de révision de l'ordonnance sur la chasse rédigé par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) stupéfie à plus d'un titre. « *L'ordonnance doit être adaptée aux besoins actuels* », annonçait l'OFEV au lancement de la mise en consultation. Il aurait été plus correct d'annoncer qu'elle devait être adaptée « aux besoins des chasseurs ».

Parties de chasse

Les espèces protégées se nourrissant de gibier ? Elles pourront être tirées par les chasseurs, si elles « *causent des pertes sévères dans l'utilisation des régales cantonales de la chasse et de la pêche* ». L'OFEV justifie cet abattage pour préserver le « *droit des cantons à une utilisation cynégétique équilibrée* ». En clair, l'activité de chasse ne vise pas la régulation de la faune mais vise à permettre à des particuliers, moyennant finance, de tirer sur des animaux vivants.

Dispositions illégales

Autre nouveauté : la réduction des périodes de protection (période durant laquelle la chasse est interdite) pour les sangliers et les cormorans. Dans ce cas précis, la modification est d'autant plus choquante qu'elle viole délibérément l'art.5 de loi sur la chasse. Une ordonnance ne peut contenir de dispositions contraires à la loi dont elle se réfère : Il faut changer la loi, puis adapter l'ordonnance. Evidemment, pour l'OFEV c'est un problème puisque c'est le parlement fédéral qui a la compétence de modifier la loi. Et dans le cas présent, il n'était pas sûr du tout que le Parlement soutienne ses excès. L'OFEV semble donc avoir trouvé plus simple de bidouiller son ordonnance selon ses souhaits et intérêts personnels. Et si cela induit une violation de la législation, ce n'est visiblement pas un problème.

Achèvement du gibier au couteau

Il sera aussi possible de poignarder « *au thorax* » un animal blessé si « *le tir pour donner le coup de grâce constitue une menace pour l'homme ou des biens d'une valeur notable* ». Dans quel cas un tir pourrait-il être une menace, si l'on peut suffisamment approcher un animal blessé pour le poignarder? La question restera sans réponse. Aucun exemple réaliste n'étant communiqué par l'OFEV dans son rapport explicatif.

Déterrage des renards et blaireaux

Le déterrage, à l'aide d'un chien de chasse, des renards et blaireaux sera toujours autorisé, malgré la barbarie de cette méthode. Pour l'OFEV, l'abattage annuel en Suisse de 30'000 renards est nécessaire, tant ces animaux sont nuisibles et coupables de décliner la petite faune, dont les lièvres. Le canton de Genève, qui ne tire pas les renards mais abrite la plus importante population de lièvres en Suisse démontre que les affirmations de l'OFEV sont partiales. Mais comment s'en étonner ? Il suffit de consulter l'organigramme de ce Département pour y trouver de fervents adeptes de la chasse à tous les niveaux, comme Reinhard Schnidrig, chef de la section chasse, faune sauvage et biodiversité en forêt.

Dans sa prise de position du 4 juillet 2011 transmise à l'OFEV, la LSCV a contesté tant le fond que la forme de la révision de la nouvelle ordonnance, concluant : « *Le lobby des chasseurs est-il tellement important pour que l'OFEV en arrive à édicter des dispositions aussi scandaleuses qu'absurdes ?* »



Le 14 avril 2011, le Tribunal administratif fédéral annulait l'autorisation délivrée par l'OFEV concernant la régulation des cormorans sur le lac de Neuchâtel. Le TAF épingle aussi l'OFEV pour avoir exagéré les dégâts faits par ces oiseaux (A-2030/2010)

Soutien aux méthodes substitutives

Vous pourrez prendre connaissance ci-après du rapport d'activité 2011 du réseau international InterNICHE, et d'un compte-rendu des activités de la Chaire d'enseignement des méthodes alternatives de l'Université de Genève, auxquels la Ligue a renouvelé son soutien financier en 2011.



Revue ALTEX

Principale revue scientifique traitant des méthodes substitutives, elle est éditée en anglais et allemand, et diffusée par abonnement dans le monde entier en version papier ou électronique. Le Dr Daniel Favre est membre de son Comité directeur depuis la création d'ALTEX Edition fin 2006.

Rapport d'activité 2011 InterNICHE

Concernant l'utilisation des fonds octroyés par la Ligue suisse contre la vivisection, pour le remplacement des dissections d'animaux dans les écoles et universités

Arrêt programmé des dissections dans les facultés de zoologie en Inde

Après plusieurs années de campagnes d'informations régulièrement organisées sur les méthodes de remplacement dans l'éducation et la distribution de matériel de substitution par des organismes comme InterNICHE, le conseil académique chargé de définir les programmes de zoologie enseignés en Inde a décidé en 2011 de renoncer aux dissections comme méthode d'étude dans les universités. Pour InterNICHE, qui était intervenu en 2010 en tant que consultant expert lors du comité spécial sur la dissection, cette décision est une grande satisfaction et un encouragement pour la poursuite de ses activités. La quantité d'animaux tués annuellement en Inde pour des dissections est estimée à 17 millions.

Remplacement de 40 000 animaux en Russie et en Ukraine

Un calcul effectué en 2011 permet d'estimer qu'environ 40 000 animaux sont épargnés chaque année, grâce aux accords officiels signés entre InterNICHE et les universités russes et ukrainiennes. Le recours à la signature de contrats et l'implication des médias nationaux et internationaux, développés par InterNICHE depuis 2005, ont connu des avancées majeures ces dernières années. Un poster sur ce sujet a été présenté lors du 8^e congrès mondial sur les méthodes alternatives.



Nouveau site Internet d'InterNICHE

L'un des principaux objectifs de 2011 était la refonte du site Internet d'InterNICHE. Le nouveau site a été mis en ligne début 2012 et offre deux bases de données en libre accès : la base « Alternatives » (Méthodes de substitution), contenant des informations détaillées sur plus de 1000 méthodes de substitution ; et la base « Studies » (Études), qui contient les résumés de travaux scientifiques en faveur de ces méthodes. La première est partiellement disponible en français et en allemand, étant donnée qu'elle est basée sur l'ouvrage majeur « From Guinea Pig to Computer Mouse » (Du cobaye à la souris d'ordinateur). Cinq cent nouvelles méthodes de substitution y ont été ajoutées et attendent maintenant d'être traduites.

8^e Congrès mondial sur les méthodes alternatives

InterNICHE a co-organisé l'exposition multimédia lors du 8^e Congrès mondial sur les méthodes alternatives, qui s'est déroulé à Montréal du 21 au 25 août 2011. Il a été un contributeur important en termes de présentations orales et de posters. L'exposition mettait l'accent sur le passage aux méthodes de substitution, auquel la bibliothèque « InterNICHE Alternatives Loan System » (Système de prêt de matériel de substitution) a servi de base documentaire. L'initiative a été répétée dans 7 autres pays, où de nouvelles bibliothèques ont été mises en place.

Campagnes d'information au Moyen-Orient et en Chine

Iran

Il s'agissait d'une première historique : plusieurs conférences sur les méthodes de substitution, assorties d'expositions multimédia se sont tenues en Iran. Ces événements, qui ont donné lieu à des reportages télévisés, ont également permis à InterNICHE de nouer des liens avec d'autres universités du pays et d'établir de bons contacts avec des organisations militantes telles que l'*« Iranian Anti-Vivisection Association »*, une association pionnière. Les militants locaux



poursuivent leurs interventions auprès des universités et des enseignants, en attendant l'organisation d'une prochaine mission d'éducation par InterNICHE, si la situation politique internationale le permet.

Pakistan et Egypte

Les conférences sur les méthodes de substitution prévues en 2011 au Pakistan n'ont pas pu avoir lieu pour cause de budget insuffisant. De même, aucun déplacement n'a été organisé en Egypte pour poursuivre les actions entamées. Cependant, une activité locale existe toujours dans ces deux pays et plusieurs projets sont en préparations. Des traductions vers l'arabe sont en cours de réalisation, afin de préparer le terrain aux futures campagnes de remplacement.



Chine

InterNICHE a co-présidé la première session sur l'expérimentation animale et ses alternatives lors de la conférence « Asia for Animals » (l'Asie en faveur des animaux), qui s'est déroulée en Chine. Cette session a permis de mener des actions d'informations et d'établir des contacts avec de nombreux militants et enseignants de la Chine et d'autres pays asiatiques. Elle signe le tout début des activités d'InterNICHE en Chine. Des partenariats futurs et de possibles campagnes d'information seront planifiés et développés en Asie.

Objectifs 2012

Les fonds reçus de la LSCV seront affectés au développement du nouveau site Internet, à la production du premier film sur les alternatives en médecine vétérinaire, aux actions de remplacement en Inde et à la première campagne d'information en Asie centrale.

Extension du site Internet

La mise en ligne de nouveaux contenus, de nouvelles fonctionnalités et de traductions sont prévus. Un volume de traduction important sera réalisé vers l'espagnol, le russe et l'allemand, ainsi que vers le chinois et le français si nous trouvons de bons traducteurs bénévoles. La poursuite des mises à jour des bases de données « Alternatives » et « Studies » permettra à InterNICHE de proposer les informations les plus complètes et les plus récentes pour favoriser le passage aux méthodes de substitution.

Film sur les alternatives en médecine vétérinaire

Ce film de 30 minutes, en cours de réalisation, reflètera les années de travail d'InterNICHE et permettra de diffuser à l'échelle mondiale un message en faveur des méthodes de remplacement, avec une distribution directe aux enseignants.

Remplacement des dissections en Inde

Le projet d'arrêt des dissections dans les facultés de zoologie indiennes impliquera la distribution massive de matériel de substitution pour commencer à éviter l'utilisation de 17 millions d'animaux.



Autres actions prévues

Une campagne d'information en Ouzbékistan et au Kirghizstan présentera les méthodes de substitution dans une région vierge de toute information à ce sujet, où les actes de cruauté envers les animaux dans les domaines des sciences et de l'éducation sont importants. Un projet sera lancé au Libéria pour présenter une éducation éthique et les alternatives à la violence dans une région marquée par les conflits. D'autres séminaires et expositions consacrés aux méthodes de substitution sont prévus au Canada, au Mexique, au Danemark, en Iran, en Chine et en Afrique du Sud.

Conclusions

Nos réalisations et nos projets sont en partie possibles grâce à notre collaboration avec les enseignants, dans le but d'atteindre le double objectif consistant à mettre en place un enseignement amélioré et à remplacer l'expérimentation animale. Ces succès sont également dus à l'existence d'une dynamique productive entre d'une part, une coordination au niveau international et d'autre part, le réseau décentralisé formé par les contacts nationaux et les ressources d'InterNICHE.

Les soutiens financiers essentiels tels que celui de la LSCV sont vitaux pour soutenir la croissance de notre réseau et réaliser des projets spécifiques. Son financement renouvelé en 2012 nous permettra de poursuivre les projets en cours et de saisir les opportunités qui se présenteront.



Nick Jukes, Co-ordinator InterNICHE

Chaire Doerenkamp-Naef-Zbinden

La première chaire universitaire d'enseignement des méthodes alternatives en Suisse a été inaugurée en mars 2009 à l'Université de Genève. Le budget annuel de Fr 300'000.- de cette chaire est assuré durant cinq ans grâce à des fonds privés, provenant des Fondations Doerenkamp et Naef, de la LSCV, de la SVPA, de Suzanne Wachtl et de la LVDACV. Pour sa troisième année d'activités, le Professeur Pierre Cosson, titulaire de la chaire, décrit les différents enseignements et formations offerts aux étudiants ou chercheurs.



Enseigner les méthodes alternatives à l'expérimentation animale

Dans le cadre de la chaire universitaire, nous menons des activités d'enseignement des méthodes alternatives à l'expérimentation animale à différents niveaux: sensibilisation des jeunes étudiants, formation de jeunes scientifiques, séminaires spécialisés pour des professionnels plus avancés. Ces activités, mises en place ces dernières années ont été amplifiées cette année.

En deuxième et troisième année de médecine, nous avons créé précédemment un cours à option (non-obligatoire) d'introduction aux méthodes alternatives (32 h sur un semestre). Nous avons fait face cette année à un problème réjouissant : après le succès de la première édition, bien que nous ayons doublé la capacité d'accueil (12 étudiants), nous n'avons pas pu satisfaire la demande de tous les étudiants. Nous comptons augmenter encore les capacités d'accueil dès l'an prochain.

Au niveau des étudiants en thèse, notre laboratoire accueille actuellement trois étudiants travaillant sur différents aspects des modèles alternatifs que nous développons (utilisation de modèles non-mammifères pour l'étude des maladies infectieuses). Mentionnons notamment un article publié début 2012, qui démontre que des Daphnies peuvent remplacer avantageusement des souris pour l'étude de certaines maladies infectieuses.

Pour des chercheurs établis, la rencontre annuelle d'une journée sur le développement de méthodes alternatives pour l'étude des maladies infectieuses a eu lieu au printemps 2011 à Genève, et a été couplée à une rencontre d'une école doctorale et d'un réseau de recherche appliquée. Ceci a permis de présenter des travaux sur les modèles alternatifs à une large audience.

Production d'anticorps *in vitro*

Un des objectifs spécifiques de notre laboratoire est de développer et de diffuser une nouvelle méthode *in vitro* (banques de phages) permettant de remplacer les animaux pour produire des anticorps. Cette année nous avons franchi une nouvelle étape avec la mise en place à partir de janvier 2012 d'un service pilote ouvert aux scientifiques de l'Université, avec le soutien du rectorat et du décanat de la Faculté de Médecine. Au cours des deux années à venir, notre objectif est de développer un service ouvert qui permette de remplacer l'utilisation d'animaux pour la production d'anticorps et pourrait être étendu ensuite à des cercles plus larges (Suisse, Europe...).

Parmi les nouveaux projets pour l'année à venir, saluons la création d'un nouveau cours à Genève destiné à enseigner l'usage des méthodes alternatives dans le domaine de la toxicologie. Ce domaine, où de nombreux animaux sont utilisés pour évaluer la toxicité de produits, a un immense potentiel de réduction de l'expérimentation animale. Avec la participation de notre chaire, ce cours rassemble divers enseignants issus du monde de l'entreprise ou du monde académique.

En conclusion, trois ans après la création de la chaire Doerenkamp-Naef-Zbinden, nos projets avancent de façon satisfaisante. L'enseignement des méthodes alternatives progresse. Notre plateforme de remplacement des animaux pour produire des anticorps entre en phase pilote. Enfin nos travaux de recherche, publiés dans des revues internationales, permettent de diffuser ces nouvelles méthodes à une large audience.

Prof Pierre Cosson, Chaire Doerenkamp-Naef-Zbinden
Faculté de Médecine de Genève



Bus itinérant et stands

L'activité du bus itinérant a démarré le 14 mai par un stand à Lausanne. Une quinzaine de stands d'informations ont été tenus par la suite jusqu'en octobre, dans des villes comme Neuchâtel, Sion, Fribourg, Thoune, Olten, Zoug, etc. L'organisation des stands se fait sous la responsabilité de Achim Z'Brun. Les dates des stands à venir sont mentionnées sur notre site internet afin que chaque personne intéressée puisse y participer. Sur demande d'un membre, pour autant qu'il assure sa participation, Achim se déplace aussi pour la tenue d'un stand.

La Ligue a également participé pour la cinquième année consécutive au salon international «ANIMALIA», les 15 et 16 octobre au Palais de Beaulieu de Lausanne.

Journal LSCV et publicité

Comme chaque année, nos membres ont été informés des actions en cours par le biais des quatre éditions annuelles de notre journal.

Plusieurs séries d'annonces sur 1 page ont été publiées dans des encarts de quotidiens ou hebdomadaires comme le *Blick*, le *Tages-Anzeiger*, *l'Illustré* et *Echos magazine*, et des journaux régionaux comme le *Zürich-Rundschau*, le *Zuger Woche* et le *Luzerner Rundschau*.

Deux campagnes d'affichages BARACOM au format F12 ont été menées sur les lignes ferroviaires BLS, du 4 juillet au 1er août et du 7 novembre au 5 décembre. Au cours de l'année, nous avons aussi pu placer à tarifs préférentiels des annonces contre l'expérimentation animale ou la fourrure dans des magazines comme *ELLE*, *Paris Match* et *Jeune et Jolie*.

Mailing de nos cartes

Trois mailling de cartes peintes par l'artiste Hans Hofstetter ont été effectués comme chaque année, en février à 60'000 exemplaires puis en juin et septembre à 20'000 exemplaires.

Nous vous rappelons que ce mailing vous est aussi envoyé à titre de Membres. Pour cette raison, nous joignons depuis 2008

un deuxième bulletin de versements dans nos mailings. Le premier (CP n°01-20089-8) est destiné aux personnes souhaitant nous faire un don tout en restant « anonyme », ce qui est le souhait d'un certain nombre de donateurs. Le deuxième (CP n°12-2745-6) vous permet de nous faire un don nominatif ou de vous acquitter de votre cotisation annuelle. Ce deuxième CP étant géré directement par la Ligue, merci de l'utiliser de préférence. Il nous facilite notamment la tâche pour rédiger les attestations qui vous permettent de déduire vos dons de votre déclaration fiscale.



Shop et documentation

Notre projet de livre en prêt a été finalisé fin 2011. Une trentaine de titres sont actuellement disponibles. La sélection des livres de notre bibliothèque s'est effectuée aussi sur des critères de taille et poids, afin que l'expédition et le retour des livres (à la charge de l'emprunteur) n'excède pas Fr 2.- par envoi. Le prêt de livre est réservé aux membres de la Ligue.

Aide aux refuges et campagne de castration

La Ligue soutient chaque année une vingtaine de refuges ou centres de soins pour animaux, et finance des campagnes de castration et stérilisation de chats errants. En 2011, le montant consacré à ces actions a été de Fr 109'777.- dont Fr 14'647.- pour les campagnes de castration et prise en charge de frais vétérinaires. Toutes ces aides sont délivrées après discussion de chaque cas et approbation de la majorité des membres du Comité national. La plupart des aides sont octroyées à des refuges connus de longue date, pour lesquels la Ligue peut assurer la bonne utilisation des dons perçus. Suzann Karagöz s'occupe également depuis de nombreuses années de la campagne de stérilisation et castration de chats errants du canton de Genève. Les animaux sont castrés et marqués à l'oreille avant d'être relâchés sur leur lieu de capture, puis régulièrement nourris par la suite. En maintenant une population stable de chats sauvages dans un lieu défini, on tente ainsi d'éviter leur prolifération et au final, leur euthanasie ou abattage, comme cela se pratique dans de nombreux cantons par des gardes chasse ou chasseurs privés. Outre Genève, les aides octroyées par la Ligue pour les campagnes de stérilisation concernent principalement les cantons de Neuchâtel, Tessin et Valais.

Depuis plusieurs années, la LSCV n'engage plus de fonds à l'étranger pour soutenir des refuges ou campagnes de castration et stérilisation, en raison des difficultés à suivre les projets et à contrôler l'utilisation des dons.

Conclusions

Nous remercions tous nos membres et donateurs, connus ou anonymes, pour leur constant et important soutien financier tout au long de l'année. La lutte contre l'expérimentation animale n'est pas qu'une affaire de protection des animaux.

Même parmi les personnes sensibles au respect des animaux, on trouve de fervents soutiens à la vivisection. Expliquer les méthodes de remplacement, convaincre de leur intérêt scientifique et éthique en comparaison des méthodes actuelles de recherche : tout ceci prend du temps et nécessite d'avoir à disposition les moyens suffisants pour mener des actions, informer et communiquer. Ces moyens, nous les avons grâce à votre aide et nous vous en remercions infiniment.

Max Moret, Président



► Janvier 2012 - Union européenne

Interdiction des élevages de poules en batterie pas respectée

Les usines entassant des poules pondeuses dans des cages empilées auraient dû adapter leurs installations à partir du 1er janvier 2012. Votée en 1999, la directive européenne 1999/74/CE avait laissé douze ans aux producteurs pour se conformer aux nouvelles normes, lesquelles concernaient plus de 70% des poules détenues.

Un espace un peu plus généreux devait être accordé à la volaille, qui pouvait jusqu'à lors être confinée sur une surface aussi grande qu'une feuille A4. Et dans les cas où une détention au sol ou en liberté n'était pas pratiquée, les cages devaient être munies de nids et perchoirs. Selon l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), mandatée par la commission européenne pour évaluer les différents types d'élevages de poules pondeuses, la suppression des batteries ne concernait pas que le bien-être animal mais limitait aussi les risques de maladies, de fractures, de picage et de mortalité.

Malheureusement, une fois encore, des dispositions pouvant réduire les souffrances des animaux ne seront pas respectées. Bien que le coût induit par la mise aux normes des installations est estimé à moins de 1 centime par œuf, douze pays européens, incluant la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la France, la

Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Pologne, le Portugal, l'Espagne et la Roumanie, ont annoncé que leurs installations ne seront pas conformes au 1er janvier. Aucune date prévoyant la mise aux normes n'a été annoncée, bien que les élevages de ces pays totalisent environ 51 millions de poules.

Les pays comme l'Allemagne, l'Autriche ou l'Angleterre, qui ont suffisamment mis la pression sur leurs producteurs pour que la directive soit strictement appliquée, ont fait part de leur mécontentement. Craignant que les œufs d'élevage en batterie et produits à moindre coût induisent une concurrence déloyale pour leurs producteurs, l'Angleterre et l'Allemagne ont réclamé une interdiction d'exportation pour les œufs issus d'élevages ne respectant pas la directive, ce que la commission européenne a refusé. Tout au plus, la commission a-t-elle annoncé vouloir dresser des procès-verbaux et «envoyer un courrier» aux Etats concernés.



Détention de poules en batterie interdite en Suisse

En Suisse, la détention de poules en batterie est interdite depuis plus de 30 ans. À ce jour, plus de 85% des animaux bénéficient du label SST de la Confédération, délivré en cas de conditions de détention supérieures à celles fixées par la législation.

Malgré tout, il est toujours possible de consommer en Suisse des œufs provenant de poules en batterie. Une grande partie de ces œufs importés sont écoulés dans les préparations industrielles, la boulangerie ou la restauration. L'œuf sur la pizza ou au petit déjeuner de l'hôtel provient dans la plupart des cas de poules élevées en batterie. Dans les commerces, ces œufs qui sont généralement les moins chers, peuvent être repérés avec le chiffre n°3 inscrit sur leurs coquilles. Privilégiez les œufs dont le chiffre n°1 (élevage plein air) est inscrit, ou mieux encore, le chiffre n°0 (bio). Ces œufs coûtent quelques dizaines de centimes plus chers, mais ce n'est rien en regard des conditions de vie sinistres que subissent les poules en batterie.

Genève

Nouvelle constitution et interdiction de la chasse

Suite aux réactions négatives en février 2011, provoquées par la suppression de l'interdiction de la chasse dans l'avant-projet de nouvelle constitution, l'Assemblée constituante était amenée à revoir sa position sur ce sujet.

La discussion a eu lieu le 10 novembre 2011. Dans un état généralisé, la totalité des groupes politiques présents à l'Assemblée manifestaient leur opposition à la chasse, assurant qu'il n'avait jamais été dans leurs intentions de permettre sa réintroduction dans le canton. Après les paroles, place aux actes. Les Genevois qui ont cru aux élans flamboyants des constituants seront surpris par le nouvel article voté, qui interdit la chasse mais autorise « *les mesures officielles de régulation de la faune* » ! Qu'est ce que cela signifie ? C'est simple : que le futur Conseiller d'Etat en charge du département ad hoc, décidera des abattages, conformément à l'art.17, al.1 du règlement sur la faune (RFaune M 5 05.01). Pour peu que celui-ci soit un chasseur, le paysage risque de terriblement changer et en relativement peu de temps.

En droit, la notion de régulation n'existe pas. Il existe des espèces pouvant être chassées, des espèces protégées et des espèces protégées pouvant être tirées. Par contre, on chasse sous prétexte de régulation. Dans le cas présent, si la nouvelle constitution devait entrer en vigueur, il serait possible de tirer des chevreuils, renards, blaireaux, chats et autres espèces, qui pour l'instant vivent tranquilles dans ce territoire cantonal. Et pour organiser ces abattages, nul besoin de solliciter les gardes de l'environnement.

L'art.16, al.2 de l'actuelle loi sur la Faune (LFaune M 5 05) permettra de déléguer cette activité aux chasseurs genevois. Pour limiter les risques d'abattre un promeneur, le Président des chasseurs genevois déclarait qu'il suffirait « *de faire comme en Valais et fermer des périmètres une quinzaine de jours pour pouvoir chasser* (GHI, 10.12.2009) ».

Signal funeste, 5 jours avant le vote de la constituante, un cueilleur de champignon se faisait mortellement tiré par un chasseur en région frontalière.

Une commission comme garde-fou

Si l'actuel article 178a de la constitution interdit la chasse, son alinéa 2 permet néanmoins des tirs sous strictes contrôles. Et ceux-ci sont soumis au préavis d'une commission composée de représentants de la protection des animaux et de la nature. La composition de la commission assure que les tirs d'animaux s'effectuent en dernier recours, si aucune autre solution visant à limiter les dégâts n'est possible.

En 37 ans, cette disposition n'a donné lieu à aucune mesure abusive ou dogmatique. Ni accident de chasse non plus d'ailleurs ! Le canton de Genève a au contraire la chance d'abriter une faune riche, sans pour autant léser les exploitants agricoles. L'activité de cette commission, coûte en jetons de présence moins de Fr 1000.- par année.

Une votation populaire sur la nouvelle constitution devrait se tenir courant 2012. Ce sera aux habitants de ce canton de décider si, après 37 ans d'interdiction, ils souhaitent le retour de la chasse.

Editorial

Liebe Mitglieder

Liebe Freundinnen und Freunde der Liga

In der letzten Ausgabe unserer Zeitung teilten wir Ihnen mit, dass wir Klage gegen die kantonalen Ämter und die Bundesbehörde einreichen wollen, die Tierversuche bewilligten, um die Toxizität eines Sonnenfilters zu testen.

Dass eine Behörde bezüglich der Umsetzung von Bestimmungen, von denen sie nicht überzeugt ist, untätig bleibt, ist eine Sache für sich. Dass sie aber in voller Kenntnis der Sachlage gegen das Gesetz verstößt, ist schlichtweg inakzeptabel. Die Behörden und Forscher haben aber natürlich ein Interesse daran, die Öffentlichkeit bezüglich Tierversuchen im Unklaren zu lassen. Die Schweizer Gesetzgebung, die laut unseren Behörden „zu den weltweit strengsten“ überhaupt gehört, sieht keinerlei Rekursmöglichkeiten gegen eine Bewilligung von Tierversuchen vor, die ein Kanton missbräuchlich erteilt hat. Nur das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) hat diesbezüglich Handlungsbefugnis. Welche Handlungsmöglichkeiten bestehen aber, wenn sich dieses Amt bezüglich illegaler Verfahren mitschuldig macht und seine Verantwortung verschönert?

Wir haben erreicht, dass im Jahr 2010 ein Forscher in Solothurn für seine Tierversuche verurteilt wurde. Wir werden auch erreichen, dass die Behörden der Kantone Basel und Aargau sowie das BVET verurteilt werden. Dies sind aber nur zwei aufgedeckte Fälle – wie viele werden hingegen nie öffentlich bekannt, weil sie verfahrensrechtlich geschützt sind?

Eine Gesetzesänderung ist unbedingt erforderlich. Rekursmöglichkeiten drängen sich auf und die Verwaltung muss zu mehr Transparenz gezwungen werden. Mit der Unterstützung von Politikerinnen und Politiker im eidgenössischen Parlament, die sich für den Tierschutz einsetzen, stellt dies ein realistisches Ziel dar.

Am Samstag, den 24. März 2012, findet unsere Generalversammlung statt, zu der Sie alle ganz herzlich eingeladen sind. Im Hinblick auf diese Generalversammlung erhalten Sie Einblick in den Geschäftsbericht 2011 der Liga sowie die Jahresabrechnung, die auf den S.38/39 dieser Zeitung veröffentlicht sind. Die Einladung an die GV finden Sie auf der letzten Seite.

Wir wünschen Ihnen viel Spass beim Lesen und hoffen, Sie im Rahmen der Generalversammlung bei uns begrüssen zu dürfen.

Herzliche Grüsse

Ihr Vorstand

IMPRESSIONUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (LSCV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die LSCV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die LSCV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die LSCV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der LSCV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** LSCV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 gm² **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 **- admin@lscv.ch** - www.lscv.ch **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet.** **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto** 12-2745-6 **BIC :** POFICHBEXXX **Begünstigte Bank:** PostFinance, Nordring 8, 3030 Bern, Schweiz **IBAN :** CH38 0900 0000 1200 2745 6 **Kontoinhaber :** Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal

Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung der Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres vom 17. Dezember 2011 im Büro der LSCV in Thônex, Genf

Sitzungsbeginn um 14.05 Uhr

Anwesende Vorstandsmitglieder : Max Moret (Präsident), Luc Fournier (Vizepräsident), Maja Schmid (Kassierin und Protokollführerin)

Anwesende Mitglieder : 5 Mitglieder

Traktandenliste:

1. Zusatz von Absatz g zu Artikel 2 (Zweck) der Statuten der Liga aus dem Jahr 1978.
Dieser lautet wie folgt:

Artikel 2

g) Wahrung der Interessen seiner Mitglieder und Vertretung derselben gegenüber zivil-, straf- oder verwaltungsrechtlichen Behörden, anderen Organisationen und in der Öffentlichkeit.

Eröffnung der ausserordentlichen Generalversammlung

Der Präsident eröffnet die Sitzung und dankt den Mitgliedern, die anwesend sind, obwohl die Einladung spät verschickt wurde. Angesichts der kurzen Frist, um diese ausserordentliche GV zu organisieren und anzukündigen, war für die Mitglieder eine schriftliche Stimmabgabe möglich. Insgesamt gingen 58 Stimmzettel ein.

1. Zusatz von Absatz g zu Artikel 2 der Statuten der Liga aus dem Jahr 1978

Der Präsident liest den Text des neuen Absatzes vor. Er erklärt, dieser sei erforderlich, damit die Liga vor Gericht aktiv werden kann. Der Artikel verleiht ihr insbesondere die Möglichkeit, Klage einzureichen oder im Namen ihrer Mitglieder einen adm-

Probleme mit dem Zeitungsvertrieb im September und Dezember 2011

Seit September 2011 ist eine neue Druckerei für das Drucken unserer Zeitung zuständig. Dies ermöglicht uns eine bessere Bearbeitung und eine bessere Druckqualität zum gleichen Preis. Leider richtete aber ein Mitarbeiter der Druckerei bei der Verwaltung der Adresskartei ein völliges Durcheinander an. In der Folge dürfte keines unserer Mitglieder, die seit Juni 2011 neu angemeldet sind, die September- oder Dezemberausgabe 2011 erhalten haben. Insgesamt waren etwa 400 Personen betroffen. Das Problem betrifft auch alle Mitglieder, die in der gleichen Periode umgezogen sind. Die Zeitungen wurden an die alte Adresse geschickt und kamen deshalb zu uns zurück. Der Druckereibesitzer hat das Problem erkannt und die Kosten übernommen, die durch seinen Fehler entstanden sind. Er entschuldigt sich bei allen Betroffenen ganz herzlich für die Unannehmlichkeit.

Da die September- und Dezemberausgaben teilweise mit einer besonderen Aktualität verbunden waren (eidgenössische Wahlen und Einberufung einer ausserordentlichen Generalversammlung), wurde das Problem mit den Adressen erst Ende Dezember erkannt. Wir zogen es deshalb vor, den Betroffenen die Zeitungen nicht mehr zuzustellen. Auf Anfrage verschicken wir gerne ein Exemplar. Die Ausgaben können auch auf der Seite „Medien“ unserer Website konsultiert oder im PDF-Format heruntergeladen werden.



nistrativen Entscheid anzufechten. Dieser Fall betrifft hauptsächlich die Aktivität von Mitgliedern, welche die Liga in offiziellen Kommissionen vertreten. Sollte einer unserer Vertreter in einer kantonalen Tierversuchskommission beispielsweise ein missbräuchliches Verfahren anfechten, könnte ihn die Liga mit den bestehenden Statuten nicht unterstützen.

Ein Mitglied bedauert die Dringlichkeit mit der die ausserordentliche GV einberufen wurde. Das sei auch der Grund für seine Anwesenheit an der Versammlung. Wie der Vizepräsident erklärt, möchte die Liga nach der Annahme der Statuten umgehend drei Strafanzeigen einreichen. Diese betreffen die Veterinärämter der Kantone Aargau und Basel-Stadt sowie das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET). Sie richten sich gegen die Durchführung von Toxizitätstests an Tieren, die im Jahr 2010 bewilligt, vom BVET aber erst im Juli 2011 öffentlich angekündigt wurden. Die Versuche wurden für eine dreijährige Dauer und infolgedessen bis ins Jahr 2013 bewilligt. Wir hätten die Statutenänderung an der nächsten GV im März 2012 vorschlagen können, was das Strafverfahren aber um drei Monate verzögert hätte. Wir wollen jedoch möglichst rasch erreichen, dass die erteilte Bewilligung entzogen wird. Drei weitere Monate hätten zur Folge, dass zahlreiche Tiere mehr verwendet würden.

Ein Mitglied möchte wissen, warum eine offene Abstimmung stattfindet. Wie der Präsident erklärt, seien die Statuten nur bei den Vorstandswahlen eine geheime Abstimmung vor, obwohl sich die Versammlung stets mit einer Abstimmung durch Handerheben einverstanden erklärte. Alle Beteiligten müssen sich frei ausdrücken können, auch wenn ihre Meinung nicht derjenigen der Mehrheit oder des Vorstandes entspricht.

Ein weiteres Mitglied schildert einen Fall, in dem sie die Misshandlung eines Hundes angeprangert hatte. Der Hundebesitzer hatte sich in der Folge gegen sie gewandt und seinerseits Strafanklage eingereicht. Sie möchte nun wissen, ob die Liga in einem solchen Fall eingreifen und sie sowie das misshandelte Tier vertreten könnte. In einem derartigen Fall wäre ein Eingreifen tatsächlich möglich. Die Statutenänderung soll aber hauptsächlich zur Unterstützung der Mitglieder dienen, die als Vertreter der Liga im Einsatz stehen. Jeder Fall wird geprüft, bevor ein Beschluss gefasst wird.

Da zum Zusatz von Absatz g zu Artikel 2 der Statuten keine Frage mehr gestellt wird, schlägt der Präsident vor, die Abstimmung durchzuführen.

Die Versammlung nimmt den neuen Abschnitt einstimmig an. 54 der 58 eingegangenen Stimmen hielten eine Statutenänderung gut. 4 wurden als ungültig erklärt. 3 Stimmzettel (Ja-Stimmen) waren nicht unterzeichnet und auf einem Stimmzettel waren ein Ja und ein Nein angekreuzt.

Der Zusatz von Absatz g zu Artikel 2 der Statuten der Liga wurde mit 62 Ja-Stimmen angenommen.

Da kein Mitglied mehr das Wort ergreifen möchte, schliesst der Präsident die ausserordentliche Generalversammlung um 14.40 Uhr. Anschliessend hatten die anwesenden Mitglieder die Möglichkeit „Faux gras“ von GAIA¹ zu degustieren.

► Tierversuche für Kosmetiktests

Strafanzeige gegen die Kantone Aargau und Basel-Stadt und gegen die Bundesbehörde

20.12.2011 - Pressemitteilung

Tierversuche für Kosmetiktests in der Schweiz :

Die Bewilligung für die Ausführung der Tierversuche um einen neuen Sonnenschutzfilter zu testen verstösst gegen das Tierschutzgesetz (TSchG) und die Tierschutzverordnung (TSchV). Die Schweizer Liga gegen Tierversuche reicht Strafanzeige ein gegen:

- 1) den Kantonstierarzt Basel-Stadt weil er es willentlich unterliess, den Tierversuchsantrag der kantonalen Kommission zur Prüfung vorzulegen wie dies gemäss Art. 18, Absatz 3 und Art. 34, Absatz 2 des TSchG vorgeschrieben ist;
- 2) die Kantonstierärztin Aargau weil sie die Bewilligung für die Tierversuche erteilt hatte;
- 3) das Bundesamt für Veterinärwesen weil es dieses unterlassen hat, obwohl das BVET von der Illegalität der Bewilligung gewusst hatte, gegen den kantonalen Entscheid einzutreten wie dies Art. 25 des TSchG vorsieht.

Die Schweizer Liga gegen Tierversuche verlangt zudem, dass die Bewilligung, die bis 2013 läuft, für Nichtig erklärt wird und diese Experimente mit sofortiger Wirkung eingestellt werden.

Hintergrund

Am 7. Juli 2011 wurde die Tierversuchsstatistik 2010 vom BVET publiziert. Darin konnte man lesen: «Erstmals seit langem wurden 2010 für Tests im Bereich Kosmetika wieder Tiere eingesetzt».

Gemäss der vom BVET erhaltenen Information wurden diese Experimente vom Kanton Aargau bewilligt. Die Bewilligung läuft bis 2013 und erlaubt Versuche um die Giftigkeit eines neuen UV-Filters zu evaluieren.

Auf die Legalität dieser kosmetischen Versuche angesprochen, antwortete das BVET am 23. August 2011: «Das schweizerische Tierschutzgesetz ist weltweit eines der besten. Tierversuche sind darin streng reglementiert. Jeder Tierversuch wird von einer kantonalen Kommission begutachtet. Die Forscher müssen beweisen, dass der Nutzen für die Gesellschaft grösser ist als die den Tieren während der Versuche zugefügten Schmerzen. Die Tatsache, dass mehrere Instanzen an einer Bewilligung beteiligt sind, gewährleistet die gegenseitige Kontrolle».

Erteilte Bewilligung des Kantons Aargau: gesetzeswidrig

Tatsächlich hat das kantonale Veterinäramt des Kantons Aargau eine Bewilligung für Tierversuche ausgestellt, die, obwohl diese gesetzeswidrig sind, ebenfalls von der Bundesbehörde gutgeheissen wurden.

Artikel 34 des Tierschutzgesetzes (TSchG) verlangt von jenen Kantonen die Tierversuche durchführen lassen, dass sie «eine aus Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der die Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind» bestellt. Die kantonale Behörde ist verpflichtet jedes neue Tierversuchsgesuch einer Kommission zu unterbreiten (Art. 18, Absatz 3 TSchG), welche das Gesuch prüft und ein Gutachten an die Bewilligungsinstanz leitet. Das Gutachten der Kommission beinhaltet eine Güterabwägung zwischen dem Nutzen des Versuchs und den Leiden die den Tieren zugefügt werden (Art. 19 TSchG).

Die Nachforschungen zeigten, dass es willentlich unterlassen wurde, das Gesuch für

¹ Belgischer Tierschutzverein

die Tests dieses Sonnenschutzfilters, einer kantonalen Kommission zu unterbreiten. Am 4. November 2011 wurde dies von der aargauischen Behörde bestätigt. Dieses Vorgehen wird damit begründet, dass man die Richtlinien für die Kommission für Tierversuche, welche die Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft und Aargau zusammenschliesst, befolgt habe. Gemäss Art. 5, Absatz 3 kann die Behörde, hier vertreten durch den Kantonstierarzt Basel-Stadt, einen Tierversuch ohne weiteres bewilligen falls dieser durch eine Internationale Richtlinie verlangt wird. Im vorliegenden Fall sollten toxikokinetische Tierversuche (OECD 417) für eine zukünftige Zulassung dieses UV-Filters durchgeführt werden.

Seit 2009 sind in der Europäischen Union Tierversuche für kosmetische Zwecke streng verboten

UV-Filter werden in der Schweiz und in der Europäischen Union als Kosmetika eingestuft. Seit 2009 sind daher Tierversuche für kosmetische Inhaltsstoffe gemäss europäischer Richtlinie «Kosmetik» in der EU streng verboten.

Mit diesem Verbot will man erreichen, dass die Unternehmen und Staaten genügend Mittel für die Entwicklung tierversuchsfreier Methoden zur Verfügung stellen. Damit dürfte es möglich werden, z.B. toxikokinetische Tests an menschlichem Gewebe oder am Computer durchzuführen, anstelle von grausamen und absurdem Tests an Ratten.

Es ist daher beschämend, dass die Schweiz diese Tests, die bei unseren europäischen Nachbarn verboten sind, bewilligt. Schlimmer noch, die Schweiz versucht Unternehmen anzulocken welche solche Versuche anderweitig nicht durchführen dürfen.

Die Bewilligung des Kantons Aargau ist umso mehr schockierend, als dass nicht einmal eine Güterabwägung über den Nutzen dieses Sonnenschutzfilters gemacht wurde.

28 UV-Filter werden heute in der Zusammensetzung von vielen, in der EU erhältlichen Produkten verwendet

Wo liegt das Interesse an der Entwicklung eines weiteren Filters? Hat der im Aargau getestete Filter vorab eine bessere Effizienz gezeigt als die 28 bereits vermarkteten UV-Filter? Diese Frage muss von der kantonalen Behörde beantwortet werden, damit die Unerlässlichkeit der Tierversuche festgehalten werden kann (Art. 17 TSchG). Das BVET hat in einem Schreiben vom 16. September 2011 beteuert, dass «*eine Güterabwägung gewissenhaft durchgeführt und in verständlicher Weise*

verfasst wurde». Mit Schreiben vom 4. November 2011 hat die Aargauer Behörde erklärt, dass dieser neue Sonnenschutzfilter sehr wirksam sei und weniger Nebenwirkungen hätte.

Trotz dreier Anfragen an die entsprechende Behörde war es leider unmöglich, auch nur die kleinste Information über die Stichhaltigkeit der gemachten Erklärungen zu erhalten. Es wäre daher möglich, dass überhaupt keine Güterabwägung für diese Versuche gemacht wurde.

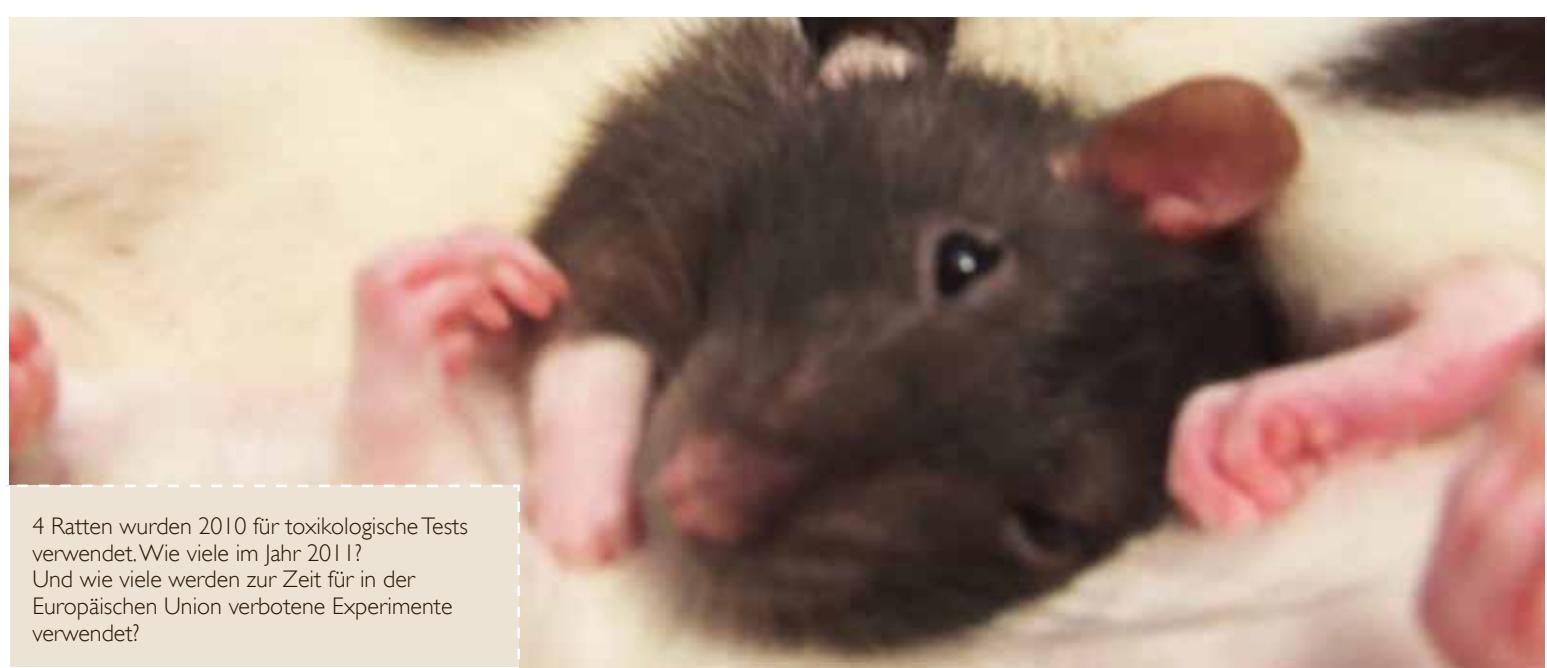
Gesetzeswidrige Tierversuchsbewilligung: das BVET und der Kanton Solothurn schon 2010 beschuldigt

Am 16. März 2010 wurde Dr. Pierre Bize von der Universität in Lausanne vom Strafgericht in Solothurn zu Fr. 1'000.- wegen Versuchen an frei lebenden Vögeln verurteilt. Der Forscher hatte eine Bewilligung für Tierversuche erhalten bei denen er an Nestlingen ohne Betäubung ein Hormonpräparat mittels Schnitt im Brustbereich implantierte. Mehrere Vögel wurden von Passanten Tod aufgefunden. Die Ermittlungen ergaben, dass, trotz der toten Vögel, niemand vom kantonalen Veterinäramt die Versuche einer Kontrolle unterzogen oder sich vor Ort den Zustand der Tiere während dem Experiment angesehen hätte. Schlimmer noch, die kantonalen und die eidgenössischen Behörden haben beide vorsätzlich gesetzeswidrig gehandelt indem sie das Gesuch dem Gutachten einer kantonalen Kommission vorenthalten haben. Das BVET und das kantonale Veterinäramt von Solothurn sind von einer Verurteilung verschont geblieben aus dem simplen Grund, weil die Anzeige nicht direkt gegen sie gerichtet war.

Es ist alarmierend, dass unsere Behörden sich über die gesetzlichen Bestimmungen hinweg setzen. Es ist umso mehr untragbar, als dass dieselbe Behörde sich mit unserem Tierschutzgesetz als «weltweit einem der besten» brüstet, und mit «Tierversuche sind darin streng reglementiert» auffährt.

Wir hoffen, dass dieses Mal die betroffenen Behörden durch unsere Strafanzeige verurteilt werden, damit diesem Missbrauch endlich ein Riegel vorgeschoben wird.

Alle in diesem Text erwähnten Beilagen und Schreiben können auf unserer Internetseite gelesen werden: www.lscv.ch/de



► Meinungsumfrage der Organisation DemoSCOPE

Die Schweizer Bevölkerung lehnt Experimente an Hunden ab

Die Organisation Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin hat eine Meinungsumfrage¹ in Auftrag gegeben. Bei dieser Gelegenheit sprach sich die Schweizer Bevölkerung klar gegen die Verwendung von Tieren für Versuche aus, die Leiden verursachen. Abgelehnt werden insbesondere Studien zur medizinischen und Toxizitätsforschung, die zu den häufigsten an Hunden durchgeföhrten Versuchen gehören.

Die Meinungsumfrage wurde im November 2011 von der Organisation DemoSCOPE durchgeföhrte. Berücksichtigt wurde dabei eine repräsentative Auswahl der Bevölkerung von 1'013 Personen, die in der Deutschschweiz wohnhaft und über fünfzehn Jahre alt sind. Von den Befragten waren nur 10 % Hundebesitzer.

70 % lehnen Versuche für Studien im Bereich der Veterinärmedizin ab, welche für die Hunde mit Leiden verbunden sind.

65 % lehnen Versuche für Studien im Bereich der Humanmedizin ab, welche für die Hunde mit Leiden verbunden sind.

79 % lehnen die Verwendung von Hunden für Toxizitätsstudien ab.

Diese Resultate stimmen auch mit der europäischen Studie überein, die das internationale Meinungsforschungsinstitut YouGov im Jahr 2009 durchführte. 77 % der 7'139 befragten Personen lehnten an Hunden durchgeföhrte Versuche ab. In einer anderen Studie, bei der im Jahr 2006 insgesamt 42'655 Personen aus 25 Staaten der Europäischen Union befragt wurden, lehnten 83 % solche Versuche ab.

I) http://www.aerztefuer tierschutz.ch/resources/Meinungsumfrage_Pressemittelung_final_Homepage.pdf



Ruhig, lieb, robust - das sind die Qualitäten die den Beagle zu der meistbegehrten Hunderasse in unseren Laboratorien machen. Toxikologische Tests finden vor Allem in der Region Basel statt. Um die Giftigkeit diverser Substanzen zu prüfen, werden diese an Hunde aller Altersgruppen verabreicht.

NEIN zu Versuchen, die an Hunden durchgeführt werden

Obwohl die Bevölkerung solche Versuche ablehnt, werden in der Schweiz jedes Jahr Tausende von Hunden für Studien oder Toxizitätstests verwendet. Im Jahr 2010 waren es 3'102 und ein Jahr zuvor 5'399 Tiere. An einem Teil der Hunde wurden Versuche durchgeföhrte, die „keine Belastung“ darstellten und beispielsweise in der Tierarztpraxis stattfanden. Mehrere hundert Exemplare erlitten hingegen Versuche, die ihre Gesundheit beeinträchtigten. Gemäss den offiziellen Zahlen des Bundesamtes für Veterinärwesen (BVET), die im Juli 2011 erschienenen, erlitten im Jahr 2010 278 Hunde Versuche, die be-

lastend oder schmerhaft waren (unter Schweregrad 2 eingestuft). Sechs Hunde wurden äusserst schmerhaften Versuchen unterzogen, die während dem Experiment zum Tode hätten führen können (Schweregrad 3).

Die Verwendung von Hunden, um menschliche Krankheiten zu untersuchen oder die Toxizität einer chemischen Substanz zu evaluieren, ist umso unerträglicher, da sich daraus keine Schlüsse auf den Menschen ziehen lassen. Die Versuche erzeugen den Tieren nur Qualen.

Misshandeltes Geflügel Mc Donald's wechselt den Lieferanten

Vor kurzem drehte die Tierschutzorganisation Mercy for Animals (Erbarmen für Tiere) mit versteckter Kamera ein Video im Zuchtbetrieb Sparboe Egg Farms. Dieses zeigte das wenig beneidenswerte Schicksal des Geflügels. So schwang ein Angestellter ein an einer Schnur aufgehängtes Huhn in der Luft herum. In den Käfigen mit lebendigen Hühnern wurden Kadaver während mehreren Tagen liegen gelassen usw. In einer Medienmitteilung erklärte die Fastfood-Kette McDonald's, die nach der Ausstrahlung dieser Bilder um ihren guten Ruf fürchtete, ihren Lieferanten Cargill gebeten zu haben, sämtliche Versorgung mit Eiern der Sparboe Egg Farms einzustellen.



Solche an Tieren begangenen Missbräuche sind schockierend. Wie Nathan Runkle, Leiter von Mercy for Animals, erklärte, verstossen sie aber nicht gegen das Gesetz. So besteht kein bundesstaatliches Gesetz, welches die Art wie man mit Hühnern umgeht regelt. Gewisse Staaten verhalten sich ihren Betrieben gegenüber äusserst nachgiebig.

<http://www.mercyforanimals.org/norco/>

► Petition zur Aufhebung der Jagd im Kanton Neuenburg

5'640 Unterschriften gegen die Jagd in Neuenburg

Mit einer Petition möchte die „Alliance neuchâteloise anti-chasse“ dafür sorgen, dass die Jagd im Kanton Neuenburg aufgehoben wird. Die Gruppe reichte die Petition am 30. Januar 2012 mit 5'640 Unterschriften beim Neuenburger Grossen Rat ein.

Die Unterzeichnenden fordern „die Nutzung der Wildpopulationen“ aus dem kantonalen Gesetz „Loi sur la faune sauvage“ vom 7. Februar 1995 zu streichen. Stattdessen möchten sie den Begriff „allgemeines Jagdverbot“ in das Gesetz einführen. Die Regulierung der Tierbestände soll auf Fälle beschränkt werden, in denen sich keine andere zufriedenstellende Lösung abzeichnet.

5'640 Unterschriften innert nur fünf Monaten

Der Erfolg dieser Petition hängt unter anderem damit zusammen, wie sich ein Teil der Neuenburger Jäger verhält. Das Erlegen von Tieren bei Nebel, von einem stehenden Fahrzeug aus oder in der Nähe von Wohnungen gehört zu den Kritiken, die ihnen gegenüber geäußert werden. Auch der neue Wildinspektor bleibt von Kritik nicht verschont. Der offensichtlich aus Jägerkreisen stammende Aufseher erlässt noch weitere absurde Massnahmen. Für Aufsehen sorgte vor kurzem das Abschiessen von jungem Rotwild. „Durch dieses Vorgehen werden die jungen Exemplare eliminiert, die im Winter teilweise auf jeden Fall gestorben wären. Durch die Methode hält sich der Druck auf die erwachsenen



Übergabe der Petition durch Rosita Malcotti (links) und Sylvie Benoît (rechts)

Tiere in Grenzen, welche die Zukunft des Wildbestandes sichern“, liess er im Januar 2012 gegenüber der Neuenburger Zeitung „Le Courrier“ verlauten. Dabei war der Winter schon lange nicht mehr so gnädig gewesen. Auch wenn die kalte Jahreszeit für eine natürliche Selektion sorgt, gewährleistet sie gleichzeitig, dass die stärksten Jungtiere überleben, was durch den Abschuss junger Tiere durch Jäger keinesfalls garantiert werden kann.

Nach der Lancierung der Petition wurde dem Neuenburger Grossen Rat am 9. November 2011 auch eine Motion „zur Aufhebung der Jagd“ unterbreitet. Nicht allzu überraschend empfahl der Staatsrat dem Grossen Rat, den Vorstoss abzulehnen. Dieser hat bis anhin auf eine Stellungnahme verzichtet.

Statistiken zu den Strafverfahren 2010 im Tierschutzbereich

Die neuesten vom Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) veröffentlichten Statistiken zu den Strafverfahren sind recht aufschlussreich. Nachdem sich das Volk am 7. März 2010 vehement gegen die Einführung eines Tierschutanwalts ausgesprochen hatte, wurde behauptet, die Tiere seien mit dem neuen Recht auf Bundesebene ausreichend geschützt. Begründet wurde dies damit, die Kantone seien verpflichtet, gegen alle festgestellten Misshandlungen strafrechtlich vorzugehen.

Wie die Statistiken zeigen, hat sich aber nicht viel geändert und zwischen den Kantonen bestehen immer noch grosse Unterschiede. Die Kantone Zürich, Bern, St. Gallen und Aargau leiten am häufigsten Strafverfahren ein, auch wenn die meisten davon Hundebesitzer betreffen. Die Nutztierbetriebe, bei denen im Allgemeinen die schwerwiegendsten Verstösse festgestellt werden, scheinen von gewissen Kantonen ziemlich oder besser gesagt völlig verschont zu bleiben. Am anderen Ende der Statistiken sind Kantone wie Wallis, Basel-Stadt, Jura oder Genf zu finden, in denen praktisch keine Verfahren vorliegen.

Genf, Wallis, Glarus und Obwalden hinken hinterher

Der Kanton Genf macht nicht nur wegen seiner fehlenden Aktivität auf sich aufmerksam. Von 18 eröffneten Verfahren wurden zehn ad acta gelegt. In zwei Verfahren kam es zu einem Freispruch. In diesem Kanton lagen schliesslich sechs Urteile vor. In Bern waren es deren 212, in Zürich 134 und im Aargau 110. Noch schlimmer als Genf sind die Kantone Uri und Schaffhausen mit je vier, das Wallis mit drei und Glarus sowie Obwalden mit je einem Urteil.

Strafverfahren im Wallis

In seiner Ausgabe vom 7. März 2011 berichtete „Le Nouvelliste“ über den surrealistischen Schlagabtausch, den sich der Walliser Kantonsveterinär Jérôme Barras an der Generalversammlung des Schweizerischen Eringerviehzuchtverbandes mit dessen Züchtern leistete.

„In regelmässigen Abständen wird mit dem Finger auf das Wallis gezeigt, weil dieses bezüglich der Anzahl jährlicher Verzeigungen stets das Schlusslicht bildet. Diesbezüglich möchte ich meinen Gesprächspartnern mitteilen, dass wir nur sehr wenige kritische Situationen haben. Aber nun einmal ernst: 50 bis 70 Züchter schaden dem Image Ihres Berufes. Bevor ich mein Mandat in fünf Jahren niederlege, möchte ich all diese Fälle ausrotten“, erklärte der Kantonsveterinär. „Ich bin nicht damit einverstanden, der Blitzableiter zu sein, über den sich aller Druck entlädt.“

„Oh, der Arme“, hörte man im Saal daraufhin antworten.

„Mit den auferlegten Regeln bin ich nicht immer einverstanden. Ich bin aber gesetzlich dazu verpflichtet, Verstösse dem Staatsanwalt zu melden“, fuhr der Kantonsveterinär fort. An der

Wand waren die Resultate der letzten Stierhaltungskontrollen aufgehängt. Bei vier von 161 Kontrollen waren Tiere ohne Artgenossen eingepfercht, was laut dem neuen Gesetz verboten ist. Neun wurden ohne Auslaufgehege gehalten. „Der gleiche Fall gelangte auch in Zürich vor Gericht. Der entsprechende Besitzer wurde wegen grausamer Behandlung von Tieren verurteilt.“ Daraufhin war im Saal zu vernehmen: „Wo ist denn, dieser Richter?“

Welche Kontrollen im Wallis?

Obwohl nur alle zehn Jahre einmal eine Betriebskontrolle stattfindet und die Walliser Züchter von der kantonalen Behörde verschont bleiben, basteln sie an den offiziellen Dokumenten herum. Bezüglich der Pflicht, dem Vieh in den fünf Wintermonaten mindestens während dreissig Tagen

Auslauf zu gewähren, was die Züchter in einem Heft notieren müssen, erklärte der Kantonsveterinär noch: „Wir alle wissen, dass diese Auslaufhefte Lügenhefte sind. Das möchte ich nicht mehr länger decken.“ Uff...

Einige Monate zuvor hatte eine Journalistin des „Nouvelliste“ einen Angestellten des kantonalen Veterinäramtes begleitet. Dabei enthüllte dieser zumindest überraschende Kontrollmethoden. Bei der Besichtigung eines Pferdebetriebes, der als problematisch bekannt war, stellte der Angestellte ein Problem im Zusammenhang mit dem Unterstand der Tiere fest. Er machte aber weder Bemerkungen, noch erteilte er dem Besitzer Anweisungen. „Das nützt nichts. Er wird schriftlich

informiert werden. Wir möchten die guten Beziehungen zu den Leuten aufrecht erhalten, weil wir erreichen müssen, dass sich die Mentalitäten langfristig ändern“, lautete die Begründung für sein Verhalten.

Seine guten Beziehungen zu den Züchtern hält das kantonale Veterinäramt auch aufrecht, indem es diese beauftragt, an seiner Stelle Kontrollen vorzunehmen. „Ein solches System hat den Vorteil, dass es sich um Leute handelt, welche diese Kreise kennen“, stellte der Kantonsveterinär fest. In der Tat... Danach fragt, ob denn bei der Kontrolle von Gleichgesinnten kein Interessenkonflikt bestehe, antwortete Jérôme Barras: „Die Experten arbeiten nie

in einem Bezirk in der Nähe ihres Betriebes und müssen als erstes eine Checkliste ausfüllen, welche für die ganze Schweiz erstellt wurde.“ Da sind wir aber beruhigt...



Geschäftsbericht 2011 der Schweizer Liga gegen Vivisektion

Sekretariat und Büro

Die Aktivitäten im Büro sind gleich wie 2010. Max Moret, der Präsident der Liga, ist jeden Morgen von 8.00 – 10.30 Uhr anwesend. Er betreut die Dossiers und sorgt dafür, dass bei der Liga alles tadellos läuft. Vizepräsident Luc Fournier ist jeweils am Montag und am Mittwoch anzutreffen. Er kümmert sich nicht nur um die Redaktion und das Layout der Zeitung, sondern auch um andere Publikationen und die Website. Darüber hinaus koordiniert er Aktionen im Bereich der Tierversuche.

Maja Schmid ist für die Verwaltung zuständig. Ihre 90%-Stelle ist die einzige entlohnte Tätigkeit der Liga. Die administrativen Aufgaben stellen eine hohe Arbeitsbelastung dar. Die Verwaltung und Registrierung neuer Mitglieder, die administrative Betreuung der laufenden Aktionen oder die Organisation von Events bedingen, dass der Vorstand über ein effizientes Sekretariat verfügt. Wir erhalten täglich zahlreiche Telefonanrufe, Briefe und Mails, auf die wir versuchen, möglichst rasch zu antworten. Wenn wir auf ein Schreiben nicht innert einer Woche reagieren, so zögern Sie nicht und lassen Sie uns dies wissen. Möglicherweise haben wir Ihre Mitteilung nicht erhalten – dies könnte insbesondere bei E-Mails der Fall sein. Manchmal werden Nachrichten irrtümlicherweise von unseren Anti-Spam-Filters aussortiert, bevor wir sie erhalten.

Generalversammlung

Die Generalversammlung der Liga fand am 26. März 2011 statt. Bei dieser Gelegenheit wurden die Vorstandsmitglieder, die sich wieder beworben hatten, einstimmig gewählt. Am 17. Dezember stand eine ausserordentli-

che Generalversammlung auf dem Programm. Dabei wurde die Änderung von Artikel 2 der Statuten angenommen.

Vorstand

Der nationale Vorstand traf sich am 26. März und am 19. November 2011. Die Haupttraktanden betraten die jährliche Unterstützung von Tierheimen und Sterilisierungskampagnen, die Betreuung der laufenden Aktionen, den Beitritt zur ECEAE, die Erstellung eines Budgets für wissenschaftliche Gutachten, die Aktivität des Wanderbusses und die Vorbereitung der nächsten Plakatkampagne gegen das Pelztragen. Mit grosser Trauer nahmen wir den Hinschied unseres Freundes und Vorstandsmitgliedes Egon Naef am 16. Dezember 2011 zur Kenntnis.

Dem Vorstand gehören derzeit folgende Mitglieder an: Präsident: Maxime MORET, Vizepräsident: Luc FOURNIER, Kassierin: Maja SCHMID, Vorstandssekretärin: Laurianne Parent (NICOULIN), Mitglieder: Sylvie BENOÎT, Suzanne KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER und Suzanne WACHTL

Mitglieder

2011 konnte die Liga 635 neue Mitglieder verzeichnen. Wir heißen diese ganz herzlich willkommen und danken ihnen für ihre Unterstützung. Wir betrachten die Neuanmeldungen als Ermutigung, unsere Aktivitäten fortzusetzen.

Buchhaltung

Jedes Jahr werden unsere Abrechnungen kontrolliert und dem Genfer Finanzdeparte-

ment überreicht. Dies ermöglicht es uns, eine Steuerbefreiung zu erlangen. In diesem Zusammenhang weisen wir Sie darauf hin, dass Sie gemäss dem in Ihrem Kanton geltenden Gesetz (im Allgemeinen) sämtliche Spenden an die Liga, deren Betrag Fr. 100.- übersteigt, von den Steuern abziehen können. Um die Abzugsmodalitäten zu erfahren, kontaktieren Sie am besten Ihre Steuerverwaltung.

Finanzen

Obwohl die Finanzierung der Aktionen und Aktivitäten im Jahr 2011 auf etwas über Fr. 900'000.- zu stehen kam, verfügen wir über ein Guthaben von Fr. 474'105,01. Dieses ist teilweise auf verschiedene Legate in einer Gesamthöhe von über einer Million Franken zurückzuführen, die wir 2011 erhielten. Die Veröffentlichung des vorliegenden Berichts stellt eine Gelegenheit dar, unsere Dankbarkeit gegenüber jenen Personen auszudrücken, welche die Liga in ihrem Testament berücksichtigen. Die Legate alleine decken einen Grossteil unserer Aktivitäten ab und ermöglichen es uns, die Mitgliederbeiträge sehr tief zu halten damit jeder zur Bekämpfung der Vivisektion beitragen kann.

VETO

Maja Schmid vertrat die Liga bei Sitzungen von VETO (Verband Tierschutz-Organisationen Schweiz). Diese fanden am 17. Januar, am 16. Mai und am 10. Oktober 2011 am Sitz des Verbandes in Zürich statt. Nach Absprache mit den Mitgliedern wurde beschlossen, die Tätigkeiten von VETO einzustellen.

Zur Erinnerung: VETO umfasste die fünf folgenden Organisationen: Animalfree Research,

Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, Tierschutzbund Zürich, Ocean Care und die LSCV. In den letzten Jahren war VETO hauptsächlich im eidgenössischen Parlament tätig. Mit der Einstellung der Tätigkeiten der parlamentarischen Tierschutzgruppe und dem auslaufenden Vertrag, den VETO mit einem Lobbydienst innerhalb des Parlaments abgeschlossen hatte, büsst der Verband an Substanz ein. In der Folge wurde es schwierig, die Motivation zu bewahren, um uns auch weiterhin im Rahmen gemeinsamer Aktionen zu betätigen. Jeder war bereits an Zusammenarbeiten ausserhalb von VETO beteiligt. Trotzdem verstehen sich die fünf Verbände weiterhin ausgezeichnet und gemeinsame Aktionen sind immer noch denkbar.



Europäische Koalition zur Beendigung von Tierversuchen

Anlässlich des Treffens, das vom 10. – 12. Mai 2011 am Londoner Sitz der British Union for the Abolition of Vivisection (BUAV) stattfand, bewarb sich die Liga um eine Aufnahme in der ECEAE. Bei dieser Gelegenheit konnten Maja Schmid und Luc Fournier unsere Aktivitäten vorstellen. Die Aufnahme wurde bewilligt und Maja ist seither für die Betreuung der Aktionen der ECEAE zuständig. Sie nahm auch am zweiten Jahrestreffen der Koalition teil, das vom 27. – 29. Oktober in Warschau stattfand. Zu jedem Treffen wird ein Protokoll erstellt, das in den Juni- und Dezemberausgaben unserer Zeitung erscheint.

Kommissionen

Die nationale Tätigkeit der Liga gibt uns die Möglichkeit, Kandidatinnen und Kandidaten für die Sitze in gewissen eidgenössischen Kommissionen vorzuschlagen. Dasselbe gilt für die kantonalen Kommissionen insbesondere in Genf, wo die Liga ihren Sitz hat.

Luc Fournier vertritt die Liga seit 2002 in der **Genfer Tierversuchskommission**.

Daniel Favre gehört seit 2009 der **Waadtländer Tierversuchskommission** an. Nebst den Gesuchen aus dem Kanton Waadt bearbeitet diese Kommission auch Tierversuchsanträge, welche Forscher der Kantone Neuenburg und Wallis stellen und kontrolliert die stattfindenden Versuche.

Am 21. November traf Luc Dr. Giovanni Peduto, der seit Januar 2011 Waadtländer Kantonsveterinär ist. Dabei ging es um die Kontrolle von Tierversuchen durch das Veterinäramt und die Funktionsweise der Waadtländer Kommission.

Im Laufe des Gesprächs kündigte der Kantonsveterinär die Schaffung von zwei neuen Stellen im Zusammenhang mit Tierversuchen an. Trotzdem bleibt die Situation in gewissen Punkten inakzeptabel. Es zeigte sich, dass die Kommission weder Labortierhaltungen noch Versuche die in den Kantonen Neuenburg und Wallis stattfinden, kontrolliert. Dabei sind solche Kontrollen gesetzlich vorgeschrieben. Darüber freut sich insbesondere die Neuenburger Behörde, die sich Ende 2009 ihrer Kommission und somit auch allfälliger unabhängiger Kontrollen entledigt hat. Ebenfalls Besorgnis erregend ist die Tatsache, dass Dr. Bize, der im März 2010 wegen seinen Tierversuchen in Solothurn verurteilt wurde, an der Universität Lausanne seit über einem Jahr neue Versuche an Vögeln durchführt. Trotz eines Gerichtsurteils schien die Waadtländer Behörde über die Tätigkeit des Forschers nicht auf dem Laufenden gewesen zu sein. Auch seine Versuche hat sie nicht im Geringsten kontrolliert.

Nebst ihren kantonalen Arbeitssitzungen nahmen Daniel und Luc an Treffen der **KTT** (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen) teil. Diese umfasst die aktiven Tierschutzmitglieder, die den Kommissionen der Kantone Basel, Zürich, Bern, Waadt, Genf und Freiburg angehören. Eine erste Sitzung fand am 23. März am Sitz der Stiftung „Tier im Recht“ in Zürich statt. Am 26. Oktober 2011 trafen sich die Mitglieder ein zweites Mal in Freiburg. Die Sitzungen bieten auch die Gelegenheit, um über Dossiers oder Probleme in den kantonalen Kommissionen zu sprechen, in denen die Tierschutzvertreter stets einer Minderheit angehören, und Kontakte zu Mitgliedern anderer Organisationen in der Schweiz zu knüpfen.

Nach dem Rücktritt eines Tierschutzdelegierten aus der **Eidgenössischen Tierversuchskommission**, schlügen wir am 30. März erneut Daniel als Kandidaten vor (1. Versuch im Juni 2009). Auch diese zweite Bewerbung wurde abgelehnt. Das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) möchte nicht, dass die Schweizer Liga gegen Vivisektion in der eidgenössischen Kommission vertreten ist. Da es der Bundesrat dem BVET überlässt, über solche Nominierungen zu entscheiden, ist es nicht allzu wahrscheinlich, dass die Kommission demnächst aus ihrem Dämmerschlaf erwachen wird.

Genfer Tierschutzkommission (CCPA)

Die Betriebsweise dieser Kommission ist in der Schweiz einzigartig. Seit rund zwanzig Jahren ermöglicht sie es ihren Mitgliedern, sämtliche Betriebe zu kontrollieren, die Tiere zu beruflichen Zwecken halten. In unserem letzten Geschäftsbericht kündigten wir die geplante Aufhebung dieser Kommission und die Aktionen der Liga und des „Refuge de Darwyn“ an, um ihre Tätigkeit aufrecht zu erhalten. Im Mai 2011 erreichten wir endlich unser Ziel. Trotzdem könnte die Kommission nach den Rän-

kespielen des kantonalen Veterinäramtes und des Bundesamtes für Veterinärwesen (BVET) schliesslich auf völlig legale Weise verschwinden. Am 16. November 2011 verabschiedete der Bundesrat eine neue Ausbildungsverordnung (SR 916.402), deren Inhalt gegen Art. 38 des eidgenössischen Tierschutzgesetzes verstösst. Ihre Umsetzung verbietet es einem Tierschutzvertreter infolge von «Interessenkonflikten» de facto, der CCPA anzugehören. Wir prüfen die Rechtswege, um gegen die neuen Bestimmungen Rekurs einzureichen und damit das BVET mittels parlamentarischer Interventionen dazu zwingen, den Inhalt dieser Verordnung zu ändern.

Seit 2006 vertritt Luc die Liga auch in der **Commission pour la diversité biologique** (Kommission für die biologische Vielfalt) und der **Sous-commission de la Faune** (Subkommission der Fauna). Seit einer Volksabstimmung im Jahre 1974 ist die Jagd im Kanton Genf verboten. Die Rolle der Subkommission besteht somit insbesondere darin, Lösungen zu finden, um den Abschuss wilder Tiere zu verhindern, wenn diese in zu grossen Beständen vorkommen oder Schäden an den Kulturen verursachen.

Stellungnahmen der LSCV

Im Jahr 2011 fanden verschiedene Vernehmlassungen statt. Die Liga nahm dabei zu folgenden Gesetzen und Verordnungen Stellung:

Vernehmlassung zur Agrarpolitik 2014 – 2017

In ihrer Stellungnahme, mit der sie sich am 29. Juni 2011 an das Bundesamt für Landwirtschaft wandte, unterstützte die Liga die Position der Tierschutzverbände, welche insbesondere eine Aufhebung der Rinderenthornung sowie eine vermehrte Unterstützung von Massnahmen für das Wohlbefinden der Tiere anstreben. Dieses Ziel soll über Direktzahlungen erreicht werden.

Revision der eidgenössischen Jagdverordnung

In ihrer Stellungnahme, die sie am 4. Juli 2011 gegenüber dem Bundesamt für Umwelt (BAFU) abgab, wandte sich die Liga sowohl gegen den Inhalt als auch die Form der geplanten neuen Verordnung. Der Entwurf, sehr zum Vorteil des Jagdkreises, enthält sogar verschiedene Bestimmungen, die gegen das Jagdgesetz verstossen, wie z.B. die Beschränkung der Schonzeiten für gewisse jagdbare Arten. Gemäss dem Bericht zum Vernehmlassungsverfahren, den das BAFU am 15. Juli 2011 veröffentlichte, sollen gegen die neue Verordnung zahlreiche Einwände erhoben worden sein. Sein ursprünglich auf den 1. Januar 2012 geplantes Inkrafttreten wurde somit auf unbestimmte Dauer verschoben. Derzeit prüfen wir die verschiedenen Möglichkeiten, um gegen die Verordnung Rekurs zu erheben, falls diese in ihrer jetzigen Form in Kraft treten sollte.

Freiburg: Vorentwurf des Einführungsgesetzes zur eidgenössischen Tierschutzgesetzgebung. Am 21. September 2011 reichte die Liga beim Freiburger Staatsrat ihre Stellungnahme zur Tätigkeit und Funktionsweise der neuen kantonalen Tierversuchskommission ein.

Verschiedene Aktionen

Im Laufe des Jahres 2011 unterstützten wir verschiedene Petitionen, indem wir sie in unserer Zeitung veröffentlichten oder auf unserer Website online schalteten. Dazu gehörte die **Petition zur Aufhebung der Jagd in Neuenburg**, welche von Sylvie Benoît, Mitglied der Neuenburger Delegation der Liga, mitorganisiert wurde.

Wir führten auch verschiedene andere Aktionen zum Thema „Jagd“ durch. Sie richteten sich insbesondere gegen den **Versuch, im Kanton Genf die Jagd wieder einzuführen**. Dies soll über die Verfassungsrevision erfolgen. Unsere erste Aktion im Februar, bei der wir uns mit einem Flyer an die Einwohner des Kantons wandten, richtetet sich gegen die Aufhebung des Jagdverbots im ersten veröffentlichten Verfassungsentwurf. Unsere zweite Aktion im November sollte dazu dienen, wieder ein formelles Jagdverbot in den Text aufzunehmen. Das haben wir auch erreicht, aber die Behörden können Regulierungsmassnahmen beschließen, wodurch das besagte Verbot sinnlos wird. Es handelt sich dabei um ein reines Ablenkungsmanöver, um die Wiedereinführung der Jagd zu erlauben und gleichzeitig das Gegen teil zu behaupten. Im Laufe des Jahres 2012 soll über die endgültige Form der Verfassung abgestimmt werden. Wenn das derzeit bestehende Verbot nicht beibehalten wird, wird sich die Liga dafür einsetzen, dass der Text verworfen wird.

Während des Jahres wandten wir uns an die meisten Kantone, die Tierversuche bewilligen, um Informationen zu den Tätigkeiten ihrer Behörden und die Funktionsweise der kantonalen Kommissionen zu erhalten. Wir verglichen sie mit den Informationen, die uns auf nicht offiziellem Weg bereits vorlagen. Dies bestätigte unseren Verdacht, den wir bezüglich verschiedener Gesetzesverstöße hegten.

Eine erste Aktion fand in Form einer **Strafanzeige statt, die wir gegen die Veterinärämter der Kantone Basel-Stadt und Aargau sowie das Bundesamt für Veterinärwesen erhoben**, auf Grund eines Gesetzesverstosses bei der Erteilung einer Tierversuchsbewilligung. Im Jahr 2012 werden Aktionen stattfinden, die weitere Kantonsbehörden betreffen.

Wie jedes Jahr hat die Liga mehrere Studierende bei ihren Arbeiten oder Vorträgen über das Thema Tierversuche unterstützt. Die Liga wurde auch von Studenten im Ausland kontaktiert. Ihren Bedürfnissen entsprechend stellen wir Informationsmaterial auf Papier (Bücher, Broschüren) oder in multimedialer Form (CD über Alternativmethoden, DVD) zur Verfügung.

Revision zur Jagdverordnung

Die vom Bundesamt für Umwelt (BAFU) verfasste Revision der Jagdverordnung, die vom 18. April bis am 15. Juli 2011 in die Vernehmlassung geschickt wurde, überrascht in mehr als nur einer Hinsicht. Bei der Lancierung der Vernehmlassung liess das BAFU verlauten: „*Die Verordnung muss den aktuellen Bedürfnissen angepasst werden*“. Die Aussage „den Bedürfnissen der Jäger“ wäre korrekter gewesen.

Jagdparteien

Geschützte Arten, die sich von Wild ernähren? Jäger können diese abschiessen, wenn sie „*bei der Anwendung der kantonalen Jagd- und Fischereiregeln beträchtliche Verluste verursachen*“. Das BAFU rechtfertigt solche Abschüsse, um „*das Recht der Kantone auf eine ausgewogene Jagdnutzung*“ zu erhalten. Die Jagdaktivität strebt somit nicht die Regulierung der Fauna an, sondern ermöglicht es Privatpersonen, gegen Bezahlung auf lebende Tiere zu schießen.

Illegale Bestimmungen

Neu ist auch die Beschränkung der Schonzeiten (Zeiten, in denen die Jagd verboten ist) für Wildschweine und Kormorane. In diesem Fall schockiert die Änderung umso mehr, da sie bewusst gegen Art. 5 des Jagdgesetzes verstösst. Eine Verordnung kann keine Bestimmungen erhalten, die gegen das Gesetz verstossen, auf das sie sich bezieht: das Gesetz muss geändert und dann die Verordnung angepasst werden. Für das BAFU ist das natürlich ein Problem, da das eidgenössische Parlament die Befugnis hat, das Gesetz zu ändern. Im vorliegenden Fall war es überhaupt nicht sicher, ob das Parlament diese Exesse unterstützt. Das BAFU scheint es somit einfacher gefunden zu haben, seine Verordnung den persönlichen Wünschen und Interessen anzupassen. Dass dies mit einem Verstoss gegen das Gesetz verbunden ist, ist offensichtlich kein Problem.

Erlegung des Wildes mit dem Messer

Künftig wird es auch möglich sein, einem verletzten Tier mit dem Messer „*einen Kammerstich*“ zu versetzen, wenn „*Fangschüsse Menschen oder erhebliche Sachwerte gefährden*“. Wie könnte es sein, dass ein Fangschuss eine Gefährdung darstellen könnte, wenn man sich einem verletzten Tier genügend nähern kann, um dieses abzustechen? In seinem erklärenden Bericht verzichtet das BAFU auf ein realistisches Beispiel.

Baujagd von Füchsen und Dachsen

Die Baujagd von Füchsen und Dachsen mit Hilfe eines Jagdhundes wird auch weiterhin erlaubt sein, obwohl es sich dabei um eine äußerst grausame Methode handelt. Nach Ansicht des BAFU ist das jährliche Abschlachten von 30'000 Füchsen in der Schweiz notwendig, da diese Tiere schädlich seien und die Kleina fauna, darunter die Feldhasen, dezimieren würden. Wie der Kanton Genf, der keine Füchse abschießt, aber über die grösste Hasenpopulation in der Schweiz verfügt, beweist, handelt es sich dabei um voreingenommene Behauptungen des BAFU. Wen erstaunt's? Aus dem Organigramm geht hervor, dass das Departement auf allen Ebenen über glühende Jagdanhänger verfügt. Dazu gehört beispielsweise Reinhard Schnidrig, Chef der Sektion Jagd, Wildtiere und Waldbiodiversität.

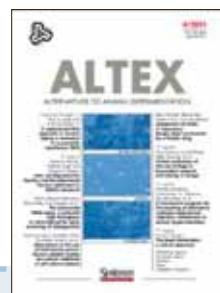


In ihrer Stellungnahme vom 4. Juli 2011, die sie an das BAFU weiterleitete, kritisierte die LSCV sowohl den Inhalt als auch die Form der neuen Verordnung mit der Schlussbemerkung: „Ist die Lobby der Jäger so wichtig, dass sie das BAFU dazu veranlasst, ebenso skandalöse als absurde Bestimmungen zu erlassen?“

Am 14. April 2011 annulierte das Bundesverwaltungsgericht eine vom BAFU für die Regulierung des Kormoranbestandes auf dem Neuenburgersee erteilte Bewilligung. Das BVG warf dem BAFU u.a. vor, dass die Beschreibung der durch die Vögel verursachten Schäden stark übertrieben sei (A-2030/2010).

Unterstützung von Alternativmethoden

Im Anschluss folgen der Geschäftsbericht 2011 des internationalen Netzwerks InterNICHE und ein Protokoll über die Aktivitäten des Lehrstuhls für Alternativmethoden der Universität Genf, den die Liga 2011 erneut finanziell unterstützt hat.



Zeitschrift ALTEX

ALTEX ist die wichtigste wissenschaftliche Zeitschrift, die über Alternativmethoden berichtet. Sie erscheint auf Englisch und Deutsch und kann weltweit in Papierform oder elektronischer Version abonniert werden. Dr. Daniel Favre gehört seit der Gründung von ALTEX Edition Ende 2006 dem Vorstand an.

Tätigkeitsbericht von InterNICHE

Zur Verwendung von Geldern, welche die Schweizer Liga gegen Vivisektion gewährt, um das Sezieren von Tieren an Schulen und Universitäten zu ersetzen.

Künftig kein Sezieren mehr an indischen Zoologie-Fakultäten

Nach mehrjährigen Informationskampagnen, die regelmässig zu Ersatzmethoden im Unterricht stattfanden, und dem Vertrieb von Ersatzmaterial durch Organisationen wie InterNICHE hat der akademische Rat in Indien 2011 beschlossen, künftig auf das Sezieren als Studienmethode an Universitäten zu verzichten. Der Rat entscheidet, welche Zoologie-Programme in seinem Land unterrichtet werden. 2010 war InterNICHE vom Spezialkomitee für Sezieren als beratendes Expertengremium beigezogen worden. InterNICHE freut sich sehr über den Entscheid und fühlt sich in seinen Aktivitäten bestätigt. In Indien werden jährlich schätzungsweise 17 Millionen Tiere für Sezierungen getötet.

Ersetzung von 40'000 Tieren in Russland und der Ukraine

Aus einer im Jahr 2011 durchgeföhrten Berechnung lässt sich schliessen, dass dank den offiziellen Abkommen, die InterNICHE mit den russischen und ukrainischen Universitäten abgeschlossen hat, jährlich rund 40'000 Tiere verschont bleiben. Die seit 2005 abgeschlossenen Verträge und die Einbeziehen nationaler und internationaler Medien haben zu grossem Fortschritt beigetragen. Am 8. Congrès mondial sur les méthodes alternatives (8. Weltkongress über Alternativen zum Tierversuch) wurde ein entsprechendes Poster vorgestellt.



Neue Website von InterNICHE

Zu den Hauptzielen 2011 gehörte die Neugestaltung der Website von InterNICHE. Diese wurde Anfang 2012 aufgeschaltet und ermöglicht den freien Zugang zu zwei Datenbanken. Die Datenbank „Alternatives“ (Ersatzmethoden) umfasst detaillierte Informationen zu über tausend Ersatzmethoden. Die Datenbank „Studies“ (Studien) beinhaltet die Zusammenfassung wissenschaftlicher Arbeiten, die sich mit solchen Methoden befassen. Da die erste Datenbank auf dem Hauptwerk „From Guinea Pig to Computer Mouse“ („Vom Versuchstier zur Computermaus“) beruht, steht sie teilweise auf Deutsch und Französisch zur Verfügung. Inzwischen wurden fünfhundert neue Ersatzmethoden hinzugefügt, die auf eine Übersetzung warten.

8. Weltkongress über Alternativen zum Tierversuch

Am 8. Weltkongress über Alternativen zum Tierversuch, der vom 21. – 25. August 2011 in Montreal stattfand, beteiligte sich InterNICHE an der Durchführung der Multimedia-Ausstellung. Die Organisation lieferte zahlreiche mündliche Präsentationen und Poster. Im Zentrum der Ausstellung stand der Übergang zu Alternativmethoden. Dabei diente die Bibliothek „InterNICHE Alternatives Loan System“ (Verleihsystem von Alternativmaterial) als dokumentarische Grundlage. Die Ausstellung fand in sieben weiteren Ländern statt, in denen neue Bibliotheken eingerichtet wurden.

Informationskampagnen im Mittleren Osten und in China

Iran

Als weltweite Premiere fanden im Iran verschiedene Konferenzen zu Alternativmethoden statt, die von Multimedia-Ausstellungen begleitet waren. Diese Events, über die auch das Fernsehen berichtete, ermöglichen es InterNICHE, zu anderen Universitäten des Landes Beziehungen aufzubauen und zu Tierschutzorganisationen wie dem Pionierverband „Iranian Anti-Vivisection Association“ Kontakte zu knüpfen. Die



einheimischen Tierschützer setzen ihre Bemühungen an Universitäten und bei Lehrkräften fort. Wenn es die internationale politische Lage erlaubt, soll InterNICHE ein weiteres Bildungsprojekt durchführen.

Pakistan und Ägypten

Die Konferenzen zu den Alternativmethoden, die 2011 in Pakistan geplant waren, konnten aus Budgetgründen nicht stattfinden. Auch in Ägypten wurden die lancierten Aktionen nicht weitergeführt. Nichtsdestotrotz bestehen in den beiden Ländern lokale Aktivitäten und verschiedene Projekte sind in Vorbereitung. Um das Terrain für künftige Kampagnen zu Ersatzmethoden vorzubereiten, finden zudem Übersetzungen ins Arabische statt.



China

An der ersten Sitzung zu Tierversuchen und Alternativmethoden, die im Rahmen der Konferenz „Asia für Animals“ („Asien für die Tiere“) stattfand, hatte InterNICHE das Co-Präsidium inne. Die Veranstaltung ermöglichte es, Informationsaktionen durchzuführen und Kontakte zu den zahlreichen Tierschützern und Lehrkräften in China und anderen asiatischen Ländern zu knüpfen. Es handelt sich dabei um die ersten Aktivitäten von InterNICHE in China. Künftige Partnerschaften und mögliche Informationskampagnen sind in Asien geplant und werden entwickelt.

Ziele 2012

Die von der LSCV erhaltenen Gelder werden für die Weiterentwicklung der neuen Website, die Produktion des ersten Films über Ersatzmethoden in der Veterinärmedizin, Ersatzaktionen in Indien und die erste Informationskampagne in Zentralasien verwendet.

Ausbau der Website

Im Zusammenhang mit dem Ausbau der Website ist geplant, neue Inhalte online zu schalten, weitere Funktionalitäten einzuführen und Übersetzungen vorzunehmen. Ein beträchtliches Textvolumen soll ins Spanische, Russische und Deutsche sowie ins Chinesische und Französische übersetzt werden, sofern wir gute freiwillige Übersetzerinnen und Übersetzer finden. Die weiterführende Aktualisierung der Datenbanken „Alternatives“ und „Studies“ wird es InterNICHE ermöglichen, mit vollständigeren und neueren Informationen aufzuwarten, um den Übergang zu Ersatzmethoden zu fördern.

Film über Alternativen in der Veterinärmedizin

Dieser dreissigminütige Film, den wir gerade drehen, schildert die langjährige Arbeit von InterNICHE. Damit wird weltweit eine Botschaft zugunsten von Ersatzmethoden verbreitet. Der Film geht ebenfalls direkt an Lehrkräfte.

Künftig kein Sezieren mehr in Indien

Im Zusammenhang mit der geplanten Einstellung des Sezierens an den indischen Zoologie-Fakultäten wird zahlreiches Ersatzmaterial verteilt. Auf diese Weise lässt sich die Verwendung von siebzehn Millionen Tieren verhindern.



Weitere geplante Aktionen

Im Rahmen einer Informationskampagne in Usbekistan und Kirgistan sollen die Alternativmethoden in einer Region vorgestellt werden, die diesbezüglich über keinerlei Informationen verfügt. In diesen Gebieten werden in den Bereichen Wissenschaft und Erziehung grausame Handlungen gegenüber Tieren begangen. In Liberia soll ein Projekt lanciert werden, um eine ethische Ausbildung und Alternativen zur Gewalt vorzustellen, die in dieser von Konflikten geprägten Region herrscht. Weitere Seminare und Ausstellungen zu den Alternativmethoden sind in Kanada, Mexiko, Dänemark, dem Iran, China und Südafrika geplant.

Schlussfolgerungen

Unsere umgesetzten und geplanten Projekte sind teilweise dank der Zusammenarbeit mit den Lehrkräften möglich. Dabei verfolgen wir das doppelte Ziel, einen besseren Unterricht einzuführen und Tierversuche zu ersetzen. Die Erfolge sind auch auf eine produktive Dynamik zwischen einer Koordination auf internationaler Ebene einerseits und dem dezentralisierten Netzwerk andererseits zurückzuführen, welches die nationalen Kontakte und die Ressourcen von InterNICHE bilden. Die beträchtliche finanzielle Unterstützung beispielsweise der LSCV ist von grundlegender Bedeutung, um das Wachstum unseres

Netzwerks zu unterstützen und spezifische Projekte umzusetzen. Die anhaltende Finanzierung im Jahr 2012 wird es uns ermöglichen, die laufenden Projekte fortzusetzen und die Gelegenheiten zu ergreifen, die sich bieten.



Nick Jukes, Koordinator von InterNICHE

Lehrstuhl Doerenkamp-Naef-Zbinden

Im März 2009 wurde an der Universität Genf der erste Lehrstuhl für Alternativmethoden in der Schweiz eingeweiht. Dank privaten Geldern der Stiftung Doerenkamp und Naef, der SLGV, der SVPA, von Suzanne Wachtl und der LVDACV ist das jährliche Budget von Fr. 300'000.- des Lehrstuhls während fünf Jahren gesichert. Im dritten Jahr seiner Tätigkeit schürt Lehrstuhlinhaber Prof. Pierre Cosson die verschiedenen Lehrmethoden und Ausbildungen, die den Studierenden oder Forschenden angeboten werden.



Alternativmethoden unterrichten

Im Rahmen des Lehrstuhls unterrichten wir auf verschiedenen Ebenen Alternativmethoden zu Tierversuchen. Dazu gehören die Sensibilisierung von jungen Studierenden, die Ausbildung junger Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler sowie spezielle Seminare für Fortgeschrittene. Diese Aktivitäten, die wir in den letzten Jahren einführten, wurden dieses Jahr erweitert.

Im zweiten und dritten Studienjahr in der Medizin haben wir einen freiwilligen Einführungskurs über Alternativmethoden (32 Std in einem Semester) durchgeführt. Nach dem erfolgreichen ersten Kurs sahen wir uns dieses Jahr mit einem erfreulichen Problem konfrontiert: Obwohl wir doppelt so viele Studierende aufnahmen (12 Teilnehmende), konnten wir nicht auf alle Anmeldungen eingehen. Ab nächstem Jahr möchten wir die Aufnahmekapazitäten deshalb weiter erhöhen.

Im Doktoratsbereich beschäftigt unser Labor drei Studierende, welche verschiedene Aspekte an den von uns entwickelten Ersatzmodellen studieren (Studie von Infektionskrankheiten an Modellen die keine Säugetiere darstellen). Zu erwähnen ist in diesem Zusammenhang insbesondere ein Artikel, der Anfang 2012 veröffentlicht wurde. Er zeigt, dass sich Mäuse bei der Untersuchung gewisser Infektionskrankheiten auf vorteilhafte Weise durch Daphnien ersetzen lassen.

Für etablierte Forschungskräfte fand im Frühling 2011 in Genf die jährliche Tagung zur Entwicklung von Alternativmethoden statt, die zur Erforschung von Infektionskrankheiten dienen. Bei dieser Gelegenheit stand auch ein Treffen mit einer Doktoratsschule und einem Netzwerk der angewandten Forschung auf dem Programm. In der Folge konnten wir einer umfassenden Hörerschaft Arbeiten zu Alternativmodellen vorstellen.

In-vitro-Herstellung von Antikörpern

Zu den spezifischen Zielen unseres Labors gehört es, eine neue In-vitro-Methode (Phagenbank) zu entwickeln und zu verbreiten. Sie soll es ermöglichen, bei der Herstellung von Antikörpern Tiere zu ersetzen. Dieses Jahr haben wir eine weitere Hürde überwunden. Mit der Unterstützung des Rektorats und des Dekanats der medizinischen Fakultät werden wir ab Januar 2012 eine Dienststelle als Pilotprojekt einführen, welche sich an Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler der Universitäten richtet. Im Laufe der nächsten beiden Jahre möchten wir eine öffentlich zugängige Dienststelle entwickeln die es ermöglichen soll, die Verwendung von Tieren bei der Erzeugung von Antikörpern zu ersetzen. Das Angebot könnte in der Folge auf weitere Kreise ausgedehnt werden (Schweiz, Europa usw.).

Zu den bevorstehenden Projekten des nächsten Jahres gehört die Einführung eines neuen Kurses in Genf, an welchem Alternativmethoden im Bereich der Toxikologie unterrichtet werden. In diesem Bereich, wo zahlreiche Tiere bei der Bewertung von Toxizität verwendet werden, liegt ein riesiges Potenzial zur Reduktion von Tierversuchen. Dank der Teilnahme unseres Lehrstuhles sind in den Kurs Lehrkräfte aus Unternehmen und akademischen Kreisen einbezogen.

Drei Jahre nach der Einführung des Lehrstuhles Doerenkamp-Naef-Zbinden kommen unsere Projekte auf zufriedenstellende Weise voran. Beim Unterrichten von Alternativmethoden sind Fortschritte feststellbar. Die Plattform zur Ersetzung von Tieren, um Antikörper zu produzieren, tritt die Pilotphase an. Unsere in internationalen Zeitschriften veröffentlichten Forschungsarbeiten ermöglichen es, die neuen Methoden einem breiten Publikum vorzustellen.

Prof. Pierre Cosson,
Lehrstuhl Doerenkamp-Naef-Zbinden
Medizinische Fakultät der Universität Genf



Wanderbus und Stände

Mit einem Stand in Lausanne nahm der Wanderbus am 14. Mai seine Tätigkeit auf. Bis im Oktober folgten in Städten wie Neuenburg, Sitten, Freiburg, Thun, Olten, Zug usw. fünfzehn Standaktionen. Für die Informationsstände ist Achim Z'Brun zuständig. Die künftigen Daten sind auf unserer Website aufgeführt, damit alle Interessierten daran teilnehmen können. Auf Anfrage eines Mitgliedes und sofern sich dieses selber beteiligt, macht sich Achim mit dem Bus gerne auf den Weg, um eine Standaktion durchzuführen.

Zum fünften Mal hintereinander nahm die Liga an der internationalen Messe „Animalia“ teil, die am 15. und 16. Oktober im Lausanner Palais de Beaulieu stattfand.

Zeitung LSCV und Werbung

Wie jedes Jahr wurden unsere Mitglieder in den vier Ausgaben unserer Zeitung über die laufenden Aktionen informiert.

In den Beilagen von Tages- oder Wochenzeitungen wie *Blick*, *Tages-Anzeiger*, *L'Illustré* und *Echos magazine* sowie Regionalzeitungen wie der *Zürich-Rundschau*, der *Zuger Woche* und der *Luzerner Rundschau* erschienen verschiedene Serien mit einseitigen Inseraten. Vom 4. Juli bis am 1. August und vom 7. November bis am 5. Dezember führten wir in Bahnhöfen der BLS-Linien zwei Kampagnen mit Plakaten im F12-Format durch, mit denen wir die Firma BARACOM beauftragt hatten. Im Laufe des Jahres konnten wir in Magazinen wie *ELLE*, *Paris Match* und *Jeune et Jolie* Anzeigen gegen Tierversuche oder das Pelztragen kostengünstig unterbringen.

Karten-Mailing

Wie jedes Jahr fanden wieder drei Mailings mit Karten des Künstlers Hans Hofstetter statt. Im Februar wurden davon 60'000 Exemplare verschickt – im Juni und September folgten jeweils weitere 20'000 Exemplare. Wir möchten Sie darauf hinweisen, dass Sie als Mitglieder dieses Mailing ebenfalls erhalten. Seit 2008 legen wir un-

seren Sendungen einen zweiten Einzahlungsschein bei. Der erste Einzahlungsschein (Postcheckkonto Nr. 01-20089-8) ist für Personen bestimmt, die eine «anonyme» Spende leisten möchten. Etliche Spenderinnen und Spender bevorzugen ein solches Vorgehen.

Der zweite Einzahlungsschein (Postcheckkonto Nr. 12-2745-6) ermöglicht es Ihnen, eine namentliche Spende zu leisten oder Ihren Jahresbeitrag zu begleichen. **Wählen Sie wenn möglich den zweiten Einzahlungsschein, da dieses Konto direkt von der Liga verwaltet wird.** Dies erleichtert uns die Arbeit insbesondere bei Spendenbescheinigungen die Sie in Ihrer Steuererklärung angeben können.



Shop und Dokumentation

Unser Buchverleihprojekt wurde Ende 2011 abgeschlossen. Derzeit stehen rund dreissig Titel zur Verfügung. Die Auswahl der Bücher unserer Bibliothek erfolgte auch gemäss Kriterien wie Grösse und Gewicht, damit der Versand und die Rücksendung der Bücher (zu Lasten der ausleihenden Person) pro Postlieferung nicht mehr als Fr. 2.- beträgt. Der Bücherverleih ist den Mitgliedern der Liga vorbehalten.



Unterstützung von Tierheimen in Not und Kastrationskampagnen

Die Liga unterstützt jedes Jahr rund zwanzig Tierheime oder Tierpflegezentren und finanziert Kampagnen zur Kastration und Sterilisierung streunender Katzen. Im Jahr 2011 belief sich der für solche Aktionen verwendete Betrag auf Fr 109'777.- darunter Fr 14'647.- für Kastrationskampagnen und die Übernahme von Veterinärkosten. All diese Hilfen werden gewährt, nachdem jeder Fall einzeln geprüft wurde und eine Mehrheit der Vorstandsmitglieder der Finanzierung zugestimmt hat. Unterstützung erhalten vor allem Tierheime, die uns seit langem bekannt sind und bei denen die Liga sicher ist, dass die Spenden gute Verwendung finden. Suzann Karagöz kümmert sich seit vielen Jahren auch um die Kampagne zur Sterilisierung und Kastration streunender Katzen im Kanton Genf. Die Tiere werden kastriert und am Ohr gekennzeichnet, bevor sie an ihrem Fundort wieder freigelassen und anschliessend regelmässig ernährt werden. Indem an einem bestimmten Ort eine stabile Population wilder Katzen gehalten wird, versucht man, deren starke Vermehrung, die Euthanasie oder das Totschlagen der Tiere, wie es Jagdhüter oder private Jäger in zahlreichen Kantonen praktizieren, zu verhindern. Nebst dem Kanton Genf betrifft die Unterstützung, welche die Liga für Sterilisierungskampagnen gewährt, hauptsächlich die Kantone Neuenburg, Tessin und Wallis.

Seit einigen Jahren beteiligt sich die LSCV nicht mehr an der Finanzierung von Tierheimen oder Kastrations- und Sterilisationskampagnen im Ausland, da es sich als fast unmöglich erwiesen hat, die Projekte zu überwachen.

Schlussfolgerungen

Wir danken allen Mitgliedern sowie den unbekannten oder anonymen Gönnerinnen und Gönner für ihre stetige und umfassende finanzielle Unterstützung während dem ganzen Jahr. Die Bekämpfung von Tierversuchen ist nicht nur ein Anliegen des Tierschutzes. Sogar unter Personen, die sich Tieren gegenüber respektvoll verhalten, können Befürworter der Vivisektion sein. Es braucht Zeit und die Aktionen sind kostspielig, mit den wir versuchen, tierversuchsfreie Methoden und deren ethisches und wissenschaftliches Interesse in einschlägigen Kreisen zu erklären und zu fördern. Über diese Mittel verfügen wir dank Ihrer Hilfe – dafür möchten wir Ihnen ganz herzlich danken.

Max Moret, Präsident

► Januar 2012 – Europäische Union

Zuchtverbot für Batteriehühner nicht eingehalten

Die Fabriken, bei denen Legehennen in aneinandergereihten Käfigen eng zusammengepfercht sind, hätten ihre Einrichtungen ab dem 1. Januar 2012 anpassen sollen. Die 1999 verabschiedete Richtlinie 1999/74/EG liess den Herstellern zwölf Jahre Zeit, um sich den neuen Normen anzupassen. Diese betrafen über 70 % der gehaltenen Hühner.

Das Geflügel, das bis anhin auf einer A4-grossen Fläche eingesperrt werden konnte, sollte etwas mehr Platz erhalten. In Fällen, bei denen weder Boden noch Freilandhaltung vorlag, sollten die Käfige mit Nestern und Legestangen ausgestattet werden. Gemäss der European Food Safety Authority (EFSA), die von der Europäischen Kommission mit der Evaluation der verschiedenen Zuchttarten von Legehennen beauftragt worden war, sollte die Aufhebung der Batterien nicht nur das Wohlbefinden der Tiere betreffen. Die Bestimmung sollte auch dafür sorgen, Krankheiten, Brüchen, Federpicken und Mortalität vorzubeugen.

Einmal mehr wurden die Bestimmungen, welche die Leiden der Tiere lindern sollten, nicht eingehalten. Obwohl die Kosten, die mit der Anpassung der Einrichtungen an die Normen verbunden sind, auf weniger als einen Rappen pro Ei geschätzt werden, teilten zwölf europäische Staaten – darunter Belgien, Bulgarien, Zypern, Frankreich, Griechen-

land, Ungarn, Italien, Lettland, Polen, Portugal, Spanien und Rumänien – mit, ihre Einrichtungen würden am 1. Januar nicht den Bestimmungen entsprechen. Obwohl diese Länder insgesamt über rund 51 Millionen Hennen verfügen, wurde kein Datum für die Anpassung an die Normen genannt.

Länder wie Deutschland, Österreich oder England haben auf ihre Produzenten hingegen genügend Druck ausgeübt, so dass sich diese an die Richtlinien halten. Diese Staaten äusserten nun ihren Unmut. Sie befürchten, dass die zu tieferen Kosten hergestellten Eier aus Legebatterien für ihre Produzenten eine unfaire Konkurrenz darstellen. England und Deutschland forderten deshalb ein Exportverbot für Eier aus Zuchtbetrieben, die nicht der Richtlinie entsprechen. Die Europäische Kommission hat die Forderung aber abgelehnt. Im allerhöchsten Fall möchte sie Protokolle erstellen lassen und sich „mit einem Schreiben“ an die entsprechenden Staaten wenden.



Haltung von Batteriehühnern in der Schweiz verboten

In der Schweiz ist die Haltung von Batteriehühnern seit über dreissig Jahren verboten. Derzeit verfügen mehr als 85 % der Tiere über das BTS-Label des Bundes. Dieses wird bei Haltungsbedingungen verliehen, welche die gesetzlich vorgeschriebenen übertreffen.

Trotzdem ist es in der Schweiz immer noch möglich, Eier von Batteriehühnern zu konsumieren. Ein Grossteil dieser importierten Eier wird bei industriellen Verarbeitungen, in Bäckereien oder dem Gastgewerbe verwendet. Eier auf Pizza oder beim Hotelfrühstück stammen meistens von Batteriehühnern. Diese Eier, welche im Allgemeinen die billigsten sind, sind auf ihrer Schale mit der Nr. 3 versehen. Bevorzugen Sie Eier mit der aufgestempelten Nr. 0 (Bio-Eier), gefolgt von der Nr. 1 (Freilandhaltung). Solche Eier kosten einige Rappen mehr. Angesichts der düsteren Lebensbedingungen der Batteriehühner lohnt sich die kleine Investition aber auf jeden Fall.



Genf

Neue Verfassung und Jagdverbot

Nach den negativen Reaktionen im Februar 2011, welche die Aufhebung des Jagdverbots im Rahmen des Vorprojekts zur neuen Verfassung auslöste, war die konstituierende Versammlung gezwungen, ihre Position diesbezüglich neu zu überdenken.

Die Diskussion fand am 10. November 2011 statt. Für einmal sprachen sich alle an der Versammlung anwesenden politischen Fraktionen gegen die Jagd aus, und versicherten, nie die Absicht gehabt zu haben, die Wiedereinführung der Jagd im Kanton zu erlauben. Nach den Worten die Taten. Die Genfer, die den heftigen Beteuerungen der Verfassungsgebenden glaubten, werden über den neuen verabschiedeten Artikel erstaunt sein. Dieser verbietet die Jagd, erlaubt aber „offizielle Massnahmen zur Faunaregulierung!“ Dies bedeutet, dass der künftige Staatsrat, der für das entsprechende Departement zuständig sein wird, gemäss Art. 17, Abs. 1 des Faunareglements „Règlement sur la faune“ (RFaune M 5 05.01) über das Töten entscheiden wird. Wenn es sich dabei um einen Jäger handelt, könnte sich die Landschaft innert kürzester Zeit beträchtlich ändern.

Aus rechtlicher Sicht gibt es den Begriff „Regulierung“ nicht. Es gibt Arten, die gejagt werden können, geschützte Arten und geschützte Arten, die gejagt werden können.

Hier wird unter dem Vorwand der Regulierung gejagt. Sollte die neue Verfassung in Kraft treten, wäre es im vorliegenden Falle möglich, Rehe, Füchse, Dachse, Katzen und andere Arten zu jagen, die derzeit ruhig in diesem Kantonsgebiet leben. Um das Abschlachten zu organisieren, werden keine Wildhüter herbeizogen. Art. 16, Abs. 2 des bestehenden Faunagesetzes (LFaune M 5 05) wird es erlauben, diese Aktivität an die Genfer Jäger zu delegieren. Um die Risiken eines Abschusses von Fußgängern zu vermeiden, liess der Präsident der Genfer Jäger verlauten, es genüge, „wie im Wallis vorzugehen und die Gebiete während vierzehn Tagen abzuriegeln, um jagen zu können (GHI, 10.12.2009).“ Ein verhängnisvolles Zeichen ereignete sich fünf Tage vor der Abstimmung der konstituierenden Versammlung als in der Grenzregion ein Pilzsammler von einem Jäger tödlich getroffen wurde.

Eine Kommission als Sicherheitsmaßnahme

Der bestehende Artikel 178a der Verfassung der Republik und des Kantons Genf verbietet die Jagd, erlaubt jedoch unter Absatz 2 das Abschiessen unter strenger Kontrolle. Dazu wird ein Antrag einer Kommission aus Tier- und Naturschutzvertretern unterbreitet. Diese gewährleistet, dass das Abschiessen von Tieren als letzter Ausweg erfolgt, wenn keine andere Lösung mehr möglich ist, um die Schäden in Grenzen zu halten.

Während 37 Jahren hat diese Bestimmung nie zu missbräuchlichen oder dogmatischen Massnahmen geführt. Auch Jagdunfälle ereigneten sich keine! Der Kanton Genf hat vielmehr das Glück, über eine reichhaltige Fauna zu verfügen, ohne dass die Landwirte deswegen zu Schaden kämen. Die Sitzungsgelder der Kommission kommen jährlich auf weniger als tausend Franken zu stehen.

Im Laufe des Jahres 2012 sollte die neue Genfer Verfassung zur Abstimmung gelangen. Dabei werden die Bewohnerinnen und Bewohner des Kantons entscheiden, ob sie die Jagd nach einem 37-jährigen Verbot wieder einführen möchten.

Edito

Cari Soci,
Care amiche e cari amici della Lega,

Come preannunciato sul nostro precedente giornale, abbiamo sporto denuncia penale contro le autorità cantonali e federali, per aver autorizzato sperimentazioni animali volte a testare la tossicità di un filtro solare.

Che un'autorità si faccia pregare per far applicare disposizioni di cui non è convinta è una cosa, ma che trasgredisca la legge con perfetta cognizione di causa è assolutamente inaccettabile. Si capisce l'interesse delle autorità e dei ricercatori di mantenere il pubblico nell'ignoranza per tutto quanto attiene alla pratica della sperimentazione animale.

La legislazione svizzera, « una delle più severe al mondo » stando alle nostre autorità, non prevede alcuna via di ricorso contro un'autorizzazione di esperimento sugli animali rilasciata abusivamente da un cantone. L'unico che può agire è l'Ufficio federale di veterinaria. Ma quando questo stesso ufficio si rende complice di procedure illecite e tenta di minimizzare la propria implicazione, quali possono essere le soluzioni per agire? Nel 2010 abbiamo ottenuto la condanna di un ricercatore a Soletta per gli esperimenti da lui svolti, e finiremo pur per ottenere la condanna delle autorità basilesi ed argoviane nonché dell'UFV ! Ma per questi due casi denunciati, quanti rimangono ignorati dal pubblico perché protetti dal segreto delle procedure?

Cambiare legge è un'evidenza. Come pure introdurre una via di ricorso ed obbligare l'amministrazione ad una maggiore trasparenza. Con il sostegno di parlamentari federali sensibili alla protezione degli animali, l'obiettivo è realista.

Non dimenticate la nostra prossima Assemblea generale che si svolgerà il 24 marzo 2012 ed alla quale siete tutte e tutti cordialmente invitati.

In previsione di questa assemblea, potete prendere visione del rapporto di attività 2011 della Lega nonché dei conti, pubblicati a pagina 38 e 39 del presente numero. La convocazione per l'A.G. è pubblicata in ultima pagina.

Vi auguriamo buona lettura, ed in attesa di vedervi prossimamente, vi inviamo i nostri più cordiali saluti.

Il Comitato

Verbale dell'Assemblea generale straordinaria della Lega svizzera contro la vivisezione e per i diritti dell'animale, del 17 dicembre 2011, presso gli uffici della LSCV a Thônex, Ginevra

Apertura della seduta alle ore 14.05

Membri del Comitato presenti : Max Moret (Presidente), Luc Fournier (Vice Presidente), Maja Schmid (Tesoriera – stesura del verbale)

Soci presenti : 5 soci

Ordine del giorno:

1. Aggiunta del capoverso g all'articolo 2 (Scopi) dello Statuto della Lega del 1978, ossia:

Articolo 2

g) Di difendere gli interessi dei membri e rappresentanti di fronte alle autorità civili, penali o amministrative, al pubblico e alle altre organizzazioni.

Apertura dell'Assemblea generale straordinaria

Il Presidente apre la seduta e ringrazia i presenti, malgrado l'invio tardivo della convocazione. Dati i tempi stretti per organizzare ed annunciare questa AG straordinaria, si era deciso di rendere possibile il voto per corrispondenza. Sono pervenuti 58 bollettini di voto.

1. Aggiunta del capoverso g all'articolo 2 dello Statuto della Lega del 1978

Il Presidente dà lettura del nuovo capoverso. Spiega che detto capoverso è necessario affinché la Lega abbia la qualità per promuovere azioni in giustizia. Questo articolo conferirà alla Lega la possibilità di sporgere querela o ricorrere contro una

Problemi di distribuzione dei giornali di settembre e dicembre 2011

Da settembre 2011, la stampa del nostro giornale è affidata ad un nuovo tipografo. Il risultato è una migliore composizione tipografica ed una qualità di stampa più costante, per lo stesso prezzo. La brutta notizia è che un collaboratore della tipografia si è confuso nella gestione della file per l'indirizzamento dei giornali. Ne è risultato che a quanto pare nessun nuovo socio iscritto dopo giugno 2011 ha ricevuto i nostri giornali di settembre e dicembre 2011, pari a circa 400 iscrizioni.

Il problema riguarda anche tutti i nostri soci che hanno traslocato durante questo stesso periodo. I giornali, inviati al vecchio indirizzo, ci sono stati rinviati. La tipografia ha riconosciuto il problema e preso a carico finanziariamente i costi generati dal suo errore. Inoltre presenta le sue sincere scuse per il disagio provocato.

Dal canto nostro, poiché i giornali di settembre e dicembre erano parzialmente connessi ad una specifica attualità (elezioni del parlamento e convocazione ad una A.G.straordinaria) e ci siamo resi conto del problema di invii soltanto alla fine di dicembre, abbiamo deciso di non rispedire i giornali ai loro destinatari. Li invieremo con piacere a tutti i soci che ne faranno la domanda. È possibile peraltro consultarli o scaricarli in formato pdf direttamente dalla pagina « Edizione » del nostro sito internet.



IMPRINTUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm² **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - **admin@lscv.ch** - **www.lscv.ch** **L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12.** **Quota annua dei Soci :** Minimo CHF 15.-- **CCP 12-2745-6 BIC :** POFICHBEXXX **Istituto :** PostFinance, Nordring 8, 3030 Berna, Svizzera. **IBAN :** CH38 0900 0000 1200 2745 6 **Titolare :** Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal

decisione amministrativa a nome dei suoi soci. Questo riguarda in particolare l'attività dei soci e membri che rappresentano la Lega in seno alle commissioni ufficiali. Per esempio, con lo statuto attualmente vigente, se un nostro rappresentante in seno ad una commissione cantonale sulla sperimentazione animale denuncia una procedura abusiva, la Lega non potrebbe sostenerlo in questa azione.

Un socio deplora l'urgenza con la quale si svolge questa AG straordinaria, peraltro motivo della sua presenza alla riunione. Il Vice Presidente precisa che la Lega ha previsto di sporgere tre denunce penali non appena sarà approvata la modifica dello statuto. Le denunce sono dirette contro le autorità veterinarie di Argovia e Basilea Città nonché contro l'Ufficio federale di veterinaria (UFV). Si tratta di denunciare l'esecuzione di test di tossicità praticati su animali, autorizzati nel 2010 ma resi noti pubblicamente dall'UFV soltanto nel luglio 2011. L'esperimento è autorizzato per una durata di tre anni, ossia fino al 2013. Si sarebbe potuto proporre la modifica dello statuto nel corso della prossima AG nel marzo 2012, ma questo avrebbe ritardato il procedimento penale di 3 mesi allorché il nostro obiettivo è ottenere quanto prima il ritiro dell'autorizzazione. 3 mesi di procedimento supplementari significano ancor più animali utilizzati nella sperimentazione.

Un socio chiede per quale motivo la votazione si svolge a bollettino aperto. Il Presidente spiega che lo Statuto prevede una votazione a bollettino segreto soltanto per l'elezione del Comitato benché il voto per alzata di mano sia da sempre accettato dall'Assemblea. Ciascuno deve sentirsi libero di esprimere il proprio parere, anche se differisce dalla maggioranza o dal Comitato.

Una socia spiega un caso in cui ha denunciato i maltrattamenti inflitti ad un cane. Il proprietario dell'animale a sua volta ha sporto querela contro di lei. Chiede se in un caso come questo la Lega potrebbe intervenire prendendo le difese della sua socia e dell'animale maltrattato. La risposta è che un intervento sarebbe possibile anche se la modifica dello Statuto riguarda principalmente il sostegno ai membri ed ai soci che agiscono per delega a nome della Lega. Ogni caso sarebbe esaminato prima di prendere una decisione in merito.

Non essendovi altre domande relativamente all'aggiunta del capoverso g all'articolo 2 dello Statuto, il Presidente propone di votarne l'approvazione: Sì all'unanimità dell'Assemblea. Sui 58 bollettini di voto per corrispondenza, 54 approvano la modifica dello Statuto e 4 non erano validi. 3 bollettini (voto Sì) non erano firmati e su 1 bollettino entrambe le risposte erano marcate.

L'aggiunta del capoverso g all'articolo 2 dello Statuto della Lega è accettata con 62 Sì.

Nessuno dei presenti desidera riprendere la parola sicché il Presidente chiude l'Assemblea Generale straordinaria alle ore 14.40. I presenti sono invitati ad una degustazione di «faux gras» di GAIA.

► Esperimenti su animali per testare cosmetici

Denuncia penale contro i cantoni di Argovia, Basilea Città e l'Autorità federale

20.12.2011 - Comunicato

Esperimenti su animali per testare cosmetici in Svizzera :

Denuncia penale della Lega svizzera contro la vivisezione contro l'Autorità dei cantoni di Argovia e Basilea Città, e contro l'Ufficio federale di veterinaria (UFV)

In seguito all'autorizzazione di svolgere sperimentazioni animali per testare un nuovo filtro solare rilasciata contravvenendo alla Legge (LPA) ed all'Ordinanza sulla protezione degli animali (OPAn), la Lega svizzera contro la vivisezione annuncia di aver sporto denunce penali contro:

- 1) il veterinario cantonale di Basilea Città, per aver volontariamente sottratto la disamina della domanda di sperimentazione animale al preavviso della sua commissione cantonale, in violazione degli artt.18, cpv.3 e 34, cpv.2 LPA ;
- 2) la veterinaria cantonale di Argovia, per aver rilasciato l'autorizzazione di svolgere queste sperimentazioni animali ;
- 3) l'Ufficio federale di veterinaria, per non aver fatto ricorso contro l'autorizzazione cantonale, come previsto dall'art. 25 LPA, allorché era a conoscenza dell'illegalità dell'autorizzazione rilasciata.

La Lega svizzera contro la vivisezione chiede peraltro che sia ammessa la nullità dell'autorizzazione rilasciata e valida fino al 2013, affinchè questi esperimenti cessino immediatamente.

Richiamo dei fatti

Il 7 luglio 2011, in occasione della pubblicazione delle statistiche del 2010 relative alle sperimentazioni animali, l'UFV annunciava: «*Per la prima volta da lungo tempo sono stati effettuati esperimenti per testare cosmetici*».

Stando alle informazioni comunicate dall'UFV, sono stati autorizzati esperimenti su ratti fino al 2013 dal cantone di Argovia, per valutare la tossicità di un nuovo filtro UV.

Interrogato sulla legittimità di autorizzare esperimenti per prodotti cosmetici, l'UFV ha risposto il 23 agosto 2011 : «*La legislazione svizzera sulla protezione degli animali è una delle più progredite al mondo ed il settore della sperimentazione animale è severamente disciplinato. Ogni sperimentazione è esaminata dalla commissione cantonale. I ricercatori devono dimostrare che i benefici per la società sono superiori alle sofferenze inflitte agli animali nel corso degli esperimenti. Il fatto che diverse istanze siano coinvolte nella procedura di autorizzazione garantisce questo controllo reciproco*».

Autorizzazione rilasciata dal cantone di Argovia : Illegale

Di fatto, il servizio veterinario cantonale di Argovia ha rilasciato l'autorizzazione di effettuare questi esperimenti su animali contravvenendo alle disposizioni legali, con il consenso dell'autorità federale.

L'articolo 34 della Legge sulla protezione degli animali (LPA) esige che i cantoni che autorizzano sperimentazioni animali, istituiscano commissioni «*composte da specialisti, indipendenti dall'autorità incaricata di rilasciare le autorizzazioni ed in seno alle quali le organizzazioni di protezione degli animali siano adeguatamente rappresentate*» . L'autorità cantonale ha l'obbligo di sottoporre ogni nuova domanda di sperimentazione animale alla commissione (art.18, cpv.3 LPA), che «*esamina le richieste e sottopone una proposta all'autorità incaricata di rilasciare le autorizzazioni*». Il preavviso della commissione deve mettere a confronto i benefici dell'esperimento e le sofferenze inflitte agli animali (art.19 LPA). Fatte le dovute verifiche, è risultato che la richiesta di testare questo filtro solare era stata volontariamente

sottratta al preavviso della commissione cantonale. L'autorità argoviana l'ha riconosciuto in una lettera datata 4 novembre 2011. Per giustificarsi si appoggia sul suo regolamento relativo alla commissione per gli esperimenti su animali, che raggruppa per convenzione i cantoni di Basilea Città, Basilea campagna e Argovia. In virtù dell'art.5, cpv.3, l'autorità, rappresentata dal veterinario cantonale di Basilea Città, può autorizzare direttamente un esperimento quando richiesto da una direttiva internazionale. Nella fattispecie che ci occupa, l'immissione sul mercato di questo nuovo filtro UV avrebbe dovuto essere oggetto di test di tossicogenetica sugli animali (OCSE 417) per l'ottenimento di una futura autorizzazione di immissione sul mercato.

I test sugli animali per testare cosmetici sono rigorosamente vietati in tutta l'Unione europea dal 2009

I filtri UV sono ritenuti cosmetici in Svizzera come pure in tutta l'Unione europea motivo per cui, anche conformemente alla Direttiva europea « Cosmetici », i test sugli animali per ingredienti che rientrano nella composizione dei prodotti cosmetici, sono rigorosamente vietati in seno all'U.E. dal 2009.

Questo divieto è interessante per il fatto che obbliga le aziende e gli Stati a dedicare mezzi sufficienti per lo sviluppo di nuovi metodi sostitutivi. Si tratterà per esempio di consentire la realizzazione di test di tossicocinetica in vitro su tessuti umani o in silico, invece di praticare questi test crudeli ed assurdi su ratti.

Dunque è vergognoso che la Svizzera autorizzi test vietati dai nostri vicini europei. E che per di più la Svizzera cerchi di attirare aziende per lo svolgimento sul suo territorio di esperimenti vietati altrove.

L'autorizzazione rilasciata dal cantone di Argovia è ancor più scioccante in quanto non si è assolutamente proceduto ad un'analisi dei pro e contro relativamente al nuovo filtro solare.

28 filtri UV rientrano nella composizione di numerosi prodotti in seno all'Ue.

Per quale motivo metterne a punto un altro? Il filtro testato in Argovia ha previamente dimostrato una migliore efficacia degli altri 28 già esistenti sul mercato ?

Rispondere a questo interrogativo è un obbligo per l'autorità cantonale, in quanto si tratta di determinare il carattere indispensabile di una sperimentazione animale (art. 17 LPAn). Nella sua lettera in data del 16 settembre 2011, l'UFV garantiva che « sono stati rigorosamente soppesati gli interessi in gioco, peraltro illustrati in modo comprensibile ». Nella sua lettera del 4 novembre 2011, l'autorità argoviana spiegava che questo nuovo filtro solare può essere molto efficace e presentare meno effetti secondari. Purtroppo, malgrado tre domande ripetutamente rivolte a queste autorità, è stato impossibile ottenere la minima informazione sulla fondatezza di queste dichiarazioni.

In definitiva, è più che probabile che questi esperimenti non siano stati oggetto della minima analisi di argomentazioni favorevoli e contrarie.

Autorizzazione di sperimentazione animale illegale : l'UFV ed il cantone di Soletta già messi in causa nel 2010

Il 16 marzo 2010, il Dott. Pierre Bize dell'Università di Losanna è stato condannato dal tribunale penale di Soletta a Fr 1000.- di multa per gli esperimenti da lui svolti su uccelli. Questo ricercatore aveva ottenuto l'autorizzazione di praticare incisioni nel vivo su giovani uccelli ancora nel nido, per alloggiare sotto la pelle delle compresse ormonali. Diversi uccelli avevano cercato di fuggire ed erano stati rinvenuti agonizzanti per la strada. Dall'inchiesta svolta durante la procedura, è risultato che malgrado la morte di diversi uccelli, il servizio veterinario cantonale non aveva effettuato il minimo controllo né si era recato sui luoghi per constatare lo stato sanitario degli animali ancora sottoposti all'esperimento. Peggio ancora : sia l'autorità cantonale che federale avevano contravvenuto alla legge in quanto avevano volontariamente sottratto la disamina della domanda di sperimentazione animale al preavviso di una commissione cantonale. L'UFV ed il servizio veterinario di Soletta erano sfuggiti ad una condanna per il semplice fatto che gli autori del reato non erano stati chiamati in causa nella procedura.

E allarmante che le nostre autorità contravvengano a disposizioni legali. La situazione è ancor più inammissibile per il fatto che queste stesse autorità vantano la nostra legislazione descrivendola come « una delle più progredite al mondo » e sostenendo che « il settore della sperimentazione animale è severamente regolamentato ».

Ci auguriamo che questa volta le autorità chiamate in causa dalla nostra denuncia siano condannate affinché sia posto definitivamente termine a questi abusi.

Tutti gli allegati e le lettere citati possono essere consultati sulla homepage del nostro sito internet all'indirizzo www.lscv.ch



► Sondaggio d'opinione dell'organismo DemoSCOPE

La popolazione svizzera non vuole esperimenti sui cani

Secondo il sondaggio d'opinione¹ chiesto da Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin (Medici per la protezione degli animali), la popolazione svizzera è chiaramente opposta all'utilizzazione dei cani per esperimenti che generano sofferenze. Questo rifiuto si rivolge in particolare agli studi di ricerca medica e di tossicità, che rappresentano la maggior parte degli esperimenti in cui sono coinvolti cani.

Il sondaggio è stato svolto nel novembre 2011 dall'organismo DemoSCOPE, su un campione rappresentativo della popolazione composto da 1013 persone sopra i 15 anni residenti in Svizzera tedesca. Delle persone interrogate, soltanto il 10% circa sono proprietari di cani.

Il 70% rifiutano gli esperimenti che causano sofferenze ai cani per studi che rientrano nella medicina veterinaria.

Il 65% respingono gli esperimenti che inducono sofferenze per i cani nell'ambito di studi di medicina umana.

Il 79% rifiuta l'utilizzazione del cane per gli studi di tossicità.

Questi risultati coincidono con lo studio europeo svolto nel 2009 dall'Istituto internazionale di sondaggio YouGov. Il 77% delle 7139 persone interrogate infatti rifiutava gli esperimenti sui cani.

In un altro studio svolto nel 2006 su 42'655 persone nei 25 Stati dell'Unione europea, erano già l'83% a rifiutare questi esperimenti.

1) http://www.aerztesfuer-tierschutz.ch/resources/Meinungsumfrage_Pressemeldung_final_Homepage.pdf



Calamo, gentile, robusto, le sue qualità fanno del Beagle il cane più utilizzato nei nostri laboratori. I test di tossicità si svolgono in gran parte nella regione basilese. Vengono somministrate sostanze a cani di ogni età per valutarne la tossicità.

NO agli esperimenti sui cani

Malgrado il rifiuto della popolazione per questo tipo di esperimenti, diverse migliaia di cani sono utilizzate ogni anno in Svizzera per studi o test di tossicità: 3102 cani nel 2010, 5'399 nel 2009. Se parte dei cani partecipa ad esperimenti giudicati «senza aggravio», per esempio in ambulatorio veterinario, diverse centinaia subiscono esperimenti che ne alterano lo stato di salute. Stando alle statistiche ufficiali dell'Ufficio federale di veterinaria pubblicate nel luglio 2011, 278 hanno subito esperimenti difficilmente sopportabili o dolorosi

(classificati in gradazione 2) nel 2010, e 6 cani hanno subito esperimenti molto dolorosi, che hanno potuto causarne la morte durante lo studio (gradazione 3).

Utilizzare animali per studiare malattie umane o valutare la tossicità di una sostanza chimica è ancor più intollerabile quando si sa che non apporta alcun risultato affidabile e predittivo per l'uomo. Apporta solo ed esclusivamente sofferenze all'animale.

Pollame maltrattato Cambiamento di fornitori per Mc Donald's

Una video girata nel Minnesota in candid camera dall'organismo Mercy for Animals (Pietà per gli animali) nell'allevamento Sparboe Egg Farms, svelava la sorte poco invidiabile del pollame: una gallina legata con una corda che un impiegato si diverte a far volteggiare per aria, cadaveri lasciati diversi giorni nelle gabbie insieme alle galline vive, ecc.

Nel timore della brutta pubblicità legata alla diffusione di queste immagini, Mc Donald's ha annunciato in un comunicato stampa di aver chiesto al suo fornitore Cargill di cessare tutti i rifornimenti di uova presso la Sparboe Egg Farms. Per quanto scioccanti, gli abusi



inflitti agli animali sono purtroppo perfettamente legali, secondo Nathan Runkle, direttore di Mercy for Animals. Non esiste alcuna legge federale che disciplini il modo di trattare il pollame e certi Stati fanno prova di lassismo nei confronti delle loro aziende agricole.

<http://www.mercyforanimals.org/norco/>

► Petizione per la soppressione della caccia nel cantone di Neuchâtel

5'640 firme contro la caccia a Neuchâtel

Lanciata dal gruppo « Alliance neuchâteloise anti-chasse », la petizione, munita di 5'640 firme, è stata depositata il 30 gennaio 2012 presso l'Ufficio del Gran Consiglio del cantone di Neuchâtel.

I firmatari chiedono che «lo sfruttamento delle popolazioni di selvaggina» sia escluso dallo scopo della legge cantonale sulla fauna selvaggia del 7 febbraio 1995, con l'introduzione nella legge della nozione di divieto generale della caccia. La regolazione degli animali rimarrebbe riservata ai casi in cui non dovesse esistere nessun'altra soluzione soddisfacente.

5'640 firme raccolte in soltanto cinque mesi

Il comportamento di una parte dei cacciatori neocastellani non è estraneo al successo di questa petizione: spari nella nebbia, da un veicolo fermo o in prossimità di abitazioni, sono alcune delle critiche che sono state mosse contro i cacciatori. Le critiche non risparmiano il nuovo ispettore della fauna. Proveniente a quanto pare dagli ambienti venatori, moltiplica i provvedimenti assurdi. L'ultima trovata: l'uccisione dei giovani cerbiatti. «Procedendo in questo modo, si eliminano soggetti giovani che in parte sarebbero comunque morti durante l'inverno. Questo metodo limita la pressione sugli adulti che rappresentano il futuro del bestiame» ha dichiarato nel gennaio 2012 al « Courrier neuchâtelois »



Consegna della petizione da parte di Rosita Malcotti (sinistra) e Sylvie Benoît (destra)

allorchè era da molto tempo che non si vedeva un inverno così clemente. E anche se l'inverno si fa carico di una selezione naturale, garantisce peraltro che i giovani che vi sopravvivono siano i più robusti.

Sulla scia del lancio della petizione, è stata depositata anche una petizione «Per l'abolizione della caccia» al Gran Consiglio di Neuchâtel il 9 novembre 2011. Senza grandi sorprese, il Consiglio di stato ha proposto al Gran Consiglio di respingere la mozione. Quest'ultimo non si è ancora pronunciato.

Statistiche sui procedimenti penali nel 2010 nell'ambito della protezione degli animali in Svizzera

Le ultime statistiche relative ai procedimenti penali pubblicate dall'Ufficio federale di veterinaria sono molto istruttive. In seguito al rifiuto massiccio per votazione popolare del 7 marzo 2010, dell'istituzione di un avvocato per la protezione degli animali, è stato detto e ripetuto che gli animali sono sufficientemente protetti grazie al nuovo diritto federale poiché i cantoni hanno l'obbligo di denunciare penalmente tutti i maltrattamenti constatati.

Le statistiche stanno invece ad indicare che nulla è veramente cambiato e che sussistono tuttora forti disparità tra i cantoni.

I cantoni di Zurigo, Berna, San Gallo ed Argovia sono i cantoni che istruiscono il maggior numero di procedimenti penali, anche se riguardano per lo più proprietari di cani. Le aziende agricole che detengono animali da reddito, dove sono osservate le infrazioni più gravi alla legge, sembrano relativamente risparmiate, per non dire completamente protette da certi cantoni. All'altro estremo delle statistiche, si scopre che in cantoni come Vallese, Basilea Città, Giura o Ginevra, i procedimenti sono praticamente inesistenti.

Ginevra, Vallese, Glarona e Obvaldo fanalini di coda

Il cantone di Ginevra non si distingue solo per l'assenza di attività. Sui 18 procedimenti penali aperti, riesce l'exploit di farne archiviare 10 e concluderne 2 con l'assoluzione! In fin dei conti, questo cantone terrà 6 condanne, a fronte di 212 per Berna, 134 per Zurigo e 110 per Argovia. Peggio di Ginevra, troviamo Uri e Sciaffusa con 4 condanne, il Vallese con 3, seguiti da Glarona e Obvaldo con una sola condanna.

Procedimenti penali in Vallese

Nella sua edizione del 7 marzo 2011, il quotidiano « Le Nouvelliste » riferiva lo scambio verbale surrealista svoltosi tra il veterinario cantonale vallesano Jérôme Barras, e gli allevatori della Federazione svizzera di allevamento della razza di Hérens, in occasione della sua Assemblea generale.

« Il Vallese è regolarmente criticato perché è il fanalino di coda per il numero di denunce sporte ogni anno. Rispondo ai miei interlocutori che abbiamo pochissime situazioni critiche ma siamo seri. Tra 50 e 70 allevatori nuociono all'immagine della vostra professione. Entro la fine del mio mandato tra cinque anni, voglio sradicare tutti questi casi. » ha dichiarato il veterinario cantonale. « Non intendo fare da fusibile sul quale convergono tutte le pressioni ». « Oh poveretto », si sentiva dire in sala.

« Non sono sempre d'accordo con le regole imposte ma ho l'obbligo legale di denunciare i reati al procuratore » proseguiva il veterinario cantonale. I risultati degli ultimi controlli di detenzione di tori erano affissi al

muro. Su 161 controlli, quattro animali erano custoditi senza congegne, ciò che è vietato dalla nuova legge, e nove erano detenuti senza area d'uscita. « Lo stesso caso è stato giudicato a Zurigo. Il proprietario è stato condannato per crudeltà verso gli animali. » Risposta dei presenti : « Dov'è questo giudice? »

Quali controlli in Vallese?

Dato il ritmo dei controlli per azienda agricola, ossia uno ogni dieci anni, gli allevatori vallesani, seppur risparmiati dall'autorità cantonale, malgrado tutto trafficano i documenti ufficiali. Quanto all'obbligo di portare fuori il bestiame almeno 30 giorni durante i cinque mesi in-

vernali, uscite che l'allevatore deve iscrivere a registro, il veterinario cantonale ha aggiunto « tutti sanno che attualmente questi registri di uscita sono registri di bugie. E non voglio più coprirle. » Meno male.

Seguito qualche mese prima da una giornalista del Nouvelliste, un impiegato del servizio veterinario cantonale svelava metodi di controllo per lo meno soprendenti. In visita in un'azienda agricola che detiene cavalli, e reputata problematica, l'impiegato constata un problema a livello di riparo per gli equini. Non fa osservazioni né fornisce indicazioni al proprietario. «Non serve a niente. Sarà informato per iscritto. Lo scopo è mantenere buoni rapporti con la gente perché dobbiamo far evolvere la mentalità nel lungo termine» ha spiegato.

I buoni rapporti con gli allevatori, il servizio veterinario cantonale li intrattiene anche incaricandoli di effettuare i controlli al suo posto. «Il vantaggio di questo sistema è che sono persone che conoscono la situazione» spiegava il veterinario cantonale. Verissimo. Ma non c'è rischio di conflitto di interessi quando si controllano i propri pari? «Gli esperti non lavorano mai in un distretto nelle vicinanze della loro azienda e devono prima di tutto compilare una check-list elaborata per tutta la Svizzera», spiega Barras. Eccoci dunque rassicurati.



Rapporto d'attività 2011 della Lega svizzera contro la vivisezione

Segreteria ed ufficio

Il funzionamento dell'ufficio non è cambiato rispetto al 2010. Max Moret, Presidente, è in ufficio tutte le mattine dalle 8.00 alle 10.30. Segue da vicino tutti i dossier e garantisce il corretto funzionamento della Lega. Luc Fournier, Vice-presidente, è presente tutti i lunedì e mercoledì. Si occupa della redazione ed impaginazione del giornale e di altre pubblicazioni, del sito Internet e delle azioni nel campo della sperimentazione animale.

Maja Schmid assume la gestione amministrativa. Si tratta dell'unico posto di lavoro remunerato in seno alla Lega, con un tasso d'occupazione del 90%. L'attività amministrativa della Lega costituisce un importante onere di lavoro. Riceviamo quotidianamente numerose telefonate, lettere e mail, molte delle quali vanno trattate rapidamente. La gestione e la registrazione dei nuovi soci, il controllo amministrativo delle azioni in corso e l'organizzazione di eventi esigono che il Comitato possa contare su una segreteria efficace. Per quanto riguarda le lettere o mail ricevute dai nostri soci, cerchiamo di rispondere nei tempi più brevi. Se un invio non ha ricevuto risposta entro la settimana successiva, non esitate a farcelo sapere. È possibile che non l'abbiamo ricevuto, soprattutto se si tratta di una mail. I nostri filtri anti-spam sopprimono talvolta per errore un messaggio prima che giunga a destinazione.

Assemblea generale

L'A.G della Lega si è svolta il 26 marzo 2011. In questa occasione, i membri del Comitato che hanno ripresentato la propria candidatura sono stati rieletti all'unanimità.

Il 17 dicembre si è svolta una A.G.straordinaria nel corso della quale è stata accettata la modifica dell'articolo 2 dello Statuto della Lega.

Comitato

Il Comitato nazionale si è riunito il 26 marzo ed il 19 novembre 2011. I principali punti discussi riguardavano la riconferma dell'aiuto concesso ai rifugi ed alle campagne di sterilizzazione, il monitoraggio delle azioni in corso, l'adesione all'ECEAE, lo stanziamento di fondi per perizie scientifiche, l'attività del bus itinerante e l'elaborazione della prossima campagna anti-pelliccia.

Abbiamo appreso con tristezza la scomparsa del nostro amico e membro del Comitato Egon Naef, sopraggiunta il 16 dicembre 2011.

Attualmente, il Comitato è composto dalle seguenti persone: Presidente : Maxime MORET, Vice Presidente : Luc FOURNIER, Tesoriere: Maja Schmid, Segretaria del Comitato: Laurianne Parent (NICOULIN), Membri : Sylvie BE-NOÎT, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER e Suzanne WACHTL.

Soci

La Lega ha accolto 635 nuovi soci nel 2011 ai quali auguriamo il benvenuto ringraziandoli calorosamente per il loro coinvolgimento. Per noi queste nuove iscrizioni sono un incoraggiamento a proseguire le nostre attività.

Contabilità

Ogni anno i nostri conti sono controllati e presentati al Dicastero delle Finanze di Ginevra. Questo ci consente di usufruire dell'esonero

fiscale. Cogliamo l'occasione per ricordarvi che avete la possibilità, conformemente alla legge vigente nel vostro cantone, di detrarre dalla vostra dichiarazione fiscale tutti i doni (generalmente) superiori a Fr 100.-- fatti alla Lega. Per conoscere le modalità detratte, basta che vi mettiate in contatto con la vostra amministrazione fiscale.

Finanze

Benché nel 2011 il finanziamento delle azioni ed attività della Lega superi di poco Fr 900'000.-, i conti presentano un saldo positivo di Fr 474'105,01. Questo risultato è dovuto ai numerosi lasciti ricevuti nel 2011, per un totale di poco più di un milione. La pubblicazione del presente rapporto ci offre l'occasione di esprimere tutta la nostra gratitudine alle persone che sostengono la Lega al momento di redigere il loro testamento. I lasciti garantiscono gran parte delle nostre attività e ci consentono di mantenere la nostra quota di iscrizione ad un livello molto basso, permettendo a ciascuno di apportare il proprio sostegno alla lotta contro la vivisezione.

VETO

Maja Schmid ha rappresentato la Lega alle riunioni di VETO (Verband Tierschutz - Organisationen Schweiz / Federazione di protezione degli animali – Organizzazioni svizzere), svoltesi il 17 gennaio, 16 maggio e 10 ottobre 2011, presso la sede della Federazione a Zurigo. Previa concertazione tra i membri, si è deciso di por termine alle attività di VETO. Per memoria, VETO raggruppava i cinque organismi seguenti: Animalfree Research, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Me-

dizin, Tierschutzbund Zurich, Ocean Care e la LSCV. Negli ultimi anni, VETO era attiva principalmente a livello di Parlamento federale. Con la sospensione delle attività del gruppo parlamentare per la protezione degli animali ed alla fine del contratto che lega VETO ad un servizio di lobby in seno al Parlamento, la Federazione si era parecchio svuotata della propria sostanza. Diventava difficile mantenere la motivazione necessaria per impegnarsi in azioni comuni, poiché ciascuno era già regolamente coinvolto in collaborazioni al di fuori di VETO. L'intesa tra le nostre cinque associazioni rimane comunque eccellente e non escludiamo di portare avanti azioni comuni anche in futuro.



Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale

La Lega ha inoltrato richiesta di adesione all'ECEAE, nel corso della sua riunione svoltasi dal 10 al 12 maggio 2011, presso la sede londinese del British Union for the Abolition of Vivisection (BUAV). In questa occasione, Maja Schmid e Luc Fournier hanno presentato le attività della Lega. La nostra adesione è stata accettata ed è dunque Maja ad essere incaricata di seguire da vicino le azioni dell'ECEAE. Ha peraltro partecipato alla seconda riunione annua della coalizione, svoltasi a Varsavia dal 27 al 29 ottobre 2011. Per ciascuna di queste riunioni è stato predisposto un resoconto pubblicato sui nostri giornali di giugno e dicembre.

Commissioni

L'attività nazionale della Lega ci offre la possibilità di proporre candidati per certe commissioni non solo federali ma anche cantonali, segnatamente a Ginevra, dove la Lega ha sede.

Dal 2002 Luc Fournier rappresenta la Lega in seno alla **Commissione di controllo della sperimentazione animale del Cantone di Ginevra**, mentre dal 2009 Daniel Favre rappresenta la Lega in seno alla **Commissione di controllo della sperimentazione animale del Canton Vaud**. Oltre al canton Vaud, questa commissione è peraltro chiamata a dare un preavviso sulle richieste di esperimenti inoltrate dai ricercatori dei cantoni di Neuchâtel e Vallese, nonché controllare gli esperimenti che vi si svolgono.

Il 21 novembre Luc ha incontrato il Dott. Giovanni Peduto, il nuovo veterinario cantonale del canton Vaud da gennaio 2011, per discutere insieme a lui del controllo della sperimentazione animale da parte del servizio veterinario, e del funzionamento della commissione del canton Vaud. Nel corso dell'incontro, il veterinario cantonale ha annunciato l'istituzione di due nuovi posti in rapporto con il settore della sperimentazione animale. La situazione rimane comunque inaccettabile su certi punti. E' emerso che la commissione non controlla il minimo stabulario né il minimo esperimento nei cantoni di Neuchâtel e Vallese, anche se questi controlli sono prescritti dalla legge. Questa è una vera e propria manna in particolare per l'autorità di Neuchâtel, che, sbarazzandosi della propria commissione alla fine del 2009, si è sbarazzata nel contempo di qualsiasi eventuale controllo indipendente. Un altro fatto preoccupante è che il Dott. Bize condannato nel marzo 2010 per le sperimentazioni da lui effettuate nel cantone di Soletta, svolge da oltre un anno nuovi esperimenti su uccelli presso l'Università di Losanna. Malgrado una condanna penale, l'autorità del canton Vaud non era al corrente, a quanto pare, dell'attività di ricercatore né sembra aver proceduto al minimo controllo.

Oltre alla partecipazione alle sedute di lavoro sul piano cantonale, Daniel e Luc hanno preso parte alle riunioni del **KTT** (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen) che raggruppa i membri attivi nella protezione degli animali e facenti parte delle commissioni dei cantoni di Basilea, Zurigo, Berna, Vaud, Ginevra e Friborgo. Una prima riunione si è svolta il 23 marzo a Zurigo, presso la sede della Fondazione Tier im Recht, ed una seconda si è svolta il 26 ottobre 2011 a Friborgo.

Queste riunioni offrono l'opportunità di discutere di dossier o di problemi riscontrati in seno alle commissioni cantonali, dove i rappresentanti della protezione degli animali sono sempre minoritari. Sono inoltre un'occasione per stabilire contatti tra membri di associazioni provenienti da tutta la Svizzera.

In seguito alle dimissioni di un membro rappresentante di un organismo di protezione degli animali in seno alla **Commissione federale sulla sperimentazione animale**, abbiamo nuovamente proposto (1° tentativo nel giugno 2009) la candidatura di Daniel il 30 marzo. Secondo tentativo, secondo rifiuto. L'Ufficio federale di veterinaria (UFV) non vuole che la Lega svizzera contro la vivisezione sia presente in seno alla commissione federale. E poiché il Consiglio federale lascia l'UFV interamente libero di decidere delle nomine, è poco probabile che questa commissione si svegli presto dal suo torpore.

Commissione ginevrina per la protezione degli animali (CCPA)

L'operatività di questa commissione rimane unica in Svizzera in quanto già da una ventina d'anni consente ai suoi componenti di controllare tutte le aziende che detengono ani-

mali a scopi professionali. Il nostro precedente rapporto d'attività sollevava già l'ipotesi della fine programmata di questa commissione e delle azioni portate avanti dalla Lega e dal rifugio di Darwyn per mantenerne in vita le attività. E quanto è stato ottenuto nel maggio 2011. Ma in fin dei conti, questa commissione rischia di scomparire nella più perfetta legalità, in seguito alle manovre del servizio veterinario cantonale e dell'Ufficio federale di veterinaria (UFV). Eppure una nuova ordinanza relativa alla formazione (RS 916.402), il cui contenuto contravviene all'art. 38 della Legge federale sulla protezione degli animali è stata adottata dal Consiglio federale il 16 novembre 2011. La sua attuazione di fatto vieta ad un rappresentante della protezione degli animali di far parte della CCPA, per via di un «conflitto di interessi!» Stiamo esaminando i rimedi giuridici per ricorrere contro queste nuove disposizioni e prevediamo di sollecitare interventi parlamentari per obbligare l'UFV a modificare il contenuto di questa ordinanza.

Dal 2006 Luc rappresenta la Lega anche in seno alla **Commissione per la diversità biologica** ed alla **sotto-commissione della fauna**. Poiché la caccia è vietata in questo cantone dal 1974 in seguito ad una votazione popolare, il ruolo della sotto-commissione consiste nell'individuare soluzioni che consentano di evitare l'uccisione di animali selvatici quando sono troppo numerosi o danneggiano le colture.

Presa di posizione LSCV

Nel corso del 2011 sono state indette diverse procedure di consultazione. La Lega ha tra l'altro formulato prese di posizione sulle seguenti leggi ed ordinanze:

Consultazione sulla politica agricola 2014 – 2017

Nella presa di posizione comunicata all'Ufficio federale dell'agricoltura il 29 giugno 2011, la Lega ha sostenuto la posizione degli organismi di protezione degli animali volta segnatamente a sopprimere il taglio delle corna dei bovini ed a sostenere più efficacemente le misure a favore del benessere animale tramite pagamenti diretti.

Revisione dell'ordinanza federale sulla caccia

Nella presa di posizione comunicata all'Ufficio federale dell'ambiente (UFAM) il 4 luglio 2011, la Lega ha contestato sia il fondo che la forma del progetto della nuova ordinanza. Elaborato per soddisfare gli ambienti della caccia, il progetto addirittura contiene diverse disposizioni contrarie alla Legge sulla caccia, come per esempio la riduzione dei periodi di protezione per certe specie cacciabili. Stando al rapporto sulla procedura di consultazione comunicato dall'UFAM il 15 luglio 2011, la nuova ordinanza sarebbe stata oggetto di numerose contestazioni sicché la sua entrata in vigore prevista

per il 1° gennaio 2012 è stata rinviata a data indeterminata. Nell'immediato, stiamo valutando le vie di ricorso possibili contro l'ordinanza, qualora dovesse entrare in vigore nella versione attuale.

Friborgo : Avamprogetto di legge di introduzione della legislazione federale sulla protezione degli animali. La presa di posizione della Lega quanto all'attività ed al funzionamento della nuova commissione cantonale degli esperimenti sugli animali, è stata comunicata al Consiglio di Stato friborghese il 21 settembre 2011.

Azioni varie

Nel corso del 2011 abbiamo sostenuto diverse petizioni, pubblicandole sul nostro giornale o mettendole on-line sul nostro sito internet. Tra queste, la **petizione per l'abolizione della caccia a Neuchâtel**, co-organizzata da Sylvie Benoît della delegazione neocastellana della Lega.

Sempre relativamente alla tematica della caccia, abbiamo portato avanti diverse azioni in risposta al **tentativo di ripristinare la caccia nel Cantone di Ginevra**, tramite la revisione della sua costituzione. Una prima azione, che si è avvalsa anche di una distribuzione a tutte le famiglie del cantone, mirava a contestare la soppressione del divieto della caccia nel primo progetto di costituzione reso pubblico. La seconda, portata avanti in novembre, mirava a rintrodurre il divieto formale nel testo. Alla fin fine, se il divieto della caccia è stato effettivamente rintrodotto, lascia comunque all'amministrazione la facoltà di decidere delle misure di regolazione, svuotando pertanto il divieto di ogni significato. Il progetto finale di costituzione sarà sottoposto a votazione popolare nel corso del 2012. Se l'attuale divieto non è ripristinato, la Lega militerà per il rifiuto del testo.

Durante l'anno, ci siamo rivolti alla maggior parte dei cantoni che autorizzano esperimenti sugli animali per ottenere informazioni sull'attività delle loro autorità e sul funzionamento delle commissioni cantonali. Abbiamo messo in parallelo queste informazioni con quelle ottenute per vie non ufficiali, ciò che ha confermato i nostri dubbi quanto a numerose violazioni della legislazione.

Una prima azione è stata indetta sotto forma di **denuncia penale contro i servizi veterinari dei cantoni di Basilea Città e Argovia nonché contro l'Ufficio federale di veterinaria**, per violazione della legislazione in materia di autorizzazione di sperimentazioni animali. Nel 2012 porteremo avanti azioni contro altre autorità cantonali.

Come ogni anno, l'ufficio della Lega ha ricevuto diversi giovani studenti e studentesse per aiutarli a preparare un lavoro o una conferenza sulla tematica della sperimentazione animale. La Lega è stata peraltro sollecitata da diversi studenti stranieri. A seconda delle richieste, fornisce materiale informativo su supporto cartaceo (libri, opuscoli) o multimediale (CD sui metodi sostitutivi, DVD).

Revisione dell'ordinanza sulla caccia

Messo in consultazione dal 18 aprile al 15 luglio 2011, il progetto di revisione dell'ordinanza sulla caccia predisposto dall'Ufficio federale dell'ambiente (UFAM) sorprende a più di un titolo. « *L'ordinanza deve essere adeguata alle esigenze odierne* », dichiarava l'UFAM al momento della messa in consultazione. Sarebbe stato più corretto dire che deve essere adeguata « alle esigenze dei cacciatori ».

Partite di caccia

Le specie protette si nutrivan di selvaggina? I cacciatori potranno spararle se « *causano gravi perdite nell'utilizzazione dei monopoli cantonali della caccia e della pesca* ». L'UFAM giustifica queste uccisioni per preservare il « *diritto dei cantoni ad un'utilizzazione cinegetica equilibrata* ». In parole chiare, la caccia non mira la regolazione della fauna bensì a consentire a privati, contro pagamento, di sparare su animali vivi.

Disposizioni illegali

Altra novità: la riduzione dei periodi di protezione (periodi in cui la caccia è vietata) per i cinghiali ed i cormorani. In questo specifico caso, la modifica è ancora più scioccante in quanto contravviene deliberatamente all'art.5 della legge sulla caccia. Un'ordinanza non può contenere disposizioni contrarie alla legge cui si riferisce: prima si cambia la legge e poi si adatta l'ordinanza. Evidentemente per l'UFAM è un problema poiché ad avere la competenza di modificare una legge è il Parlamento federale. E nella fattispecie, non è affatto certo che il Parlamento sostenga questi eccessi. Pertanto l'UFAM sembra aver ritenuto più semplice trafficare l'ordinanza secondo i propri auspici ed interessi personali. E se questo comporta una violazione della legge, a quanto pare non è un problema.

Il coltello per finire l'animale

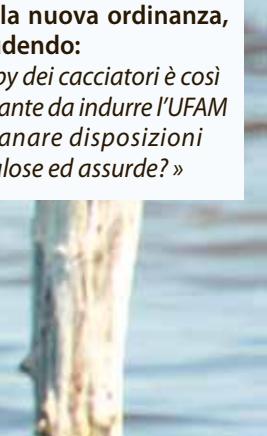
Sarà peraltro possibile pugnalare « *al torace* » un animale ferito se « *lo sparo per dare il colpo di grazia costituisce una minaccia per l'uomo o beni di un certo valore* ». In quale caso un tiro potrebbe essere una minaccia se si può avvicinare un animale ferito sufficientemente per poterlo pugnalare? L'interrogativo rimarrà senza risposta. Nessun esempio realista è stato comunicato dall'UFAM nel suo rapporto esplicativo.

Dissotterramento di volpi e tassi

Il dissotterramento con un cane da caccia delle volpi e dei tassi continuerà ad essere autorizzato malgrado la barbarie di questo metodo. Per l'UFAM, l'uccisione in Svizzera di 30'000 volpi ogni anno è resa necessaria dal fatto che questi animali sono nocivi e colpevoli di decimare la piccola fauna, tra cui le lepri. Il cantone di Ginevra che non caccia le volpi ma che accoglie la più importante popolazione di lepri in Svizzera dimostra che le affermazioni dell'UFAM sono parziali. Ma c'è da stupirsi? Basta consultare l'organigramma di questo Dipartimento per trovarvi ferventi difensori della caccia a tutti i livelli, come Reinhard Schnidrig, capo della sezione caccia, fauna selvatica e biodiversità in foresta.

Nella sua presa di posizione del 4 luglio 2011 comunicata all'UFAM, la LSCV ha contestato sia il fondo che la forma della revisione della nuova ordinanza, concludendo:

« *Il lobby dei cacciatori è così importante da indurre l'UFAM ad emanare disposizioni scandalose ed assurde?* »



Il 14 aprile 2011, il Tribunale amministrativo federale annullava l'autorizzazione rilasciata dall'UFAM relativa alla regolazione dei cormorani sul lago di Neuchâtel. Il TAF ha peraltro ripreso l'UFAM per aver esagerato i danni fatti da questi uccelli (A-2030/2010)

Sostegno ai metodi sostitutivi

Potete prendere visione qui appresso del rapporto di attività 2011 della Rete internazionale InterNICHE, e di un resoconto delle attività della Cattedra di insegnamento dei metodi alternativi presso l'Università di Ginevra, ai quali la Lega ha rinnovato il proprio sostegno finanziario nel 2011.



Rivista ALTEX

Principale rivista scientifica in materia di metodi sostitutivi, è pubblicata in inglese e tedesco e distribuita in tutto il mondo tramite abbonamento, in versione cartacea o elettronica. Il dott. Daniel Favre è membro del suo Comitato direttivo fin dalla creazione di ALTEX Edition alla fine del 2006.

Rapporto d'attività 2011 InterNICHE

Relativo ai fondi elargiti dalla Lega svizzera contro la vivisezione, per la sostituzione delle dissezioni di animali nelle scuole ed università

Fine programmata delle dissezioni nelle facoltà di zoologia in India

Dopo diversi anni di campagne di informazione regolarmente indette sui metodi sostitutivi nell'istruzione e nella distribuzione di materiale di sostituzione da organismi come InterNICHE, il Consiglio accademico incaricato di definire i programmi di zoologia insegnati in India ha deciso nel 2011 di rinunciare alle dissezioni come metodo di studio nelle università. Per InterNICHE, che era intervenuto nel 2010 in quanto esperto consulente del comitato speciale sulla dissezione, questa decisione è una grande soddisfazione ed un incoraggiamento per il proseguimento delle sue attività. Il numero di animali uccisi ogni anno in India per le dissezioni è stimato a 17 milioni.

Sostituzione di 40 000 animali in Russia ed Ucraina

Stando ad un calcolo effettuato nel 2011 si stima che circa 40 000 animali siano risparmiati ogni anno grazie agli accordi ufficiali siglati tra InterNICHE e le università russe ed ucraine. La sottoscrizione di contratti ed il coinvolgimento dei media nazionali ed internazionali, che InterNICHE va sviluppando dal 2005, hanno registrato progressi considerevoli negli ultimi anni. Un poster su questa tematica è stato presentato nel corso dell'8º Congresso mondiale sui metodi alternativi.



Nuovo sito Internet di InterNICHE

Uno dei principali obiettivi del 2011 era l'allestimento del nuovo sito Internet di InterNICHE che è stato messo on-line all'inizio del 2012. Il sito offre due banche dati libero accesso: « Alternatives » (Metodi sostitutivi), che contiene informazioni dettagliate su oltre de 1000 metodi di sostituzione; e « Studies » (Studi), che contiene le sintesi dei lavori scientifici a favore di questi metodi. La prima è parzialmente disponibile in francese ed in tedesco, poiché si basa sull'importante opera « From Guinea Pig to Computer Mouse » (Dalla cavia alla mouse). Vi sono stati aggiunti cinquecento nuovi metodi di sostituzione, in attesa di traduzione.

8º Congresso mondiale sui metodi alternativi

InterNICHE ha coorganizzato l'esposizione multimediale nel corso dell'8º Congresso mondiale sui metodi alternativi, svoltosi a Montreal dal 21 al 25 agosto 2011. È stato un importante contributore in termini di presentazioni orali e di poster. La mostra poneva l'accento sulla transizione verso i metodi di sostituzione, per la quale la biblioteca « InterNICHE Alternatives Loan System » (Sistema di prestito di materiale di sostituzione) è servita da base documentaria. L'iniziativa è stata ripetuta in altri 7 paesi, in cui sono state allestite nuove biblioteche.

Campagne di informazione in Medio Oriente ed in Cina

Iran

E' stata una vera e propria prima storica: sono state infatti organizzate diverse conferenze sui metodi di sostituzione, corredate da mostre multimediali, in Iran. Questi eventi, che hanno dato luogo a servizi televisivi, hanno peraltro consentito a InterNICHE di stringere legami con altre università del paese e stabilire buoni contatti con organizzazioni militanti tra cui l'« Iranian Anti-Vivisection Association », un'associazione pioniera. I militanti locali portano avanti i loro interventi presso le università ed i docenti, in attesa di una prossima missione formativa or-



ganizzata da InterNICHE, se la situazione politica internazionale lo consente. Informazioni sulle azioni in Iran, Messico, Russia e Portogallo sono disponibili on-line al seguente indirizzo :

<http://www.interniche.org/en/news/interniche-outreach-mexico-portugal-russia-iran>

Pakistan e Egitto

Le conferenze sui metodi di sostituzione previste per il 2011 in Pakistan non hanno potuto avere luogo per motivi finanziari. Nessun viaggio è stato peraltro effettuato in Egitto per proseguire le azioni avviate. Sussiste comunque un'attività locale in questi due paesi e molti progetti sono in preparazione. Sono in corso traduzioni verso l'arabo, alfine di preparare il terreno per le future campagne di sostituzione.



Cina

InterNICHE ha co-presieduto la conferenza « Asia for Animals » (l'Asia in favore degli animali), svoltasi in Cina. Questa sessione ha consentito di portare avanti azioni informative e di stabilire contatti con numerosi militanti e docenti non solo in Cina ma anche in altri paesi asiatici. Rappresenta gli esordi delle attività di InterNICHE in Cina. Saranno programmate e sviluppate future partnership e possibili campagne di informazione in Asia.

Obiettivi 2012

I fondi ricevuti dalla LSCV saranno dedicati allo sviluppo del nuovo sito Internet, alla produzione del primo filmato sulle alternative in medicina veterinaria, alle azioni di sostituzione in India ed alla prima campagna di informazioni in Asia centrale.

Estensione del sito Internet

E' prevista la messa in linea di nuovi contenuti, nuove funzionalità e traduzioni. Sarà effettuato un importante volume di traduzioni verso lo spagnolo, il russo ed il tedesco, nonchè verso il cinese ed il francese se troviamo buoni traduttori volontari. Il costante aggiornamento delle banche dati « Alternatives » e « Studies » consentirà a InterNICHE di proporre le informazioni più complete e più recenti per promuovere la transizione verso i metodi di sostituzione.

Filmato sulle alternative in medicina veterinaria

Questo filmato di 30 minuti, in corso di realizzazione, rispecchierà gli anni di operato di InterNICHE e permetterà di divulgare su scala mondiale un messaggio in favore dei metodi di sostituzione, con una distribuzione diretta ai docenti.



Sostituzione delle dissezioni in India

Il progetto volto a por fine alle dissezioni nelle facoltà di zoologia indiane comporterà un'importante distribuzione di materiale di sostituzione per iniziare a ridurre l'utilizzazione di 17 milioni di animali.

Altre azioni previste

Una campagna di informazione in Uzbekistan e Kirghizistan presenterà i metodi di sostituzione in una regione assolutamente a digiuno di informazioni su questa tematica, in cui numerosi sono gli atti di crudeltà verso gli animali nei settori della scienza e dell'educazione. Sarà lanciato un progetto in Liberia volto a presentare un'educazione etica e le alternative alla violenza in una regione segnata dai conflitti. Sono previsti altri seminari e mostre dedicati ai metodi sostitutivi in Canada, Messico, Danimarca, Iran, Cina e Sudafrica.

Conclusioni

Le nostre realizzazioni ed i nostri progetti sono possibili in parte grazie alla nostra collaborazione con i docenti, nell'intento di conseguire il doppio obiettivo di allestire un insegnamento migliore e sostituire la sperimentazione animale. Questi successi sono stati resi possibili dall'esistenza di una dinamica positiva tra da una parte un coordinamento a livello internazionale e d'altra parte la rete decentrata costituita dai contatti nazionali e dalle risorse di InterNICHE.

I sostegni finanziari essenziali come quello della LSCV sono vitali per sostenere la crescita della nostra rete e realizzare progetti specifici. Il suo finanziamento rinnovato nel 2012 ci permetterà di portare avanti i progetti in corso e di cogliere le opportunità che si presenteranno.



Nick Jukes,
Coordinatore InterNICHE

Cattedra Doerenkamp-Naef-Zbinden

La prima cattedra universitaria di docenza dei metodi alternativi in Svizzera è stata inaugurata nel marzo 2009 presso l'Università di Ginevra. Il finanziamento annuo di Fr 300'000.- per questa cattedra è garantito grazie a fondi privati, provenienti dalle Fondazioni Doerenkamp e Naef, LSCV, SVPA, Suzanne Wachtl e la LVDACV. Per il terzo anno di attività, il Prof Pierre Cosson, titolare della cattedra, descrive l'offerta di insegnamenti e formazioni a disposizione di studenti e ricercatori.



Insegnare i metodi alternativi alla sperimentazione animale

Nell'ambito di questa cattedra universitaria, portiamo avanti attività di insegnamento dei metodi alternativi alla sperimentazione animale a diversi livelli: sensibilizzazione dei giovani studenti, formazione di giovani scienziati, seminari specializzati per professionisti più confermati. Queste attività, allestite negli ultimi anni, sono state ampliate quest'anno.

Nel secondo e terzo anno di medicina, abbiamo istituito un corso facoltativo (non obbligatorio) d'introduzione ai metodi alternativi (32 ore in un semestre). Quest'anno siamo stati confrontati ad un problema riconfortante: dopo il successo della prima edizione, pur avendo raddoppiato la capacità d'accoglienza (12 studenti), non abbiamo potuto soddisfare la domanda di tutti gli studenti. Prevediamo di aumentare ulteriormente le capacità di accoglienza a partire dall'anno prossimo.

Per quanto attiene agli studenti in fase di tesi, il nostro laboratorio accoglie tre studenti che lavorano su diversi aspetti dei modelli alternativi da noi sviluppati (utilizzazione di modelli non mammiferi per lo studio delle malattie infettive). Citiamo in particolare un articolo pubblicato all'inizio del 2012, in cui si dimostra che le dafne possono sostituire i topi per lo studio di certe malattie infettive.

Per ricercatori confermati, si è svolto l'incontro annuale di una giornata sullo sviluppo di metodi alternativi per lo studio delle malattie infettive nella primavera 2011 a Ginevra, abbinato ad un incontro della scuola dottorale e di una rete di ricerca applicata. Ciò ha consentito di presentare lavori sui modelli alternativi ad un ampio pubblico.

Produzione di anticorpi *in vitro*

Uno degli obiettivi specifici del nostro laboratorio consiste nello sviluppare e divulgare un nuovo metodo *in vitro* (banche di fagi) che consente di sostituire gli animali per produrre anticorpi. Quest'anno abbiamo compiuto un ulteriore passo in avanti grazie all'allestimento, a partire da gennaio 2012, di un servizio pilota aperto agli scienziati dell'Università, con il sostegno del rettorato e del decanato della Facoltà di Medicina. Nel corso dei prossimi due anni, il nostro obiettivo è sviluppare un servizio aperto che consenta di sostituire l'utilizzazione di animali per la produzione di anticorpi, che potrebbe poi essere esteso su più ampia scala (Svizzera, Europa...).

Tra i nuovi progetti per l'anno a venire, rendiamo omaggio all'istituzione di un nuovo corso a Ginevra destinato ad insegnare l'uso dei metodi alternativi nel campo della tossicologia. Questo settore, in cui si utilizza un gran numero di animali per valutare la tossicità dei prodotti, presenta un immenso potenziale di riduzione della sperimentazione sugli animali. Con la partecipazione della nostra cattedra, questo corso riunisce diversi docenti provenienti dal mondo imprenditoriale o accademico.

In conclusione, a tre anni dall'istituzione della cattedra Doerenkamp-Naef-Zbinden, i nostri progetti proseguono in modo soddisfacente. L'insegnamento dei metodi alternativi progredisce. La nostra piattaforma di sostituzione degli animali per la produzione di anticorpi entra in fase pilota. Infine, i nostri lavori di ricerca, pubblicati su diverse riviste internazionali, consentono una divulgazione su ampia scala di questi diversi metodi.

Prof. Pierre Cosson, Cattedra Doerenkamp-Naef-Zbinden
Facoltà di Medicina di Ginevra



Bus itinerante e stand

L'attività del bus itinerante è iniziata il 14 maggio per uno stand a Losanna. Successivamente sono stati allestiti una quindicina di stand informativi fino al mese di ottobre, in città come Neuchâtel, Sion, Friborgo, Thun, Olten, Zugo, ecc. Gli stand sono allestiti sotto la responsabilità di Achim Z'Brun. Le date dei futuri stand sono indicati sul nostro sito internet per permettere a tutte le persone interessate di prendervi parte. Su richiesta di un socio, ed a patto che vi partecipi personalmente, Achim interviene anche per l'allestimento di uno stand.

La Lega ha peraltro partecipato per il quinto anno consecutivo al salone internazionale «ANIMALIA», il 15 e 16 ottobre al Palais de Beaulieu di Losanna.

Giornale LSCV e pubblicità

Come ogni anno i nostri soci sono stati informati quanto alle azioni in corso tramite le quattro edizioni annue del nostro giornale.

Diverse serie di annunci di una pagina sono state pubblicate in inserti di quotidiani o settimanali come il *Blick*, il *Tages-Anzeiger*, l'*Illustré* e *Echos magazine*, nonché di giornali regionali come *Zürich-Rundschau*, *Zuger Woche* e *Luzerner Rundschau*.

Due campagne di affissione BARACOM di formato F12 sono state portate avanti sulle linee ferroviarie BLS dal 4 luglio al 1° agosto e dal 7 novembre al 5 dicembre. Nel corso dell'anno abbiamo anche potuto inserire a tariffe preferenziali diversi annunci contro la sperimentazione animale o la pelliccia su riviste quali *ELLE*, *Paris Match* e *Jeune et Jolie*.

Mailing delle nostre cartoline

Tre mailing delle nostre cartoline dipinte dall'artista Hans Hofstetter sono stati effettuati come ogni anno, in febbraio a 60'000 copie poi in giugno e settembre a 20'000 copie. Vi ricordiamo che anche i Soci ricevono questo mailing. È per questo motivo che

dal 2008 vi alleghiamo un secondo bollettino di versamento. Il primo (CP n°01-20089-8) è destinato alle persone desiderose di farci un dono mantenendo l'anonimato, che è il desiderio di un gran numero di donatori. Il secondo (CP n°12-2745-6) vi permette di farci un dono nominativo oppure di versare la vostra quota annua di iscrizione. Poichè questo secondo CP è gestito direttamente dalla Lega, vi invitiamo ad utilizzarlo in modo preferenziale in quanto ci agevola più particolarmente il lavoro di predisposizione degli attestati che vi consentono di detrarre i vostri doni dalla dichiarazione fiscale.



Shop e documentazione

Il nostro progetto di prestito libri è stato finalizzato alla fine del 2011. Attualmente sono disponibili una trentina di titoli. La selezione dei libri della nostra biblioteca è stata effettuata in base a criteri di dimensioni e peso, affinchè i costi di spedizione e rinvio dei libri (a carico di chi prende in prestito) non siano superiori a Fr 2.- per invio. Il prestito di libri è riservato ai soci della Lega.

Aiuto ai rifugi e campagna di castrazione

La Lega sostiene ogni anno una ventina di rifugi o centri di cura per animali e finanza campagne di castrazione e sterilizzazione di gatti randagi. Nel 2010, l'importo complessivo dedicato a queste azioni è stato di Fr 109'777.- di cui Fr 14'647.- per le campagne di castrazione e la presa in carico delle spese veterinarie. Tutti questi aiuti vengono elargiti previo esame di ogni singolo caso ed approvazione da parte della maggioranza dei membri del Comitato nazionale. La maggior parte degli aiuti sono concessi a rifugi conosciuti da lunga data. Da diversi anni Suzann Karagöz si occupa anche della campagna di sterilizzazione e castrazione di gatti randagi del cantone di Ginevra. Gli animali sono castrati e marcati all'orecchio prima di essere nuovamente immessi nel luogo in cui sono stati catturati, e poi regolarmente nutriti. Mantenendo stabile la popolazione di gatti selvatici in una determinata area, si cerca di evitarne la proliferazione ed in ultima analisi l'eutanasia o l'uccisione, come praticato in numerosi cantoni da guardiacaccia o cacciatori privati. Oltre a Ginevra, gli aiuti concessi dalla Lega per le campagne di sterilizzazione riguardano principalmente i cantoni di Neuchâtel, Ticino e Vallese. Da numerosi anni, la LSCV non concede più fondi all'estero per sostenere rifugi o campagne di sterilizzazione e castrazione per via della difficoltà di seguire da vicino i progetti e controllare l'utilizzazione degli aiuti.

Conclusioni

Ringraziamo tutti i nostri soci e donatori, conosciuti ed anonimi, per il loro costante ed importante sostegno finanziario durante tutto l'anno. La lotta contro la sperimentazione animale non è soltanto una questione di protezione degli animali. Anche tra le persone sensibili al rispetto degli animali, si riscontra un fervente sostegno alla vivisezione.

Spiegare i metodi di sostituzione, convincere del loro interesse scientifico ed etico a fronte dei metodi attuali di ricerca esige tempo e mezzi sufficienti per portare avanti azioni, informare e comunicare. Questi mezzi, li abbiamo grazie al vostro aiuto e ve ne siamo infinitamente grati.

Max Moret, Presidente



► Gennaio 2012 – Unione europea

Non è rispettato il divieto degli allevamenti di galline in batteria

Le aziende che stipano le galline ovaiole in gabbie accatastate le une sulle altre avrebbero dovuto adeguare i loro impianti a partire dal 1° gennaio 2012. Votata nel 1999, la direttiva europea 1999/74/CE aveva lasciato dodici anni ai produttori per conformarsi alle nuove normative che riguardavano oltre il 70% delle galline detenute.

Uno spazio un po' più generoso avrebbe dovuto essere concesso al pollame che fino ad allora poteva essere confinato in una superficie della grandezza di un foglio A4. E nei casi in cui non fosse praticata la detenzione al suolo o in libertà, le gabbie avrebbero dovuto essere munite di nidi e posatoi. Stando all'Autorità europea per la sicurezza alimentare (EFSA), incaricata dalla Commissione europea di valutare i diversi tipi di allevamenti di galline ovaiole, la soppressione delle batterie non si traduce soltanto in termini di benessere animale ma anche nella riduzione dei rischi di malattie, fratture, beccaggio e mortalità.

Ma ancora una volta quelle disposizioni che possono ridurre le sofferenze degli animali non saranno rispettate. Benché i costi indotti dalla messa a norma degli impianti siano stimati a meno di 1 centesimo per uovo, dodici paesi europei, tra cui Belgio, Bulgaria, Cipro, Francia, Grecia, Ungheria, Italia, Lettonia, Polo-

nia, Portogallo, Spagna e Romania, hanno annunciato che i loro impianti non sarebbero stati conformi al 1° gennaio. Non è stata annunciata nessuna data di messa a norma benché gli allevamenti di questi paesi totalizzino circa 51 milioni di galline.

I paesi come Germania, Austria o Gran Bretagna, che non hanno esitato a fare pressione sui loro produttori affinché la direttiva sia rigorosamente attuata, hanno dichiarato apertamente il loro scontento. Nel timore che le uova da allevamenti in batteria ed i prodotti a costi minori generino una concorrenza sleale per i loro produttori, la Gran Bretagna e la Germania hanno reclamato un divieto di esportazione per le uova provenienti da allevamenti non conformi alla direttiva, ciò che la Commissione europea ha rifiutato. Tutt'al più, la Commissione ha dichiarato di voler verbalizzare ed « inviare una lettera » agli Stati interessati.



Vietata la detenzione di galline in batteria in Svizzera

In Svizzera la detenzione di galline in batteria è vietata da oltre 30 anni. Attualmente oltre l'85% degli animali ha il marchio SST della Confederazione, rilasciato in caso di condizioni di detenzione superiori a quelle fissate dalla legislazione.

Malgrado tutto però in Svizzera si può continuare a consumare uova provenienti da galline di batteria. Gran parte di queste uova importate sono presenti nelle preparazioni industriali, in panetteria e ristorazione. L'uovo sulla pizza o nella colazione del mattino in albergo proviene nella maggior parte dei casi da galline allevate in batteria. Nei negozi, queste uova, generalmente le più economiche, possono essere identificate con il numero 3 scritto sul guscio. Scegliete le uova con il n°1 (allevamento all'aperto) o, ancora meglio il n°0 (bio). Queste uova costano qualche decina di centesimi in più ma non è niente se si pensa alle terribili condizioni di vita cui sono condannate le galline in batteria.



Ginevra

Nuova costituzione e divieto di caccia

In seguito alle reazioni negative scatenate nel febbraio 2011 dalla soppressione del divieto di caccia nell'avamprogetto della nuova costituzione, l'Assemblea costituente ha deciso di rivedere la propria posizione in merito.

La discussione si è svolta il 10 novembre 2011. In un grande slancio d'unità, tutti i gruppi politici presenti nell'Assemblea hanno manifestato la propria opposizione alla caccia, dichiarando che non era mai stata loro intenzione autorizzarne la reintroduzione nel cantone. Dopo le parole, è venuto il momento di agire. I ginevrini che hanno creduto agli slanci teatrali dei costituenti saranno sorpresi dal nuovo articolo votato, che vieta la caccia pur autorizzando nel contempo « le misure ufficiali di regolazione della fauna » !

Che cosa significa? Semplice: che il futuro Consigliere di stato in carica del dicastero ad hoc, avrà il potere di vita e di morte, conformemente all'art.17, cpv.1 del regolamento sulla fauna (RFaune M 5 05.01). Basta che sia un tantino cacciatore ed il paesaggio rischia di cambiare abbastanza radicalmente ed in poco tempo.

In diritto la nozione di regolazione non esiste. Esistono specie che possono essere cacciate, specie protette e specie protette che possono essere abbattute.

Eppure si caccia col pretesto della regolazione. Nella fattispecie, se la nuova costituzione dovesse entrare in vigore, sarebbe possibile sparare su caprioli, volpi, tassi, gatti ed altre specie, che per il momento vivono tranquillamente sul territorio cantonale. E per organizzare queste uccisioni, non c'è bisogno di sollecitare le guardie ambientali.

L'art.16, cpv.2 dell'attuale legge sulla fauna (LFauna M 5 05) consentirà di delegare questa attività ai cacciatori ginevrini. Per limitare i rischi di sparare su un tranquillo passeggiatore, il Presidente dei cacciatori ginevrini dichiarava che basterebbe « fare come in Vallese e chiudere perimetri per una quindicina di giorni per poter cacciare (GHI, 10.12.2009) ».

Segnale funesto, 5 giorni prima del voto della costituente, un raccoglitrice di funghi si è fatto sparare addosso mortalmente da un cacciatore nella regione frontaliera.

Una commissione come baluardo

Se l'attuale articolo 178a della costituzione vieta la caccia, il suo capoverso 2 autorizza però dei tiri rigorosamente controllati assoggettati al preavviso di una commissione composta da rappresentanti della protezione degli animali e della natura. La composizione della commissione garantisce che i tiri si effettuino come ultimo ricorso, se non è possibile nessun'altra soluzione volta a limitare i danni.

In 37 anni, questa disposizione non ha dato luogo ad alcuna misura abusiva o dogmatica e nemmeno ad incidenti di caccia! Il cantone di Ginevra ha la fortuna di accogliere una fauna ricca, senza essere lesiva per le aziende agricole. L'attività di questa commissione costa meno di Fr 1000.- all'anno in gettoni di presenza.

Nel 2012 dovrebbe svolgersi una votazione popolare sulla nuova costituzione. Spetterà pertanto agli abitanti di questo cantone decidere se, dopo 37 anni di divieto, vogliono il ripristino della caccia.